

inprecor

● correspondance de presse internationale  
**inprecor**



**PALESTINE, ISRAËL**  
**LES EFFETS DE L'APARTHEID**

Compte-rendu du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

● Après les élections en Argentine ●

Exploitation de classe transnationale et État policier mondial

n° 715

décembre 2023

5,50 € / 8 CHF

**inprecor** sur le web :  
<https://inprecor.fr>

## Aux abonnés-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

**Rédaction et administration:**  
PECEI-INPRECOR, 27 Rue Taine,  
75012 Paris, France  
Tél.: 33/0 1 49 28 54 87

**E-mail:** [inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)  
Directeur de publication, gérant:

Jan Malewski

Rédacteur en chef: Antoine Larrache

Correction: Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique: agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

décembre 2023 n° 715

### Argentine

Après la victoire de l'extrême droite: #MILEI NO Entretien avec Martín Mosquera 3

### État espagnol

Le labyrinthe politique espagnol et la gauche à un carrefour Manuel Garí 6

### Palestine & Israël

• Comment le 7 octobre nous a changés et ce qu'il signifie pour notre lutte Haggai Matar 9

• 1948: la Nakba Daniel Liebmann Diallo 14

• À Gaza pourrait bien se jouer l'avenir du monde Déclaration d'organisations révolutionnaires 17

### Note de lecture

Où va la France de Macron ? Henri Wilno 20

### Mondialisation capitaliste

Exploitation de classe transnationale et État policier mondial Entretien avec William I. Robinson 23

### Histoire

• Erich Wollenberg et la tragédie du prolétariat allemand Jean Batou 29

• «Aux membres du KPD! Aux combattants du Front Rouge! Aux sans-parti, aux travailleurs communistes oppositionnels!» Erich Wollenberg 29

### IV<sup>e</sup> Internationale

Débats du Comité international Antoine Larrache et Léon Crémieux 35

**Vous pouvez acheter vos livres et revues et même vous abonner à inprecor sur internet [la-breche.com](http://la-breche.com)**

## Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44  
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

**Pour que inprecor puisse continuer, faites le connaître! Abonnez-vous!**



## Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- |  |                 |                          |               |                          |
|--|-----------------|--------------------------|---------------|--------------------------|
| ● France - DOM-TOM - Europe - Afrique  | 30 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 55 EUR (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Autres destinations  | 39 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 71 EUR (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Pli fermé  | 50 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 90 EUR (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Moins de 25 ans et chômeurs  | 20 EUR (6 mois) |                          |               | <input type="checkbox"/> |
| ● Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)  |                 |                          |               | <input type="checkbox"/> |
| ● Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)  |                 |                          |               | <input type="checkbox"/> |
| ● Découvrir Inprecor (réservé nouveaux abonnés; 12 EUR, pour 3 mois)   |                 |                          |               | <input type="checkbox"/> |
| ● Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires; 24 EUR) |                 |                          |               | <input type="checkbox"/> |
| ● Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit (1 an, 40 EUR)   |                 |                          |               | <input type="checkbox"/> |

Nom - Prénom: .....

Rue: .....

Commune / Code postal: .....

Ville: ..... Pays: .....

Tél./Fax: ..... E-mail: .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94. IBAN: FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC: NORDFRPP

**Pour continuer inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous!**

# Après la victoire de l'extrême droite : #MILEI NO !

Entretien  
de Andreu Coll  
avec Martín Mosquera\*

**Peux-tu revenir sur ce qui explique la victoire si nette de Milei ?**

Je vois plusieurs raisons au vote Milei. L'Argentine traverse depuis une dizaine d'années une situation de stagnation économique, une crise qui a affecté les deux forces politiques principales – le péronisme et le macrisme – constitutives d'une sorte de bipartisme depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ce malaise social durable a muté en une crise de représentation très forte. En termes gramsciens, une crise d'hégémonie, c'est-à-dire plus qu'une crise politique, une crise institutionnelle. À cela s'ajoute une crise spécifique du péronisme, notamment dans les secteurs ouvriers.

Chaque fois qu'émerge une extrême droite avec un poids électoral qui lui permet de disputer le pouvoir, c'est dû à la rupture entre les masses prolétaires et les outils politiques qu'elles s'étaient appropriés. Ces dernières années, le péronisme a vécu une de ces crises aiguës que l'Argentine connaît cycliquement depuis 40 ans : hyperinflation des années 1990, la crise de 2001 et la crise de la fin du macrisme avec une dévaluation très forte et des reculs salariaux importants. Le péronisme les avait toujours vécues de l'extérieur, avait toujours amorti les tendances centrifuges en leur mettant une limite. C'est ce dispositif politique qui entre en crise.

Un blocage économique et une crise de représentation ne sont que des conditions de possibilités d'émergence d'une force d'extrême droite. C'est du fait de la dynamique de rupture de secteurs des classes populaires avec un péronisme qui exécute ses politiques d'austérité au nom du progressisme et de l'interventionnisme étatiques, qu'un discours antiétatique, d'ultradroite, a pu s'insérer au sein des classes populaires.

Un élément supplémentaire tient à la fragmentation progressive des classes laborieuses ; la crise du péronisme est une crise du sujet social du péronisme, c'est-à-dire des classes laborieuses. La séparation entre travailleurs formels et informels et,

y compris, parmi les travailleurs informels, entre celles et ceux qui reçoivent des aides de l'État et celles et ceux qui n'en ont pas, sont des divisions sociales dans lesquelles a pu pénétrer un discours d'extrême droite.

**Comment caractériserais-tu Milei ? Peut-on parler d'un danger fasciste ?**

● Nous parlons d'une force politique d'extrême droite, d'ultradroite, qui contient des éléments en lien avec la « famille militaire », le négationnisme de la dictature, et des éléments fascistoïdes. Je crois qu'il faut éviter deux types d'écueil : le premier est une inflation du terme « fasciste », qu'on utilise pour délégitimer tout trait de gouvernement autoritaire – je crois qu'on perd ainsi la spécificité du phénomène, et le fascisme n'est que l'une des formes de réactions autoritaires. L'autre écueil, symétrique, serait de ne pas voir les formes actuelles du fascisme, en retenant des caractéristiques si spécifiques qu'elles ne peuvent se répéter. Aujourd'hui il n'y a pas de partis de masse comme c'était le cas des partis nazi et fasciste, il n'y a pas de groupes paramilitaires, on ne voit pas un terrorisme étatique d'une telle ampleur, même s'il y a des exceptions. Donc une erreur symétrique consisterait à se dire que les leçons des années 1930 n'ont aucune utilité pour l'actualité.

Je me situe dans un entre-deux. Je crois que dire que Milei est fasciste est abusif, à court terme. Qu'est-ce qui a constitué dans les années 1930 une catégorie politique qui nous permet de réfléchir et agir ? J'en retiens principalement deux : l'une est l'usage massif de la violence politique, parler de fascisme sans violence politique n'a aucun sens ; l'autre est la question du changement de régime politique. Un gouvernement autoritaire ne passe pas nécessairement par le corporatisme de l'époque, qu'il semble très difficile de reproduire aujourd'hui, mais par un changement de régime. S'il s'accommode d'une alternance libérale démocratique conventionnelle, parler de fascisme est inapproprié.

Un troisième trait qu'il me paraît important de souligner est que le fascisme a été une contre-révolution par le bas. Il a réuni un mouvement politique ultraractionnaire et un mouvement de masses.

Une particularité qui le différencie par exemple de la dictature militaire, verticaliste et installé depuis les hautes sphères, qui peut avoir ou non un soutien social passif, mais avec d'autres caractéristiques.

Comment se situent les droites actuelles et le phénomène Milei ? Je crois qu'il y a une menace anti-démocratique, mais qu'il est peu probable et peu réalisable qu'elle mène à un changement de régime politique. On peut se retrouver devant quelque chose qui tienne davantage à des attaques s'inscrivant dans le respect de la démocratie conventionnelle. Les cas les plus significatifs de ce style seraient Erdogan en Turquie, Bukele au Salvador, etc. Je pense que nous allons affronter un durcissement étatique qui accompagne une thérapie de choc néolibérale et va avoir besoin du facteur coercitif pour mener à bien ses contre-réformes. Mais à l'heure actuelle il n'est pas possible de savoir où va être le curseur du gouvernement Milei sur le spectre allant d'un gouvernement conventionnel de la démocratie bourgeoise à un régime fasciste.

Plutôt que de penser à un improbable gouvernement fasciste, il faut analyser si cette combinaison de facteurs – escalade répressive, intensification et durcissement autoritaire de l'État – peut mener à une défaite catastrophique de la classe ouvrière. Je crains que oui. Une défaite sociale avec ces caractéristiques n'a pas besoin d'un changement de régime pour se produire : pour Milei, le thatchérisme par exemple me semble être une analogie historique beaucoup plus opérante que les années 1930, en raison d'un élément du populisme plébiscitaire : la démocratie et le peuple représentés par le chef d'État contre les « minorités corporatistes » qui défendent leurs intérêts particuliers. C'est ainsi que Milei traite les mouvements sociaux, les syndicats, le mouvement *piquetero*.

J'ajouterais un élément : Milei a gagné

\* Martín Mosquera, enseignant à l'Université de Buenos Aires et rédacteur en chef de la revue *Jacobin América Latina*, est militant de l'organisation Poder Popular et de la IV<sup>e</sup> Internationale. Andreu Coll, enseignant, est membre de la direction d'Anticapitalistas (section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'État espagnol) et de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous reproduisons ici l'entretien oral du site web *Punto de Vista Internacional*, que nous avons traduit, réduit et mis en forme écrite.

# Argentine

parce qu'il y a dans la société argentine un processus de droitisation, même s'il est certain que majorité de la population n'adhère pas à l'intégralité de son programme. Une partie prépondérante, plutôt que de voter « pour » lui, a voté « contre » le kirchnerisme. Cela résonne comme un nouveau « *que se vayan* » de 2001 teinté de la « fin de récré » qu'avait sonnée la droite en 2015. Mais au premier tour, 30% ont voté pour Milei et 22 % ont voté pour une autre candidate très à droite, Patricia Bullrich, qui a fait ouvertement campagne sur l'autoritarisme.

## *Quelles sont les relations de Milei avec la droite traditionnelle ?*

● La droite traditionnelle a eu un rôle clé, qui a permis que Milei passe de 30 % des votes au premier tour à quasiment 56 % au second. Sa victoire est passée par l'acquisition d'un nouvel espace électoral : des secteurs de classe moyenne antipéronistes. Un secteur de la droite traditionnelle, que représentent l'ex-président Mauricio Macri et sa candidate Patricia Bullrich, est crucial : ces deux figures ont conduit un dispositif de mutation et d'alliance.

Une des possibilités est que ce lien se consolide par une coalition gouvernementale et parlementaire avec le secteur Macri-Bullrich. Il faudrait également qu'ils arrivent à convaincre des parlementaires, des gouverneurs locaux, etc. de les suivre. La Libertad avanza de Milei pourrait former une sorte de coalition thatcheriste et atteindre un certain niveau de gouvernabilité.

Pour l'instant, c'est incertain, pour deux raisons. La première est qu'il y a plus de disputes entre le groupe de Milei et la droite dirigée par Macri et Bullrich, que ce que l'on aurait pu prévoir, alors que Milei essaye de diversifier ses soutiens en direction du péronisme provincial. La seconde, c'est que des secteurs du péronisme distants du kirchnerisme pensent que négocier avec Milei peut permettre une résorption des désaccords internes au péronisme et leur donne la possibilité de gouverner leurs provinces tranquillement. Aujourd'hui, Milei semble être en train de diversifier ses bases de soutien mais il reste difficile de savoir si cela est généralisable, car Milei ne dispose que d'une petite minorité parlementaire.

## *Comment se situent les secteurs significatifs de la bourgeoisie dans ce contexte ?*

● Au départ, la candidature de Milei a été rejetée par le centre du pouvoir économique.

Le gouvernement et l'ambassade des États-Unis, comme le gros de la bourgeoisie argentine, se sont maintenus à distance. La bourgeoisie préférait la candidature de Massa. Mais depuis l'élection, l'alliance entre Macri et le groupe de Milei s'est forgée et l'option préférentielle du pouvoir économique est apparue : que Milei soit la tête du gouvernement. Il y a eu de plus en plus de soutien financier à Milei et maintenant s'ouvre un nouveau chapitre : son gouvernement. On va avoir un processus d'accommodation de la bourgeoisie en fonction des bénéficiaires qu'elle peut tirer d'un gouvernement Milei.

## *Dans des articles récents, tu insistes sur le contexte de reflux et de la démobilitation du mouvement ouvrier et populaire. Comment réorganiser une résistance efficace dans ce contexte ?*

● Il y avait beaucoup d'illusions dans la gauche. Par exemple, récemment lors d'une réunion un dirigeant du trotskisme argentin me disait : « Si Milei gagne, il va y avoir des mobilisations révolutionnaires des classes laborieuses ». Je ne crois pas : une grande explosion sociale, à court terme, est improbable parce qu'on peut constater un déclin de la conflictualité, de la combativité sociale et syndicale, depuis 2018. Ses racines sont nombreuses mais l'une d'elles est la crise qui érode les structures de la classe ouvrière, ses instruments pour intervenir et la confiance dans ses propres forces.

Si on envisage le début d'un nouveau cycle de luttes capable de mettre une sorte de limite à Milei, il est probable qu'à un moment on aura une lutte témoin. Il faut générer les conditions pour que de telles luttes ne soient pas mises en échec.

Actuellement, on insiste sur comment éviter une défaite catastrophique pour la classe ouvrière, qui lui coûterait une génération pour se remettre debout. Il n'y a pas de formule magique, mais il y a des choses à apprendre des expériences. Les moments de grande offensive des classes dominantes font surgir un outil issu de la tradition marxiste révolutionnaire, discuté lors des congrès de la III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Internationale : le front unique ouvrier. Il s'agit de générer des alliances défensives avec toutes les forces de la classe ouvrière, des secteurs populaires, contre l'ennemi principal. Ce type d'alliance, où « on marche séparément mais on frappe ensemble », doit être opposé à la collaboration de classe ou la subordination à la bourgeoisie – parce qu'il y a toujours l'autre stratégie possible, la tentation de trouver refuge

auprès de la bourgeoisie démocratique. C'est la différence entre front unique et Front populaire. Cependant, la frontière entre les deux est un peu brumeuse parce que le réformisme est un pont vers la collaboration de classe. Il y a donc une bataille politique à mener dans laquelle il convient de ne pas avoir de stratégies trop propagandistes.

Dans les années 1930, Trotski s'est opposé au Front populaire, mais il n'a jamais songé appeler à voter blanc ou à s'abstenir en 1936 au moment du Front populaire espagnol. La même année, il a critiqué l'Independent Labor Party, qui n'a pas appelé à voter pour les travaillistes contre les conservateurs, même pas contre les fascistes !

Il est important de générer des cadres unitaires défensifs, qui permettent de résister avec le plus de force possible à l'offensive du gouvernement, tenter tout ce qu'on peut pour que les luttes ne soient pas fragmentées. Il y a un risque sérieux que Milei attaque la classe ouvrière segment par segment et que les luttes soient ainsi mises en échec. Et la lutte ne peut pas être seulement sociale, elle doit nécessairement être aussi politique.

Les organisations politiques dominantes des vingt dernières années sont en fin de cycle. C'est le cas pour le kirchnerisme, c'est le cas pour le Frente de Izquierda y de los Trabajadores, la frange la plus à gauche. Ça ne veut pas dire que ces acteurs disparaissent. Mais je suis de ceux qui pensent qu'il faut construire un outil politique de gauche radicale, unitaire, différent de ce qu'on a eu dans la dernière période, ayant un rôle important dans la résistance contre l'extrême droite.

## *Comment tu caractérises la politique des forces de gauche les plus importantes ?*

● J'ai écrit quelques textes en polémique avec la politique de la majorité du FIT, c'est à dire du PO, du PTS et du MST. La quatrième force du FIT, Izquierda Socialista, a eu une politique différente et ça ne me paraît pas anodin que le principal dirigeant syndical du FIT ait aussi été le leader d'une politique alternative, lui qui est au contact avec les classes travailleuses. La politique de la majorité de la coalition des partis de la gauche radicale a été d'appeler à voter blanc. Une politique de neutralité alors qu'il y avait une grande bataille à mener et que la priorité pour n'importe quel militant de gauche ou du mouvement social était d'éviter un gouvernement d'extrême droite ! Au second tour, le FIT a maintenu une équidistance, restant neutre, n'appelant pas fran-

chement à voter blanc, mais n'appelant pas à voter contre l'extrême droite.

Il y a eu une série d'arguments avancés, selon moi tous erronés. Le premier a consisté à dire que puisque Milei n'était pas fasciste, il n'était pas nécessaire de sortir le « manuel du Front unique ». Parmi la série de variantes de politiques autoritaires que peut mener la classe dominante, il n'y a pas que l'option du fascisme. Face à toutes ces variantes, il faut opposer une politique défensive unitaire large. Le fait que ce ne soit pas du fascisme ne signifie pas que l'hypothèse d'une défaite catastrophique pour la classe ouvrière n'est pas sur la table.

Le second argument, extravagant selon moi et assez impropre à la tradition marxiste était : « les choses se résolvent dans les rues et pas dans les urnes ». Le FIT dit « votons blanc, parce que les urnes, ce n'est pas important ». C'est presque ridicule de dire que celui qui accède au gouvernement n'a pas d'impact sur la lutte de classes. Est-ce que cela ne génère pas des conditions plus ou moins favorables ?

Et le troisième argument, c'est l'idée que Milei n'aurait pas de soutien, ce fantasme selon lequel, du fait de la mobilisation ouvrière ou du rejet des classes dominantes, Milei sera un gouvernement de court terme.

Je crois que le FIT a commis une erreur stratégique grave dont il faut voir si le coût politique sera significatif. Il y a eu un grand mouvement social dans les dernières semaines de campagne, vraiment autogestionnaire, où les gens essayaient de convaincre autour d'eux, dans la rue, les abstentionnistes ou les électeurs de Milei. Le FIT est resté complètement extérieur à cette mobilisation.

## Quels secteurs seront attaqués ?

- Tout indique que ce seront les fonctionnaires, les travailleurs d'État, parce qu'une particularité de l'ascension de l'extrême droite par rapport à celles de Trump, Bolsonaro et consorts, c'est une situation économique extrêmement fragile et une grande crise inflationniste. En 1992, un an après l'hyperinflation en Argentine, Perry Anderson parlait d'une équivalence fonctionnelle entre la dictature militaire, qui fonctionne par la terreur, et le moyen non coercitif que constitue l'hyperinflation, qui génère une crise aiguë des liens sociaux. Une avalanche de privatisations changerait complètement le fonctionnement de l'État : par exemple la privatisation d'YPF (la première entreprise du

pétrole et de l'énergie), mais aussi celle des médias encore publics.

Le second objectif possible est l'attaque contre le mouvement ouvrier organisé, les travailleurs de secteurs bénéficiant d'accords issus de la période antérieure. Il faudra voir comment répondent, non seulement la classe ouvrière, mais les bureaucraties syndicales.

L'autre facteur clé, c'est le mouvement *piquetero*, ces travailleurs sans emploi auto-organisés. Ils ne sont plus salariés, sont plus dans l'informels, c'est un univers sociologique hétérogène. La théorie selon laquelle, sans collectifs de travail et sans rapport entre ouvriers, on ne peut pas s'organiser, ne fonctionne pas en Argentine : il y a une auto-organisation des « pauvres en mouvement ». Je crois que ça va être une cible de Milei.

Ma sensation est qu'il ne va pas vouloir superposer les mesures drastiques du « plan de stabilisation » de la situation économique, qui vont générer très rapidement un choc avec ses bases, tout en menant conjointement l'attaque contre le mouvement *piquetero*. Mais après vingt ans de mobilisation *piquetera*, les blocages d'accès et les filtrages d'axes routiers ont fait naître une certaine fatigue sociale. Le gouvernement va essayer de l'instrumentaliser.

Le gouvernement Milei tentera aussi d'avancer son agenda conservateur contre les droits LGBT et l'avortement.

## Face à ces tâches, quelles sont les priorités de Poder popular ?

- Il ne faut pas analyser la situation comme une alternance routinière. C'est une étape nouvelle, avec des risques nouveaux.

Le premier pas à franchir est d'impulser dans les luttes la construction de cadres unitaires les plus larges possibles et les doter du programme le plus radical possible, en tenant compte de la situation défensive, mais sans se limiter au programme de la bureaucratie syndicale ou des secteurs proches d'une politique de conciliation avec le gouvernement.

En même temps, il faut construire une alternative politique, qui n'existe pas à l'heure actuelle. Les luttes sociales et politiques pourraient se renforcer mutuellement au travers de cet instrument. L'usure des mouvements sociaux après une période intense de luttes, et le réveil que peut provoquer la victoire de Milei, peuvent se conjuguer pour faire de ce moment celui la lutte contre l'extrême droite, au travers d'une

lutte politique, d'une organisation politique commune, en cohérence avec cet objectif.

En tenant compte du fait que les deux principales forces politiques des vingt dernières années ont été mises en échec : avec leur politique néolibérale, elles n'ont pas du tout fait barrière à l'ultradroite. Le péronisme a participé à labourer le terrain sur lequel l'extrême droite germe et pousse. Ce n'est pas un bloc contre le fascisme, il a au contraire alimenté le monstre, y compris en soutenant la campagne et la candidature Milei au départ, lorsque cette tactique lui semblait parfaite pour diviser le vote de droite.

Il en va de même pour le FIT dont la politique abstentionniste, garantissant son auto-marginalisation par rapport au mouvement social démocratique surgi lors des dernières semaines de la campagne, a montré le plafond stratégique.

Je crois qu'il y a une opportunité pour construire un mouvement politique avec d'autres caractéristiques, avec le programme le plus radical possible pour les masses dans la période actuelle.

Mais tout est très brumeux. Par exemple, comment va évoluer la crise du péronisme ? Saura-t-il intégrer les secteurs en colère contre les politiques passées ? Cela pourrait ouvrir une fenêtre pour un phénomène de radicalisation avec lequel il faudrait dialoguer. Est-ce qu'une autre force va sortir des luttes ? Est-ce qu'on va assister à une fragmentation nouvelle, ou est-ce que des secteurs, jusqu'alors inactifs ou démobilisés, vont construire des luttes et des initiatives sociales et politiques alternatives ? Peut-il y avoir un débouché positif à l'aventurisme fou du FIT au second tour ? C'est possible, les grandes erreurs, si l'on tire des bilans corrects, peuvent donner lieu à des évolutions positives. D'ailleurs, certains secteurs du FIT commencent à évoluer positivement en s'écartant de la ligne majoritaire.

À ce stade, tout reste ouvert, dans ce panorama de transition d'une fin de cycle vers le cycle politique qui s'ouvre.

Il s'agit de savoir si l'on est face aux conditions d'une défaite majeure, catastrophique pour le mouvement ouvrier, dont la classe ouvrière mettra du temps à se relever. La classe travailleuse Argentine a une tradition d'insubordination. En 2001, il y a eu alors une dynamique face aux politiques d'ajustements et de contre-réformes menées par les classes dominantes. Ce que le gouvernement Milei met en jeu, c'est ce type de choses et il faut que l'on travaille pour y faire face. ■

Le 23 novembre 2023

# Le labyrinthe politique espagnol et la gauche à un carrefour

Par  
Manuel Garí\*

Le 28 mai dernier, le Parti populaire (PP) avait largement progressé en termes de positions institutionnelles locales à la suite des élections municipales et dans certains parlements régionaux des Communautés autonomes, au détriment du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Cela a conduit, au niveau local comme des communautés régionales, à la formation de gouvernements d'alliance du parti de droite avec l'extrême droite de Vox. Lors des élections parlementaires espagnoles du 23 juillet, la crainte de voir se répéter cette situation au niveau de l'État espagnol a partiellement mobilisé le vote d'une gauche désorientée en faveur du PSOE. En d'autres termes, c'est la peur et non le mirage d'un projet politique qui a permis d'arrêter la progression de la droite.

Le résultat de ces élections au niveau de l'État a conduit à une situation, précaire et catastrophique, d'impasse institutionnelle entre le bloc réactionnaire de la droite ultra-nationaliste espagnole et le bloc qui s'autoproclame «progressiste», constitué par l'alliance du PSOE avec Sumar, nom donné à un conglomerat de différentes personnalités politiques et de groupes légèrement à gauche du Parti socialiste. Il faut cependant noter que le rapport de forces institutionnel a basculé en faveur du Parti populaire (PP) réactionnaire, qui a obtenu la majorité absolue au Sénat et a été la première liste au Parlement, sans disposer toutefois des voix suffisantes à la chambre des députés pour former un gouvernement, de sorte que son dirigeant Alberto Núñez Feijóo a échoué dans sa tentative d'être nommé président du gouvernement par le Parlement, malgré le soutien du parti d'ultra-droite Vox.

\* Manuel Garí est économiste. Il est membre d'Anticapitalistas, section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale et membre du comité de rédaction du magazine *Viento Sur*.

Ces deux élections montrent, d'une certaine manière, un retour au bipartisme qui a structuré le système politique espagnol depuis le début de la transition postfranquiste qui a émergé après les pactes sociaux et constitutionnels de 1978. Les élections se déroulent dans le contexte d'une profonde démobilité et passivité du mouvement de masse, en particulier du mouvement syndical, et d'une satellisation de nombreuses organisations du mouvement social autour du gouvernement Sánchez, sans réelle indépendance par rapport à la politique du PSOE, une politique de «néolibéralisme compassionnel» intégrant le concept de «croissance verte». La gauche politique, pour l'essentiel, ne se préoccupe que de son positionnement institutionnel et a renoncé à promouvoir l'organisation et la mobilisation populaires.

Dans un contexte d'inflation et de perte de pouvoir d'achat de la classe ouvrière d'un côté, de profits records pour les entreprises textiles (grâce à l'augmentation de leurs activités transnationales), les banques (grâce à la hausse des taux d'intérêt) et les entreprises énergétiques (malgré la crise liée à la guerre en Ukraine) d'autre part, la gauche réformatrice, dont le poids est décisif, n'organise pas la résistance sociale contre la vie

chère et pour l'augmentation des salaires, et la gauche anticapitaliste est trop faible pour cela. À cette situation sociale s'ajoute le problème endémique de l'accès au logement (en propriété ou en location) et la dégradation progressive de la santé publique et de l'éducation, tous deux se faisant au profit de l'expansion du secteur privé. Par ailleurs, n'oublions pas que les conséquences de l'échec et de la répression du mouvement national et démocratique catalan perdurent encore. Un échec mis en évidence par l'absence quasi-totale de mobilisations en faveur de l'amnistie en Catalogne.

Tout cela a développé la contestation sociale, mais la gauche qui se situe à la gauche du PSOE n'a pas su occuper la rue et nourrir la colère. La contestation et l'occupation des rues sont de plus en plus canalisées par la droite et l'extrême-droite populistes, néolibérales et réactionnaires qui ont lancé un appel au rassemblement du nationalisme espagnol avec un contenu proche du discours antidémocratique néofranquiste. Ce n'est pas une coïncidence si le mouvement de jeunesse de Vox s'appelle *Revuelta* (Révolte).

## Le bloc «facho»

Le bloc réactionnaire avait déjà adopté au cours de la législature précédente un discours de plus en plus trumpiste à l'encontre du gouvernement de coalition de Sánchez, qu'il qualifiait d'illégal et d'illégitime. De manière absolument caricaturale, ils l'ont qualifié d'anticonstitutionnel, alors que de fait la Constitution de 1978 – fruit d'un pacte entre les franquistes et les partis majoritaires de gauche – a précisément eu pour principal parrain le Parti socialiste, garant du régime et de la stabilité de la monarchie.

Actuellement, le grand thème de confrontation utilisé par la droite espagnole est – comme par le passé avec «question basque» – la «question catalane». Surtout après le référendum du 1<sup>er</sup> octobre 2017 en Catalogne. Le tandem Vox-PP est composé de différentes nuances du néolibéralisme autoritaire et, dans les deux cas, leur marque de fabrique est la défense d'un nationalisme espagnol excluant, homogénéisant et punitif.

Ce discours n'est pas nouveau, puisqu'il est hérité du franquisme, mais ce qui est nouveau, c'est que la droite extrême et l'extrême droite rivalisent pour hégémoniser ce champ électoral et qu'elles ont toutes deux alimenté une polarisation sociale qui imprègne, de manière transversale, de vastes secteurs de la société, affectant d'importantes parties de la classe ouvrière. En chemin, ils ont trouvé des échos et un soutien dans une partie importante de



la vieille garde et de l'électorat socialiste traditionnel. L'identité du PP et de Vox est construite – alors qu'ils cachent l'agenda de leurs propositions économiques et sociales – autour de l'identité et de l'imaginaire de «l'espagnolité» par opposition à la Catalogne et au Pays Basque.

C'est pour cela qu'après l'échec du leader du PP, lorsque Pedro Sánchez a présenté, sa candidature pour former et présider un gouvernement de coalition, en plus d'avancer un catalogue édulcoré des propositions sociales qu'il n'avait déjà pas réalisées, il a conclu un accord avec les partis nationalistes catalans Esquerra Republicana de Catalunya (ERC - Gauche Républicaine de Catalogne) et Junts (Ensemble) portant sur l'amnistie des prisonniers et des personnes inculpées dans les événements du 1<sup>er</sup> octobre 2017 et, plus tard, en 2019.

L'amnistie est inacceptable pour la droite espagnole, qui a lancé une mobilisation générale et persistante contre cette mesure. Cette offensive s'appuie sur la collaboration active d'un système judiciaire hérité du franquisme (écoles du *lawfare* (1)) et d'autres corps d'État totalement étrangers à la question, ainsi que sur les déclarations de la Confederación Española de Organizaciones Empresariales (Confédération espagnole des entreprises). Et, ce qui est également dangereux, elle bénéficie de la sympathie de vastes secteurs de l'armée, des forces de police et des médias.

Les arguments de ces secteurs sont aussi exagérés que fallacieux lorsqu'ils critiquent les «concessions» faites par le PSOE aux partis nationalistes, qu'ils qualifient de «coup d'État» similaire au 23F (23 février 1981, tentative de coup d'État par un groupe d'officiers de la Guardia Civil, NdT), de «dictature», d'«abolition de

*l'État de droit*» ou de «conspiration liquidatrice». Dans l'habillage idéologique de leurs critiques, ils assimilent l'amnistie ou d'autres mesures impliquant l'État et les Communautés à une attaque contre «l'égalité de tous les Espagnols», ignorant que ce sont leurs politiques liberticides et austéritaires, là où elles sont appliquées, qui renforcent l'inégalité réelle préexistante dans la société de classe capitaliste. Leurs arguments sont là pour étayer leurs deux thèses préalables: «l'Espagne se désagrège» et «le gouvernement est illégitime».

Il n'y a là rien qui soit vrai, ce sont de simples *fake news*, qui ne correspondent pas au contenu réel des accords du Parti socialiste avec les partis nationalistes, mais ils ont généré une vérité parallèle qui promet un climat politique de «guerre civile». Mais attention, les arguments de la droite cachent des objectifs moins «patriotiques»: ils préparent un nouveau cycle réactionnaire contre les droits de la classe ouvrière, les droits politiques et civils des classes populaires et de nouvelles attaques contre le féminisme, les migrant-es et les LGTBI, comme nous l'avons déjà vu dans l'une des régions qu'ils gouvernent, Madrid.

Le PP a encouragé d'importantes mobilisations de masse et certains de ses membres, avec les dirigeants de Vox, ont soutenu des formes radicales de combat de rue avec la présence active d'organisations nazies et fascistes devant le siège du Parti socialiste. Des actions parfaitement préparées et organisées avec des appels du leader de Vox, Santiago Abascal, à la désobéissance de la police pour qu'elle n'agisse pas contre les manifestants. Et la gauche institutionnelle, absente des rues, appelait à l'ordre et à la paix entre les citoyens... le pire des scénarios.

Comment caractériser cette situation créée par le PP et Vox ? Comme l'indique la déclaration d'Anticapitalistas «Avant l'investiture, des anciens et des nouveaux problèmes» du 14 novembre: «*Malgré la rhétorique enflammée de la droite, ni un changement de régime ni un coup d'État fasciste ne sont à l'ordre du jour, comme certains secteurs semblent l'insinuer. La droite a plutôt choisi une stratégie d'usure basée sur la promotion d'un espagnolisme exacerbé, qui cache les vrais problèmes dont souffre la classe ouvrière, tandis que le parti judiciaire-policier radicalise le tournant autoritaire de l'appareil d'État.*»

## La fin du cycle et le nouveau gouvernement

Du côté du bloc «progressiste», on peut observer un déclin électoral, tant aux élections générales qu'aux élections locales et régionales, des organisations politiques qui avaient émergé après le mouvement des Indignés du 15M (15 mai 2011, NdT) comme Podemos. Il est de plus en plus clair que Sánchez a réussi à renforcer le pôle social-libéral au sein de la gauche espagnole.

Podemos et Izquierda unida (IU) sont confrontés à une crise interne combinée à une hémorragie du nombre d'adhérents. Leur faible pertinence politique après le changement de cycle est palpable, tout comme l'échec de leur choix de gouverner à tout prix malgré l'hégémonie manifeste du PSOE dans le précédent gouvernement de coalition. Ce dernier parti a imposé son agenda tant sur les questions de politique intérieure, comme la législation répressive sur le mouvement social et la liberté d'expression (la «Loi bâillon») ou la politique inhumaine contre l'immigration, que sur la plupart des questions sociales (la réforme du travail anti-ouvrière des gouvernements précédents n'a pas été abrogée) et la politique étrangère (abandon du peuple sahraoui, ancienne colonie espagnole dont le territoire a été annexé par le Maroc).

La nouvelle tentative de regroupement à la gauche du PSOE, Sumar, dirigée par Yolanda Díaz (2), n'arrêtera pas la crise mais au contraire l'aggravera en



Le nouveau gouvernement. © Ministry of the Presidency. Government of Spain

1) Le *lawfare* constitue en une judiciarisation du politique, sur le modèle des procédures menées contre Lula au Brésil, pour mener des batailles antidémocratiques dans les institutions sans passer par un coup d'État franc.

2) Yolanda Díaz, membre du Parti communiste d'Espagne, a été la figure autour de laquelle s'est organisée la rupture, au sein de Unidas Podemos, après la démission de Pablo Iglesias du gouvernement.

## État espagnol

raison de son caractère suiviste opportuniste vis-à-vis du Parti socialiste. Elle n'annonce pas une «résurrection» de la gauche, elle est au contraire l'expression de sa faiblesse et de son incapacité à organiser des partis démocratiques avec des programmes transformateurs. Sumar est un conglomérat de partis et d'individus au sein duquel, en fin de compte – d'autant plus qu'il n'y a pas de direction élue par ses partisans – les décisions sont prises de manière caudilliste par sa dirigeante et une petite équipe qu'elle nomme, qu'il s'agisse de questions programmatiques, de la constitution des listes électorales ou de la nomination de son «quota» de ministres.

Le gouvernement constitué est un gouvernement de continuité. Sur les 22 ministres, cinq appartiennent à Sumar et les autres au Parti socialiste. Les représentants de Podemos ont été évincés du gouvernement. En d'autres termes, nous sommes face à une réédition d'un gouvernement basé sur un «néolibéralisme compassionnel» et rien ne permet de penser qu'il rompra avec la politique économique de l'Union européenne lorsque les règles de l'austérité seront rétablies.

Les questions sociales qui affectent directement les conditions de vie de la classe ouvrière ont été totalement absentes du débat d'investiture. Sumar a apporté son soutien au PSOE, en mettant sur la table une série de questions génériques liées au «dialogue social» avec les employeurs. L'important pour Sumar est de continuer à maintenir sa présence dans les ministères, même au prix de mensonges sur la portée de la «réforme du travail» menée par le ministère du Travail aux mains de Yolanda Díaz, ou sur la non-abrogation de la Loi bâillon, des points sur lesquels tous ceux qui ont fait partie de la première coalition gouvernementale ont été complices. Le grand absent de la deuxième coalition gouvernementale, Podemos, n'a pas fait l'auto-critique de son passage dans le précédent exécutif, et nous avons vu que sa confrontation avec Sumar ne tient pas tant à des différences de projet ou de programme qu'à sa perte de leadership dans le camp de la gauche de l'après 15M.

Ce gouvernement a compté, pour l'investiture de Sánchez en tant que président du Conseil, sur le soutien d'autres forces de gauche, en particulier le Bloque nacionalista galego (BNG - Bloc nationaliste galicien) et Bildu, une organisation

indépendantiste basque. Ces formations suivent une politique modérée et pragmatique et cherchent à se crédibiliser comme possibles partis de gouvernement lors des prochaines élections autonomes en Galice et dans la Communauté basque. Elles resteront très probablement des alliés loyaux du gouvernement dans les principales décisions, notamment budgétaires.

En outre, M. Sánchez a compté sur le soutien des deux partis indépendantistes catalans, ERC et Junts. Ces deux forces se disputent le même électorat en Catalogne. Le premier est un parti lié aux intérêts de la petite bourgeoisie catalane, le second est un parti derrière lequel se cachent directement les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie catalane traditionnelle. Cette dernière formation, Junts, traverse une crise majeure, en interne comme avec une partie de sa base sociale, en raison du document que ce parti a signé le 9 novembre avec le Parti socialiste dans lequel ils expriment leurs accords et leurs différences, mais qui a eu peu de traductions pratiques dans la politique réelle au-delà des accords déjà conclus quelques jours plus tôt par ERC sur des questions concrètes: amnistie, transfert de pouvoirs, mesures fiscales, etc.

De même, le Parti nationaliste basque (PNV), une force liée aux intérêts des entreprises industrielles de Eskadi, a soutenu l'investiture de Sánchez. L'unique députée d'un parti régionaliste très opportuniste, Coalición canaria (Coalition canarienne), a voté elle aussi en faveur de l'investiture. Pour obtenir leur soutien, Sánchez a promis diverses actions gouvernementales en faveur des territoires dans lesquels ces partis opèrent, ou le transfert de compétences de l'État central vers les communautés autonomes en matière de gestion d'infrastructures ou de fiscalité.

Mais la différence de voix au Parlement entre le bloc qui soutient l'investiture de Sánchez et celui du bloc réactionnaire est très faible. De plus, le soutien à l'investiture n'implique pas un soutien garanti à toutes les décisions du gouvernement, aux lois ou aux projets de budget de l'État. En consé-

quence, une période de grande instabilité institutionnelle s'ouvre, tant au Sénat (à majorité réactionnaire) qu'au Parlement, ainsi que dans les relations entre le gouvernement central et plusieurs gouvernements autonomes, de nombreux conseils municipaux et autres institutions du pays. Tout cela, si l'on y ajoute l'action d'une grande partie du pouvoir judiciaire et d'autres institutions de l'État certainement hostiles à Sánchez, ainsi que les inévitables mobilisations et manifestations de rue de la droite, trace une perspective compliquée concernant sa capacité à gouverner.

Au cœur du pacte d'investiture se trouve l'amnistie de toutes les personnes ayant subi des représailles en lien avec les manifestations et proclamations du 1<sup>er</sup> octobre 2017 et 2019 en Catalogne, dont 50 procès, 3 500 représailles, 44 emprisonnés et six exilés. Pour l'instant, nous ne savons pas si l'amnistie

*Une période de grande instabilité institutionnelle s'ouvre, tant au Sénat (à majorité réactionnaire) qu'au Parlement, ainsi que dans les relations entre le gouvernement central et plusieurs gouvernements autonomes, de nombreux conseils municipaux et autres institutions du pays.*

bénéficiera à des personnes réprimées pour des raisons politiques autres que celles liées au processus catalan, et je crains que non. D'autre part, et malgré la propagande de la droite, rien n'assure qu'une nouvelle consultation sur l'autodétermination nationale aura lieu en Catalogne. Au contraire, toute démarche en ce sens est liée au strict respect de la Constitution de 1978, ce qui

revient à renoncer à un référendum.

Une fois de plus, dans le labyrinthe espagnol, les contradictions de classe et les positions et identités autour de la question nationale s'entremêlent.

La meilleure façon d'affronter la droite réactionnaire et le progressisme pro-patronal est de construire une dynamique de mobilisation autonome, qui pose les bases d'une reconstruction d'un camp politique indépendant issu de la classe ouvrière et des opprimés. L'expérience, en cours, de la solidarité avec la Palestine montre l'efficacité du «faire sans attendre», qui a permis de toucher une partie importante du «peuple de gauche» et a forcé Sánchez à aller au-delà de ce qu'il envisageait initialement. ■

Le 28 novembre 2023



# Comment le 7 octobre nous a changés et ce qu'il signifie pour notre lutte

Par  
Haggai Matar\*

Un mois s'est écoulé depuis le 7 octobre. La vie de millions d'Israélien·nes et de Palestinien·nes a été bouleversée par les massacres commis par le Hamas en Israël ce jour-là, et par les massacres qu'Israël commet par la suite avec son assaut à grande échelle sur la bande de Gaza. Il est parfois difficile de reconnaître un moment historique lorsqu'on le vit, mais cette fois-ci, c'est clair : l'équilibre des forces a changé entre Israélien·nes et Palestinien·nes, et il changera le cours des événements à partir de maintenant.

Un mois après le début de la guerre, il est temps de faire le point sur ce que nous savons qu'il est arrivé aux Israélien·nes, aux Palestinien·nes et à la gauche dans ce pays – et de faire quelques évaluations prudentes sur ce qui va suivre.

## Les massacres du Hamas en Israël

Notre vie, en tant qu'Israélien·nes, ne sera plus jamais la même après le 7 octobre. Les atrocités commises par le Hamas dans le sud d'Israël en ce terrible samedi ont fait couler tellement d'encre, et tant de théories du complot et de fausses nouvelles ont proliféré, qu'il n'est pas inutile de nous rappeler quelques faits élémentaires. Ces faits ont été corroborés par de multiples sources indépendantes et journalistes, y compris des membres de l'équipe de +972 et de *Local Call*.

Au cours d'une opération minutieuse et sans précédent, les militants du Hamas se sont échappés de la bande de Gaza assiégée, déjouant la surveillance de ce qui était considéré comme l'une des armées les plus puissantes et les plus sophistiquées de la région. Après avoir détruit des parties de la clôture entourant Gaza et lancé une attaque sur le point de passage d'Erez,

des milliers de militants se sont emparés de bases militaires israéliennes, ont tué ou capturé des centaines de soldat·es, puis ont attaqué un festival de musique et occupé plusieurs kibboutzim et des villes. Ils ont tué environ 1 300 personnes, dont une majorité de civil·es.

Le carnage a été brutal. Des centaines de jeunes festivalier·es non armé·es ont été tué·es, y compris des citoyen·nes palestinien·nes qui étaient présent·es en tant que secouristes, chauffeurs et travailleurs. Des familles entières ont été massacrées dans leurs maisons, certain·es survivant·es ayant assisté au meurtre de leurs parents ou de leurs enfants. Dans certaines communautés, jusqu'à un·e habitant·e sur quatre a été tué ou enlevé. Des travailleurs agricoles thaïlandais et népalais, ainsi que des aides-soignants philippins, ont également été pris pour cible, des militants du Hamas leur tirant dessus et, dans un cas au moins, lançant des grenades dans une cabane où ils se cachaient.

Environ 240 soldats et civil·es de tous âges, de 9 mois à plus de 80 ans, ont été enlevés à Gaza, et la plupart d'entre elles et eux y sont toujours détenus en tant qu'otages, sans lien avec le monde extérieur et sans que leurs familles aient la moindre idée de leur état. Pendant ce temps, le Hamas a continué à tirer des milliers de roquettes depuis Gaza en direction des villes israéliennes.

Ces crimes de guerre, même s'ils ne sont pas sans contexte, sont totalement injustifiables. Ils ont ébranlé nombre d'entre nous, moi y compris, jusqu'au plus profond de nous-mêmes. La fausse idée selon laquelle les Israélien·nes peuvent vivre en sécurité alors que les

Palestinien·nes sont régulièrement tué·es dans le cadre d'un système brutal d'occupation, de siège et d'apartheid – une idée que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a défendue et instillée en nous pendant ses longues années au pouvoir – s'est effondrée.

Ce sentiment a été exacerbé par les vents de la guerre régionale et les attaques du Hezbollah contre les soldats

et les civil·es israélien·nes dans le nord d'Israël, auxquelles Israël a répondu par ses propres frappes d'artillerie et de drones au Liban, tuant des combattant·es et des civil·es. Ce front supplémentaire a aggravé notre peur existentielle et le sentiment que nous, Israélien·nes et Pales-

tinien·nes, ne sommes que des pions dans des luttes régionales et mondiales plus vastes (et ce n'est pas la première fois).

L'effondrement de notre sentiment de sécurité est allé de pair avec la prise de conscience que l'État israélien tout entier n'est, en fait, rien de plus qu'un hologramme. L'armée, les services de secours, les services sociaux, etc. ont tous été dysfonctionnels. Les survivant·es israélien·nes, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les familles des otages se sont retrouvés sans personne vers qui se tourner, ce qui a poussé la société civile à intervenir pour combler le vide là où le gouvernement aurait dû se trouver. Des années de corruption politique nous ont laissés avec un État

*Les colons, les soldats et un nombre croissant de milices mixtes – à tel point qu'il est impossible de les distinguer – ont considérablement intensifié leur campagne de nettoyage ethnique dans la zone C.*

\* Haggai Matar est un journaliste israélien primé et un militant politique. Il est le directeur exécutif du magazine +972. Cet article a été d'abord publié le 8 novembre 2023 par le magazine israélien +972, puis traduit en français et publié sur le blog *Entre les lignes, entre les mots* le 15 novembre 2023. La traduction a été éditée par *Inprecor*.

## Palestine & Israël



Des soldats de l'armée israélienne se préparent à intervenir à Gaza. © Unité du porte-parole des IDF, CC BY-SA 3.0

qui n'est plus qu'une coquille vide, sans aucun leadership à proprement parler. Pour les Israélien-es, quelle que soit la manière dont nous sortirons de la guerre, nous voulons nous assurer que rien de tel que le 7 octobre ne puisse se reproduire.

### Les massacres d'Israël à Gaza

Après avoir échoué sur tous les autres fronts, et avant même d'avoir repris le contrôle de toutes les zones occupées par le Hamas dans le sud du pays le 7 octobre, l'armée israélienne s'est immédiatement attelée à ce qu'elle sait faire le mieux : pilonner la bande de Gaza. Le chagrin, la douleur, le choc et la colère justifiés se sont traduits par un nouvel assaut militaire injustifiable et une campagne de punition collective contre les 2,3 millions de résident-es sans défense de la plus grande prison à ciel ouvert du monde – la pire que nous ayons jamais vue.

Parallèlement aux premières frappes aériennes, Israël a coupé l'électricité, l'eau et le carburant à toute la population palestinienne de Gaza, transformant une crise humanitaire déjà existante en une véritable catastrophe. L'armée a ensuite ordonné l'évacuation de la moitié de la population – environ 1 million de personnes – du nord de la bande vers le sud, ainsi qu'une seconde évacuation de l'est vers l'ouest.

Les bombardements aériens incessants, tant dans le nord que dans le sud supposé «sûr», ont jusqu'à présent tué plus de 10 000 Palestiniennes en un mois seulement, ce qui constitue de loin le taux de mortalité le plus élevé que ce conflit ait jamais connu. La plupart de

ces victimes sont des civil-es, dont plus de 4 000 enfants. Des centaines de familles ont été décimées, y compris celles de deux anciens collaborateurs de +972, dont l'un a été tué et l'autre a survécu mais a perdu cinq membres de sa famille. L'un de nos collègues de «We Beyond the Fence», un projet visant à partager les histoires palestiniennes de Gaza avec les Israélien-ne et le monde entier, a perdu 20 membres de sa famille.

C'est sans compter les centaines, voire les milliers de corps, morts ou vivants, enterrés sous les décombres, que personne ne peut même commencer à fouiller. Les habitant-es palestinien-nes décrivent la puanteur de la mort qui s'empare de ce qui reste de certains quartiers détruits. Alors que nous, Israélien-nes, disposons de sirènes de roquettes, d'intercepteurs Iron Dome et d'abris, les habitant-es de Gaza n'ont rien de tout cela et n'ont aucun moyen de se protéger contre la pluie de bombes déversées sur toutes les parties de l'enclave assiégée.

Selon les Nations unies, plus de 45 % des maisons de la bande de Gaza ont été détruites ou gravement endommagées par les attaques israéliennes. Les hôpitaux sont à court de fournitures et les médecin-es se retrouvent à effectuer des procédures médicales critiques sans anesthésie et en ayant pour seul éclairage les lampes de poche de leur téléphone. Des centaines de milliers de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Depuis le début de l'invasion terrestre de l'armée, fin octobre, Israël impose parfois des coupures de téléphone et d'internet, empêchant les blessé-es d'appeler à l'aide, les gens de prendre des nouvelles de leurs proches, les ambulancier-es de localiser

les blessé-es ou les journalistes de rendre compte de ce qui se passe sur le terrain.

Les gouvernements occidentaux ont jusqu'à présent donné carte blanche à Israël pour commettre ces atrocités, faisant deux poids, deux mesures entre la valeur des vies israéliennes et celle des vies palestiniennes – ce qui est en partie ce qui nous a amenés, en premier lieu, à la situation actuelle. Nous ne voyons aucun remord pour le rôle que ces acteurs ont joué en réduisant au silence et en mettant à l'écart les Palestiniennes et leurs alliées au fil des ans, et en fermant toutes les voies diplomatiques et non violentes pour leur libération – de Boycott, désinvestissements, sanctions (BDS) à l'appel au Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il intervienne.

Alors que les nouvelles et les images de la destruction et de la mort sont là pour le monde entier, le public israélien n'en voit et n'en pense pas grand-chose. Les médias israéliens dominants se concentrent exclusivement sur les massacres du 7 octobre, et pas du tout sur ceux qui se déroulent actuellement en notre nom. Au lieu de cela, nous continuons à entendre de sempiternels concours de rhétorique génocidaire, avec des commentateurs et des politiciens israéliens qui parlent d'«aplatir» Gaza, de bombarder Gaza, de nettoyer ethniquement Gaza, de combattre des «animaux humains», et ainsi de suite.

La ligne la plus officielle est qu'Israël essaie «seulement» d'abattre le Hamas. Mais nous savons par expérience qu'il n'y a pas de solution militaire à la menace que les Israélien-nes voient dans le Hamas, et que des décennies de tentatives israéliennes pour choisir un dirigeant palestinien «commode» ont toujours échoué. Le seul moyen d'empêcher les Palestiniennes de se soulever contre leurs oppresseurs est qu'Israël mette fin à cette oppression et au déni de leurs droits. C'est la justice, la sécurité et un avenir décent pour nous toutes et tous, ou pour aucun-e d'entre nous.

### Expulsions en Cisjordanie, persécutions en Israël

La guerre menée contre les Palestiniennes ne se limite pas à Gaza. En Cisjordanie occupée, les colons, les soldats et un nombre croissant de milices mixtes – à tel point qu'il est impossible de les distinguer – ont considérablement intensifié leur campagne de nettoyage ethnique dans la zone C, les 60 % du territoire occupé où se trouvent les colonies israéliennes et où

l'armée exerce un contrôle total. Au moins 15 communautés palestiniennes ont été entièrement déplacées au cours du mois dernier, et plusieurs autres sont encore plus menacées, sans personne pour les défendre. Les colons et les représentants du gouvernement s'efforcent d'étendre le territoire directement contrôlé par les colonies, ce qui reviendrait à expulser encore plus de Palestiniens vivant dans ces zones.

Selon les Nations unies, au moins 155 Palestiniens ont été tués par des soldats ou des colons en Cisjordanie depuis le 7 octobre. Les agriculteurs sont empêchés de cueillir leurs olives, alors qu'elles sont prêtes à être récoltées, et doivent parfois même regarder les colons voler leurs olives sous leurs yeux. L'armée israélienne a arrêté plus d'un millier de Palestiniens accusés d'avoir des liens avec le Hamas, et des milliers de travailleurs et travailleuses palestiniens de Gaza, qui avaient des permis de travail en Israël ou en Cisjordanie, ont été placés dans des camps d'internement dans des conditions très difficiles avant d'être expulsés vers Gaza à la fin de la semaine dernière.

À l'intérieur d'Israël et de Jérusalem-Est occupée, les Palestiniens sont persécutés à la fois par les autorités et par l'opinion publique juive. Des centaines de citoyens palestiniens et quelques juifs/ juives de gauche ont été arrêtés ou détenus pendant de longues périodes, suspendus ou licenciés, exclus des universités qu'elles et ils fréquentent en tant qu'étudiants ou professeurs, et menacés de voir leur citoyenneté révoquée. Nombre de ces mesures ont été prises simplement en raison de messages postés sur les réseaux sociaux, même ceux qui sont tout à fait bénins, y compris des appels trilingues à l'arrêt de la guerre, des versets du Coran ou des témoignages de sympathie et de chagrin face au massacre d'enfants à Gaza.

À Jérusalem, la police israélienne arrête des Palestiniens au hasard dans la rue pour vérifier si leur fil d'actualité sur les réseaux sociaux n'est pas «incitateur». La police a également annoncé qu'elle interdirait toute manifestation appelant à un cessez-le-feu – une règle qu'elle a jusqu'à présent appliquée presque exclusivement à l'encontre des citoyens palestiniens et qui a été confirmée par la Haute Cour en réponse à une pétition. «*Quiconque souhaite s'identifier à Gaza est le bienvenu. Je le ferai monter dans les bus qui s'y rendent actuellement*», a déclaré le chef de la police israélienne, Kobi Shabtai.



Le secrétaire d'État américain Antony Blinken et le président israélien Isaac Herzog à Tel Aviv, Israël, le 12 octobre 2023. © Amos Ben Gershom / Bureau de presse du gouvernement israélien, CC BY-SA 3.0

Dans plusieurs villes israéliennes, les entreprises employant des citoyens palestiniens ont complètement fermé leurs portes, ou ont demandé à ces travailleurs et travailleuses de ne pas se présenter au travail, ou ont placé des gardes spéciaux autour des sites de travail pour «protéger» la communauté juive environnante. De violentes foules d'extrême droite ont attaqué des étudiant·es arabes sur deux campus et des travailleurs et des travailleuses dans plusieurs entreprises, ainsi que le domicile du journaliste juif ultra-orthodoxe de gauche Israel Frey ; seuls quatre des centaines d'assaillants de ces différents incidents ont été arrêtés. Entre-temps, le ministre kahaniste (1) de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a distribué des milliers de fusils d'assaut à des équipes de sécurité civile nouvellement constituées dans des dizaines de villes et de colonies, dont certaines sont dirigées par des extrémistes de droite connus.

Tout cela a créé un sentiment de peur sans précédent parmi les citoyens palestiniens d'Israël, dont beaucoup parlent maintenant de cette période comme du «nouveau régime militaire», en référence au système draconien qui leur a été imposé de 1948 à 1966. Beaucoup ont désactivé ou cessé d'utiliser leurs profils sur les réseaux sociaux, et beaucoup évitent tout simplement d'aller au travail ou de se promener dans les zones à majorité juive. En outre, certains citoyens palestiniens ont été tués lors de l'attaque du Hamas du 7 octobre ou lors des tirs de roquettes depuis Gaza qui ont suivi, tandis que d'autres sont toujours retenus en captivité par le Hamas à Gaza.

Il existe des initiatives vraiment inspirantes de citoyens juifs/ juives et palestiniens qui travaillent ensemble, se protègent mutuellement, signent des pétitions communes ou se portent volontaires pour aider les victimes, mais il s'agit malheureusement de petits rayons de lumière dans une tempête par ailleurs bien sombre.

### Une gauche brisée

Comme si tout ce qui se passe autour de nous n'était pas assez grave, nous assistons également à un moment douloureux pour la gauche en Israël-Palestine, ce qui conduit de nombreuses personnes autour de nous à se sentir encore plus désespérées et sans espoir. Comme l'a récemment écrit Noam Shuster sur +972, nous voyons les deux communautés nationales qui nous entourent se replier sur elles-mêmes, avec des récits des événements du mois dernier qui s'éloignent rapidement et une confiance mutuelle en déclin. Cela laisse très seuls celles et ceux d'entre nous qui s'engagent en faveur d'espaces partagés, d'une résistance partagée et d'un avenir commun fondé sur l'égalité. Il s'agit, à bien des égards, d'un microcosme condensé des dissensions qui ont émergé au sein de la gauche au niveau mondial au cours du mois dernier.

De nombreux Israéliens juifs/ juives qui se considèrent comme faisant partie de la gauche locale et mondiale, et qui sont de fervents opposants à l'occupation

1. Le kahanisme est une idéologie extrémiste juive issue du sionisme religieux et développée par le rabbin Meir Kahane, fondateur de la Jewish Defense League et du parti politique Kach et Kahane Chai en Israël.

et des défenseur-es des droits des êtres humains et de l'égalité, ont été complètement choqué-es par la férocité de l'attaque du Hamas. Il n'a pas été facile d'admettre que tant de civil-es, dont beaucoup étaient des militant-es engagé-es contre le siège de Gaza et plus généralement contre l'apartheid israélien, aient été pris pour cible.

Le choc initial, compréhensible – que je partage également – a été intensifié par un sentiment de déception face à ce qu'ils ont ressenti comme un manque de solidarité de la part des dirigeant-es palestinien-nes, de leurs ami-es et de leurs collègues face à cette horreur. Des tendances plus larges et vraiment inquiétantes de déni ou de justification des massacres dans certains cercles palestiniens et dans la gauche mondiale ont conduit certains à commencer à exiger que leurs ami-es dénoncent le Hamas et déclarent leur engagement en faveur du droit des juifs à vivre sur cette terre, comme preuve de solidarité et d'alliance mutuelles.

Dans le même temps, certain-es de ces Israélien-nes ont justifié l'attaque contre Gaza. Beaucoup reconnaissent qu'il n'y a pas de solution militaire à long terme et soulignent qu'iels ne veulent aucun mal aux civil-es palestinien-nes, mais insistent sur le fait qu'«il n'y a pas d'autre choix que de renverser ce régime». Si certain-es continuent de rejeter les attaques des colons en Cisjordanie, elles et ils ne semblent pas préoccupés par la persécution des citoyen-es palestinien-nes, qui est justifiée par le même raisonnement à l'encontre d'anciens ami-es et alliés-es.

Du côté palestinien, beaucoup optent pour le silence total, en grande partie par crainte que toute déclaration ne soit utilisée contre eux. Toute manifestation de tristesse à l'égard des massacres du 7 octobre est manipulée par les Israélien-nes pour justifier les horreurs qu'ils font subir à Gaza, et tout signe d'attention à l'égard des Gazaouis est interprété par une grande partie de la majorité juive, y compris par les employeurs et la police, comme une trahison et une collusion avec l'ennemi.

Parmi les Palestiniens-nes qui osent faire des déclarations publiques, certain-es tentent de trouver un équilibre entre

la reconnaissance du droit d'un peuple occupé à résister par la force et le fait de se concentrer sur des cibles étatiques ou militaires, justifiant ainsi la «première phase» de l'attaque du 7 octobre tout en rejetant les massacres de civil-es qui s'en sont suivis. D'autres cherchent à nier que les massacres ont eu lieu – par exemple, en se raccrochant à des théories du complot selon lesquelles l'armée israélienne aurait tué des civil-es en tentant de les secourir ou d'empêcher leur enlèvement (ce qui s'est peut-être produit dans certains cas, mais en bien moins grand nombre qu'on ne le laisse entendre) – ou les justifient en disant que la décolonisation est «désordonnée» et «laide» parce qu'elle renverse l'oppression brutale qu'elle combat à l'origine.

Les citoyen-es palestinien-nes d'Israël, pour leur part, regardent également certains dirigeants, collègues et amis juifs/juives de gauche avec beaucoup de déception. Qu'il s'agisse de l'absence de soutien à la population de Gaza confrontée aux crimes de guerre commis par notre gouvernement ou de l'absence de défense des personnes persécutées par un régime de plus en plus autoritaire, les citoyen-es palestinien-nes se sentent

abandonnés et trahis par de nombreux et nombreuses alliés juifs qui, il y a encore un mois, manifestaient avec véhémence dans les rues au nom de la «démocratie».

Ces tendances se développent au sein de deux communautés en proie à un chagrin, une peur et une anxiété bien réelles, qui s'appuient toutes deux sur des

traumatismes collectifs passés – l'Holocauste et la Nakba – dont les souvenirs sont ravivés par la rhétorique génocidaire des dirigeants du Hamas et du gouvernement israélien et, dans le cas palestinien, par les expulsions effectives et les discussions sur les plans concrets visant à accroître encore les déplacements de population. Il va sans dire qu'en se réfugiant dans la chaleur et la protection de son groupe national ou ethnique, chaque partie réaffirme involontairement les craintes et les déceptions de l'autre, créant ainsi une dynamique destructrice d'escalade de la méfiance et du désespoir.

## Horizons à venir

Nous ne savons pas encore comment cette guerre va se terminer. Les dirigeants israéliens nous promettent une campagne «très longue» qui pourrait prendre «des mois» ou «des années». Toutefois, compte tenu de l'évolution de l'opinion publique mondiale face au carnage et à la catastrophe humanitaire à Gaza, de la demande interne israélienne de libération des plus de 200 prisonnier-es détenu-es par le Hamas, de la méfiance à l'égard du gouvernement et de la tolérance limitée à l'égard du coût humain et économique de la guerre, je pense qu'il est plus probable que nous assistions à un cessez-le-feu d'ici quelques semaines.

Il est également impossible d'évaluer l'ampleur de la nouvelle ère qui s'ouvrira après cette guerre. Il est impossible de dire qui gouvernera Gaza – le Hamas, l'Autorité palestinienne, une force internationale ou Israël lui-même. L'ampleur des travaux de réhabilitation nécessaires à Gaza est inimaginable. Il faudra également reconstruire les communautés détruites ou évacuées dans le sud et le nord.

Je mets de côté les discussions importantes sur les dirigeants et la lutte des Palestiniens-nes, la dynamique régionale plus large et le rôle des puissances étrangères pour une analyse future, que nous publierons dans les semaines et les mois à venir sur +972. Pour l'instant, je souhaite me concentrer sur la question de la politique israélo-juive.

Deux changements me semblent très clairs à ce stade : la fin de l'ère Netanyahu et la fin de la domination du discours sur la «gestion des conflits» dans la société israélienne, laissant place à une discussion publique renouvelée sur l'avenir des relations judéo-arabes.

Netanyahu est fini. Je sais que cela a déjà été dit à maintes reprises et que ce dirigeant a fait preuve d'une incroyable capacité de survie, mais avec ce qui s'est passé au cours du mois dernier, nous avons dépassé ce stade. Tous les sondages effectués depuis le 7 octobre montrent que la grande majorité des Israélien-nes, y compris une majorité considérable au sein de son parti, le Likoud, estiment qu'il est responsable de la défaite militaire d'Israël face au Hamas et qu'il doit partir. Certains de ses alliés dans les médias et au sein du gouvernement se retournent déjà contre lui, préparant le jour suivant.

C'est une raison supplémentaire pour laquelle Netanyahu est si dangereux en

ce moment, car il croit – à juste titre, dans l'état actuel des choses – que tant que la guerre se poursuit, personne ne se préoccupera de la politique de remplacement d'un Premier ministre. Il se peut qu'il découvre que même les Israélien-nes ont une limite et qu'avant ou après la fin de la guerre, d'une manière ou d'une autre, il soit évincé.

Mais ce qui est bien plus important que Netanyahu lui-même, c'est la doctrine Netanyahu, qui est devenue le quasi-consensus de la politique israélo-juive. Selon cette doctrine, Israël aurait battu les Palestinien-nes, elles et ils ne seraient plus un problème à affronter, nous pourrions «gérer» le conflit «à feu doux» et nous devrions concentrer notre attention sur d'autres questions.

Tout au long de son règne quasi-continu depuis 2009, cette perception a gagné les cœurs et les esprits des Israélien-nes, et la question de «quoi faire avec les Palestinien-nes» – qui était la principale ligne de faille de la politique israélienne – a été presque entièrement retirée de l'ordre du jour, contribuant à l'orgueil démesuré qui a conduit l'armée à baisser sa garde autour de Gaza. Le mois dernier, le Hamas a anéanti cette notion pour les années, voire les décennies à venir.

Lors des prochaines élections israéliennes, quelle que soit leur date, nous assisterons probablement à une réorganisation de la carte politique, avec la création potentielle de trois blocs distincts. Il est trop tôt pour dire quelle sera l'influence de chacun de ces camps, mais voici à quoi ils pourraient ressembler.

Le premier est bien sûr l'extrême droite, qui a déjà gagné du terrain depuis 2021 et qui tentera de capitaliser sur les événements récents. Mené par des personnalités comme Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, probablement rejoints par certains membres du Likoud, ce camp dira que, quelle que soit la façon dont cette guerre se terminera, elle n'était tout simplement pas suffisante. Israël, diront-ils, a besoin d'une solution définitive basée sur un nettoyage ethnique à grande échelle, car, à leurs yeux, toute la terre nous appartient et il n'y a pas de place pour que le peuple palestinien y reste en tant que collectif.

Une deuxième approche, probablement menée par Benny Gantz et Yair Lapid, sera sans doute axée sur des mesures unilatérales, telles qu'un «second désengagement» de la Cisjordanie, le démantèlement des colonies à l'est de la barrière de séparation, l'annexion du reste, et la fortification

des murs encerclant les Palestinien-nes en Cisjordanie et à Gaza avec plus de béton, plus de technologie et plus de soldats que jamais. Une partie de cette approche pourrait également inclure la stratégie dite «tondre la pelouse» – essentiellement des campagnes militaires périodiques – afin d'empêcher les Palestinien-nes de développer des capacités armées significatives.

Le troisième camp sera probablement une reconfiguration des anciens travailleurs, du Meretz et d'une partie de Yesh Atid, dans laquelle un rôle clé pourrait être joué par le nouveau héros du centre-gauche sioniste : l'ancien député du Meretz et général de l'armée Yair Golan, qui a passé la journée du 7 octobre comme unité commando volontaire composée d'un seul homme, entrant et sortant des zones de combat avec son arme et sa voiture personnelles, sauvant les survivant-es sous les tirs. Ce camp proposera probablement un retour au paradigme de la séparation de deux États, par le biais de négociations avec l'OLP. Il pourrait également tenter de promouvoir un discours de coexistence à l'intérieur d'Israël, en encourageant différentes formes de partenariat entre Arabes et Juifs dans la vie civile.

Les deux derniers camps seront enhardis par les sentiments anti-colons qui se sont développés dans l'opinion publique israélienne, en particulier depuis que les manifestant-es anti-gouvernementaux ont commencé, à juste titre, à identifier le lien entre la réforme judiciaire de l'extrême droite et ses sources idéologiques dans le mouvement sioniste religieux dans les territoires occupés. Le rejet des pogroms de colons, comme celui de Huwara en février dernier, n'a fait qu'augmenter, et de nombreuses et nombreux Israélien-nes considèrent que les attaques actuelles des colons en Cisjordanie provoquent un troisième front dans la guerre.

En outre, le fait que l'armée israélienne ait redéployé des forces de la barrière de Gaza pour surveiller les colons extrémistes dans des avant-postes éloignés de Cisjordanie au cours des derniers mois, ce qui a peut-être ouvert la voie au succès de l'opération militaire du Hamas le 7 octobre, a renforcé la haine et le ressentiment à l'égard de ces colons. Cela dit, la haine des Israélien-nes à l'égard des Palestinien-nes est montée en flèche et la faible possibilité que les Israélien-nes acceptent la solution d'un État unique ou d'une confédération s'est encore réduite.

## Vers l'inconnu

La période actuelle est sombre et éprouvante pour celles et ceux d'entre nous qui se sont engagés à s'opposer à l'apartheid et à promouvoir une solution fondée sur la justice et l'égalité pour toutes et tous. D'une part, les acquis durement gagnés au cours de décennies de lutte commune ont été effacés par les massacres du Hamas, et il sera difficile de les récupérer. Notre mouvement est en plein désarroi et le désespoir est omniprésent. Des milliers de vies ont été perdues, des milliers d'autres risquent encore de périr, et les traumatismes collectifs que nous portons s'intensifient de jour en jour.

D'un autre côté, une fois la guerre terminée, la société israélienne devra faire ses comptes, ce qui pourrait nous ouvrir de nouvelles opportunités. Une grande partie de ce pour quoi nous nous sommes battu-es deviendra de plus en plus pertinent, avec davantage de personnes localement et globalement désireuses de reconnaître que le système dans lequel nous vivons est injuste, insoutenable et n'offre à aucun-e d'entre nous une véritable sécurité. Nous devons redoubler d'efforts pour promouvoir un processus politique pacifique, avec pour objectif déclaré de mettre fin au siège et à l'occupation, de reconnaître le droit au retour des réfugié-es palestinien-nes et de trouver des solutions créatives pour concrétiser ce droit.

Mais la nouvelle réalité exigera quelques réalignements. Parallèlement à notre engagement en faveur de la pleine réalisation des droits de toutes et tous les Palestinien-nes, notre mouvement progressiste et anti-apartheid devra être explicite quant aux droits collectifs des juifs et juives sur cette terre et veiller à ce que leur sécurité soit garantie quelle que soit la solution trouvée. Nous devons nous attaquer au Hamas et à sa place dans cette nouvelle réalité, en veillant à ce qu'il ne puisse plus commettre de telles attaques contre les Israélien-nes, tout comme nous insistons sur la sécurité des Palestinien-nes et leur protection contre l'agression de l'armée israélienne et des colons. Sans cela, il sera impossible d'aller de l'avant.

D'ici là, il y a deux appels extrêmement urgents sur lesquels nous devons concentrer nos efforts : la libération des otages civil-es et l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat. **■**

*Le 7 novembre 2023*



# 1948 : la Nakba

Par  
Daniel Liebmann Diallo\*

L' article qui suit a initialement été publié dans La Gauche en 1998, pour les 50 ans de la Nakba, la catastrophe, l'épuration ethnique de la Palestine. Le peuple palestinien vit aujourd'hui ce que de nombreux commentateurs considèrent comme une deuxième Nakba : la destruction de la bande de Gaza avec vraisemblablement le projet de la vider de ses habitant-es ou tout au moins de pousser celles et ceux qui vivaient au centre et au nord de ce territoire vers le sud. La crainte existe d'une expulsion totale des Palestinien-nes de Gaza, le «transfert» des Gazaoui-es vers l'Égypte. Quoiqu'il en soit, un million de personnes sont déjà déplacées de force à la suite de la destruction systématique des agglomérations et des infrastructures palestiniennes de Gaza. À une moindre échelle, mais significativement, la violence redoublée des colons israéliens et de leur armée en Cisjordanie vient renforcer l'hypothèse d'un plan visant à un nouveau nettoyage ethnique de la Palestine. Un plan semblable, le Plan Daleth, avait déjà été conçu et en grande partie exécuté lors de la Nakba de 1947-49.

Il faut lire et entendre les témoignages palestiniens de ce nouvel exode pour cerner la réalité vécue de cette nouvelle Nakba. Nous reproduisons ici des extraits celui de Maram Humaid, journaliste palestinienne d'*Al Jazeera* à Gaza :

*Mes sentiments étaient différents des autres évacuations, comme si ce n'était pas un départ temporaire mais un exil permanent. [...] D'innombrables questions se bouscullaient dans ma tête : allons-nous pouvoir un jour rentrer chez nous ? Nos foyers allaient-ils être détruits ? [...] Des gens chargés de bagages s'étaient installés aux carrefours en quête d'un moyen de transport, certains marchaient ou voyageaient sur des camions. Les maisons et les rues que nous traversions portaient les stigmates des frappes dévastatrices d'Israël. [...] Le spectacle le long du chemin était à la fois impressionnant et bouleversant. Des familles, des enfants, des hommes marchaient avec leurs bagages le long de la route. Une procession apparemment ininterrompue de véhicules, surchargés de bagages et de passagers, avançait péniblement. Les toits des véhicules étaient recouverts de piles de couvertures et de matelas. [...] Mon grand-père faisait partie des personnes déplacées lors de la Nakba de 1948. Il est mort en 2002 sans avoir pu réaliser son rêve : retourner dans son village d'Isdoud – rebaptisé Ashdod par Israël. Et voilà qu'en 2023 ce sont ses petits enfants qui sont déplacés et expulsés. [...] Nous sommes devenus des réfugiés sur notre propre terre. [...] J'entends les grondements d'une nouvelle frappe aérienne et je ne peux m'empêcher de dire à ma mère : «L'Histoire se répète».*

Le 14 mai 1948, le mouvement sioniste, soutenu par les grandes puissances, proclamait la naissance de l'État à Israël. Officiellement désigné comme la «déclaration d'indépendance» d'Israël, cet événement allait au contraire donner une forme radicalement neuve à la dépendance des peuples de Palestine, et du Moyen-Orient en général, vis-à-vis des intérêts stratégiques de l'impérialisme et de l'Union soviétique.

Loin de «libérer» les survivants du génocide nazi, la création de l'État d'Israël allait faire payer le prix de la destruction des juifs d'Europe à un autre peuple, le peuple

palestinien, qui désigne cet anniversaire comme celui de la «Nakba», la catastrophe.

En 1897, le premier Congrès sioniste mondial consacrait la doctrine de son dirigeant Theodor Herzl : dispersé de par le monde et victime d'un antisémitisme grandissant, le peuple juif devait «retourner» (1) sur sa terre ancestrale, la Palestine, pour y créer un État juif qui allait le transformer en une «nation comme les autres».

Longtemps minoritaire dans les communautés juives, le mouvement sioniste allait convertir le gouvernement britannique à sa cause. Celui-ci avait reçu un «mandat» sur la Palestine lors du dépeçage de l'Empire ottoman, après la Première Guerre mondiale.

En 1917 déjà (déclaration de Balfour), la Grande-Bretagne promettait à Lord Rotschild, représentant de la bourgeoisie juive britannique, la création d'un foyer national juif en Palestine. Étant clairement entendu, précise non sans candeur Lord Balfour, que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non Juives. Car ni le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté ni les dirigeants sionistes n'ignorent que, loin

d'être un désert, la Palestine est peuplée arabes palestiniens (90 % de la population en 1917). Comme l'écrivait Arthur Koestler, une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième.

Dès lors, les mouvements sionistes entament la colonisation de la Palestine. Grâce à l'administration britannique, la communauté juive de Palestine, dite Yichouv, devient un État dans l'État.

Les chiffres ne sauraient mentir : de 1922 à la fin de 1946, le nombre de juifs grimpe de 84000 à 608000, c'est-à-dire d'un dixième à un tiers de la population totale ; la superficie possédée par les juifs s'étend, entre 1897 et 1947, de 20000 à 180000 hectares, soit 7 % des terres sur lesquelles les colonies juives, dont le nombre a crû de 27 à 300, produisent 28 % du produit agricole de la Palestine ; quant à la production industrielle du Yichouv, elle explose littéralement de l'indice 100 en 1920-1922 à l'indice 1029 en 1937-1938, pour doubler encore jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale ; le revenu moyen juif atteint alors le double du revenu moyen arabe.

La branche «socialiste» du mouvement sioniste, s'inspirant des thèses pseu-

\* Daniel Liebmann Diallo est membre de la Gauche Anticapitaliste, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il a été coordinateur de l'Union des progressistes juifs de Belgique (UPJB) et fait partie de la rédaction de *Points critiques*, la revue de l'UPJB.

1) Les principales réalisations de ce congrès furent la formulation de la plateforme sioniste connue sous le nom de programme de Bâle et la création de l'Organisation sioniste mondiale. Le programme disait «le sionisme recherche pour le peuple juif un foyer juif sûr et reconnu en Palestine». Cette phrase exprimait clairement le sionisme politique de Herzl. Herzl fut élu président de l'Organisation sioniste. Dans son journal intime, il écrivit «si je devais résumer le congrès de Bâle en un mot – que je me garderais de prononcer publiquement – je dirais ceci : à Bâle, j'ai fondé l'État juif.»



do-marxistes de Ber Borochov, réussit à faire appliquer la doctrine du «travail juif» qui consiste tout simplement à exclure les Palestiniens du travail industriel.

Résultat, sous la plume d'Émile Vanderelde qui visite la Palestine en 1929: «*Il n'y a que des ouvriers juifs, sauf à l'usine Nesher, où malgré les protestations de la Histadrout, l'on a embauché quelques arabes pour les gros travaux de l'extérieur*». La Histadrout n'est autre que le syndicat unique des travailleurs juifs du Yichouv, qui deviendra le syndicat d'État en Israël. Cette politique – interdiction de syndicalisation pour les travailleurs arabes et travail exclusivement réservé aux travailleurs juifs – constitue un frein puissant à la prolétarisation des paysans arabes de Palestine et donc, logiquement, à l'émergence d'un mouvement ouvrier significatif. La prise de conscience nationale, face à l'extension des colonies juives et à la menace de création d'un État ethnique dont elle sera exclue, jette la population palestinienne dans les bras d'un mouvement national dominé par les féodaux. La révolte arabe atteindra son apogée avec la grève générale de 1936-1939.

Selon Ilan Halevi, c'est l'ambition sioniste d'édifier en Palestine une «pyramide renversée» (2), de modifier radicalement la structure sociale, qui donne à l'entreprise colonisatrice sa cohésion et son autonomie. C'est elle qui rend inefficaces et condamne à l'échec les réactions palestiniennes et arabes de l'époque du Mandat. La société palestinienne, qui perçoit à des rythmes divers, selon les couches sociales, la réalité d'une menace sioniste, n'en comprend pas les ressorts internes: soit qu'elle dénonce, à la façon des notables et des grands propriétaires, «les juifs», conduisant alors à la confession-

nalisation et poussant les juifs palestiniens dans les bras des sionistes; soit qu'elle dénonce globalement l'impérialisme britannique, éludant l'analyse de la dynamique propre du mouvement sioniste à la façon des révolutionnaires de 36-39 ou des communistes palestiniens, juifs et arabes, de la même époque.

L'inadéquation des réponses trouve une tragique illustration avec la grève générale de la population arabe de Palestine en 1936. Alors qu'une grève similaire en Syrie, la même année, avait forcé le pouvoir mandataire français à reculer et à concéder au mouvement national la promesse d'un processus menant à l'indépendance, la grève en Palestine n'a eu qu'un seul effet pratique: la prise en main définitive de l'économie mandataire par la main-d'œuvre juive organisée, l'auto-exclusion des travailleurs arabes du marché de l'emploi, ou s'engouffrent les nouveaux immigrants.

L'accent mis sur le rôle des masses dans le mouvement sioniste permet de relativiser l'imagerie antisioniste qui fait des colons les simples instruments du capital financier international dans son système de domination des peuples arabes.

Parce qu'inspiré d'une vision de classe, dérivée en «socialisme national», la stratégie du mouvement ouvrier sioniste aura ainsi réussi là où tous les autres mouvements de colonisation auront échoué: par l'exclusion radicale du travail du peuple colonisé, il retirait à celui-ci une arme déterminante dans sa lutte de libération. Aujourd'hui encore, les grèves générales palestiniennes ne sont que des actions symboliques: elles n'affectent pas l'économie de l'occupant.

*Comme l'écrivait Arthur Koestler, une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième.*

Parce qu'inspiré d'une vision de classe, dérivée

L'émir Abdallah, roi de Transjordanie (future Jordanie) pèsera lourdement sur les notables palestiniens pour mettre fin à la révolte, tout en prenant avec la direction sioniste des dispositions secrètes sur le partage de la Palestine: non pas un État juif et un État arabe (palestinien) mais l'annexion au royaume hachémite de ce que l'État juif n'aura pas conquis.

Cet arrangement sera finalement mis en pratique, après la guerre de 1947-1949, et prévaudra sur le plan de partage des Nations unies. La direction palestinienne s'était trompée sur les intentions de son «allié arabe»: ce ne sera pas la dernière fois...

## L'expulsion

Les sionistes ne pouvaient se contenter de gagner la bataille sur le seul plan diplomatique. Pour établir un État juif en Palestine, il fallait aussi y constituer une majorité démographique.

Après la Seconde Guerre mondiale, pendant laquelle la direction sioniste a joué un rôle criminellement passif face au génocide, des centaines de milliers de survivants se retrouvent dans des camps pour «personnes déplacées» sans qu'aucune politique ne soit mise en place pour les accueillir. Un grand nombre d'entre eux rêvent des États-Unis, mais ceux-ci

2) On doit ce concept à Dov Ber Borochov, sioniste de gauche né en Russie en 1881. Lors de la proposition du projet Ouganda, Borochov défend le camp des inconditionnels de la Terre d'Israël. Puis en 1917, il est arrêté pour ses activités par les autorités russes. Il meurt peu de temps après sa libération à l'âge de 36 ans. Borochov avait prétendu que la «question juive» trouvait son origine dans le fait que les juifs, surtout les travailleurs juifs, ne jouaient pas un rôle important dans les secteurs vitaux de l'économie (industrie lourde, métallurgie, charbonnage, etc.), mais qu'ils occupaient uniquement une place importante dans les sphères périphériques de la vie économique. Tandis que la composition sociale des autres peuples avait l'aspect d'une pyramide ayant comme base des centaines de milliers de mineurs, de métallos, de cheminots, etc. passant par de larges couches de petits artisans pour aboutir au sommet de grands commerçants industriels et banquiers, la composition sociale du peuple juif lui apparaissait comme une pyramide renversée ou de larges couches artisanales ne furent supportées que par d'étroites couches ouvrières et encore uniquement d'ouvriers des secteurs non vitaux de l'industrie mais devaient supporter elles-mêmes le poids énorme d'une masse imposante de commerçants.

Borochov s'était arrêté dans l'analyse à ce point, l'avait accepté comme donnée historique, sans essayer de l'expliquer et en faisait le point de départ de la question pour sa solution: il fallait d'abord renverser la pyramide renversée, c'est-à-dire créer une société juive normale, pareille à celle des autres peuples, avant que le prolétariat juif ne puisse sérieusement entamer la lutte révolutionnaire: cette société ne pouvait se créer qu'en Palestine.

*«En été 1948, en l'espace de quelques heures, mes parents, comme des centaines de milliers de Palestiniens, ont tout perdu. Mon père me racontait qu'il était au collège quand ils ont appris que les Israéliens massacraient les gens dans les villages voisins. Sa famille et tous leurs voisins ont fui vers Gaza. Comme beaucoup de jeunes, j'ai longtemps reproché à mon père de ne pas être resté à se battre, et puis j'ai lu les récits des «nouveaux historiens israéliens», et j'ai compris que les Palestiniens, avec leurs mauvais fusils, n'avaient aucune chance. Rester aurait été suicidaire, et il fallait survivre pour préserver l'avenir.*

*Au début, nous habitons dans des tentes laissées par l'armée anglaise. En 1949, l'UNRA nous en a fourni des meilleures. Plus tard, nous avons construit de petites maisons. Mon père, qui n'avait jamais travaillé de ses mains, est devenu ouvrier dans le bâtiment. Il s'est épuisé pour que nous fassions des études. Jusqu'à aujourd'hui il nous parle de sa vie d'autrefois...»*

Témoignage de Gaza, extrait du livre *Le parfum de notre terre*, Kenizé Mourad (Robert Laffont, 2003)

## Palestine & Israël

instaurent une politique de visas très stricte et les refoulent.

La Palestine est bien souvent pour eux la seule issue et les sionistes organisent leur «Aliya», terme hébreu signifiant «montée en Israël». Selon l'historien israélien Éli Barnavi ; «pour la première fois dans l'histoire du mouvement, l'adhésion des masses juives à travers le monde est pleine et entière, de même que la sympathie de l'opinion mondiale. [...] Pour choquant que cela puisse paraître, Hitler a certainement été le levier le plus puissant dans l'édification de l'État juif, mais la présence arabe constituait un obstacle de taille.»

En 1947, la Palestine est peuplée de 1,3 million d'arabes et 0,65 million de juifs. Pendant la guerre de 48-49, environ 800 000 Palestiniens sont expulsés. Expulsés ? Selon l'histoire israélienne officielle, il n'en est rien. Ils auraient fui, du fait de la conjonction de deux phénomènes : d'une par les massacres «exceptionnels» perpétrés par l'extrême droite sioniste (dirigée par Menahem Begin et Yitzhak Shamir) comme à Deir Yassine, quoique dénoncés par les establishment travailleur, auraient créé un vent de panique «spontané» dans d'autres villages, dont les habitants auraient fui sans y être directement contraints ; d'autre part, les pays arabes auraient lancé des appels via la radio pour que les gens quittent provisoirement leurs villages, pour y revenir une fois la victoire militaire assurée.

Les «nouveaux historiens» (3) israéliens ont fait un sort à cette mythologie de l'histoire officielle d'Israël : il n'y a jamais eu d'appel des pays arabes aux Palestiniens à quitter le territoire, bien au contraire... Les Palestiniens qui avaient fui ont été appelés à retourner chez eux, mais Israël s'y est toujours opposé. La lecture de l'histoire officielle israélienne heurte de front la mémoire palestinienne. Quand près d'un million de personnes ont vécu un événement, en l'occurrence l'expulsion de leur terre natale, il

3) Depuis les années 1980, des historiens israéliens ont travaillé sur les archives israéliennes qui venaient d'être rendues accessibles et ont revisité l'histoire officielle. Les plus connus d'entre eux sont Benny Morris, Tom Segev FF, Ilan Pappé et Avi Shlaim.



Déportation des femmes et des enfants de Tantura, de Fureidis à Tulkarm, trois semaines après la prise de contrôle israélienne. (Archives de l'État d'Israël, collection Benno Rothenberg)

est difficile de le leur faire oublier. Mais jamais les réfugiés ni les historiens palestiniens n'ont été entendus en Israël, et leur parole est entachée de suspicion dans l'opinion internationale. Au mieux considère-t-on qu'il y a «deux versions» de l'histoire, qu'il y a «débat». Pourtant, sur le plan des faits, les questions sont tranchées depuis longtemps.

Des expulsions massives ont été organisées par l'armée israélienne régulière. Aucune organisation palestinienne ni aucun État arabe n'a jamais appelé les arabes de Palestine à quitter leurs terres. Quant à l'idée du «transfert», elle est

consubstantielle du sionisme politique dès l'origine, de même que le projet de cacher la réalité de cette mesure indispensable à l'établissement d'un État juif : «Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené discrètement et avec circonspection» note déjà Theodor Herzl dans son journal,

en date du 12 juin 1895.

En 1948, aucun doute n'est possible sur les intentions de l'armée israélienne, même dans le chef de la «gauche» sioniste la plus encline à croire au caractère humaniste du projet sioniste. Dans un mémorandum adressé au comité central du Mapam (gauche travailliste) à Aharon Cohen, qui en est un des représentants, écrit le 10 mai 1948 : «il y a tout lieu de croire que ce qui est actuellement fait est accompli pour servir certains objectifs politiques, et non pas à

partir de nécessités militaires, comme on l'entend quelquefois proclamer».

En fait, c'est le «transfert» des arabes hors des frontières de l'État juif qui est mis en œuvre, et l'évacuation et la destruction des villages arabes, plus de 400, sont destinés à répondre aux besoins engendrés par la nouvelle immigration juive. L'enjeu du «débat» ne porte pas sur les faits qui sont difficilement discutables, il porte plutôt sur la reconnaissance par Israël de l'injustice fondamentale sur laquelle il fonde son existence.

En ce sens, le débat historique atteint une autre dimension en Israël : reconnaître l'expulsion, ce serait reconnaître la légitimité du mouvement national palestinien non pas comme un ennemi atavique («ils ont toujours refusé notre droit à l'existence» pleurnichent les sionistes dans leur attitude de «blaming the victim's») mais comme le processus qui fait des opprimés les sujets de leur propre histoire, d'une histoire dont la suite pourrait désormais s'écrire à deux, dans la paix et la justice.

Cette perspective était devenue palpable après la première intifada (1987-1993), pendant laquelle le peuple palestinien avait consciemment choisi de combiner le soulèvement et la main tendue, acceptant de facto le compromis historique.

C'est cette première Intifada qui est directement à l'origine des accords d'Oslo (septembre 1993) qui se sont très rapidement avérés un marché de dupes pour le peuple palestinien. C'est en effet à dater de la signature de ces accords que la colonisation des territoires occupés s'est accélérée (200 000 colons en 1993, 450 000 aujourd'hui) : décidément l'histoire niée se prolonge. ■

# À Gaza pourrait bien se jouer l'avenir du monde

Par  
Al Mounadil-a, Socialistes  
Révolutionnaires, Mahmoud  
Rechidi (Parti Socialiste  
des Travailleurs), Groupe  
communiste révolutionnaire\*

La guerre brutale menée par l'État sioniste contre la bande de Gaza est entrée dans sa quatrième semaine. Elle a fait à ce jour plus de neuf mille cinq cents martyr-es et des dizaines de milliers de blessé-es et de disparu-es, sans parler des destructions, sans précédent, de bâtiments, y compris des hôpitaux, des écoles et des lieux de culte. Les prises de vue aériennes, en particulier de la ville de Gaza, révèlent la disparition presque totale de quartiers et de zones qui comprennent des milliers de bâtiments et de tours, rappelant les catastrophes terribles qu'ont connu les grandes villes européennes et asiatiques au cours de la Seconde Guerre mondiale. Cela va de pair avec le renforcement du blocus imposé par l'État sioniste à la population de Gaza depuis 2007, qui empêche l'approvisionnement en denrées alimentaires, en eau, en carburant et en médicaments, avec pour conséquences des risques de mourir de faim et de soif, l'impossibilité de bien soigner les blessé-es, les condamnant à une mort quasi inéluctable, d'autant plus que les quelques hôpitaux qui ne sont pas visés par les bombardements ont commencé à fermer, en raison de l'absence

de carburant, de médicaments et d'équipements médicaux.

Cette guerre a été précédée par une attaque éclair lancée par des combattants du Hamas sur la bande de Gaza le 7 octobre, au cours de laquelle plus de 1400 personnes ont été tuées et des milliers d'autres blessées, en plus d'environ 250 otages, dont un nombre important d'officiers et de soldats qui ont été répartis par le Hamas en divers endroits de la bande de Gaza, dans l'espoir de dissuader l'armée ennemie de frapper les cibles qu'elle aurait définies. Les autorités sionistes, dirigées par l'actuel Premier ministre Netanyahu, ont affirmé que cette attaque avait particulièrement visé des civils, et avait été accompagnée de meurtres d'enfants et de femmes, perpétrés par des combattants du Hamas. Cela a été démenti par ce dernier mais les gouvernements occidentaux ont repris ces propos, s'empressant, sans émettre le moindre doute sur leur véracité, de soutenir et de justifier les crimes de l'État sioniste contre le peuple de Gaza, dont l'écrasante majorité sont des civil-es non armé-es – qui sont cruellement persécutés par l'État colonial sioniste, de la même façon qu'il avait brutalisé leurs aïeux, – sous le prétexte extrêmement odieux et méprisables qu'Israël a le droit de se défendre!

Ces gouvernements s'accordent avec l'occupant sioniste de qualifier de «terroristes» toutes celles et ceux qui résistent à cette

occupation, et non seulement les organisations qui ont participé à l'opération «Déluge d'Al Aqsa» dirigée par le Hamas! C'est un qualificatif mensonger, dont les gouvernements sionistes successifs ou leurs alliés dans les pays impérialistes ont affublé toutes les organisations de résistance palestiniennes depuis leur émergence. Et cela, quelles que soient leurs idéologies et quelle que soit notre point de vue politique sur celles-ci. Tout membre du peuple palestinien qui a mené des opérations de résistance contre l'ennemi sioniste a été traité ainsi, alors que le droit international et la Charte des Nations unies légitiment la résistance.

Malheureusement, si durant l'été 1982 l'invasion du Liban par le Likoud – parti de la droite sioniste dirigé alors par Menahem Begin et Ariel Sharon – n'a pas fait l'objet d'un consensus populaire et a vu de grandes manifestations rassemblant des centaines de milliers d'Israélien-nes contre lui, la guerre actuelle contre Gaza, menée par le leader sioniste extrémiste, menacé de poursuites pour corruption et autres crimes, Benjamin Netanyahu, bénéficie d'un consensus politique sans précédent, allant de la gauche sioniste à la droite et l'extrême droite raciste quasi nazie. Cette dernière a trouvé une position dominante au sein du gouvernement belliqueux de Netanyahu. Pire encore, cette guerre fait l'objet d'un quasi-consensus populaire, à l'exception des familles des otages du Hamas et de celles et ceux qui les soutiennent car les bombardements brutaux pourraient emporter également leurs proches.

Mais, face à ce consensus honteux, des voix courageuses se sont à l'inverse élevées et ont brisé, avec honneur et courage,



\* Le courant Al Mounadil-a est une organisation révolutionnaire au Maroc, organisée autour du journal du même nom, les Socialistes révolutionnaires est une organisation égyptienne liée à la tendance Socialisme international (dont le SWP britannique est la principale organisation), Mahmoud Rechidi est le secrétaire général du Parti socialiste des travailleurs (PST), en Algérie, organisation proche de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont les activités ont été interdites et qui ne peut pas par conséquent signer de texte en tant que tel. Le Groupe communiste révolutionnaire est le groupe sympathisant de la IV<sup>e</sup> Internationale au Liban. Traduit par *Inprecor*, intertitres de la rédaction.

## Palestine & Israël

ce chœur de haine et de brutalité, et ont défendu, d'une manière ou d'une autre, Gaza et son droit à la résistance et à la liberté, comme le journaliste et écrivain israélien, Gideon Levy, qui a écrit : «*Nous tirons sur des innocents, leur arrachons les yeux et leur brisons le visage, les déportons, confisquons leurs terres, les pillons, les enlevons de leur lit, procédons au nettoyage ethnique et poursuivons également le siège déraisonnable. Nous construisons une immense barrière autour de la bande de Gaza, sa structure souterraine a coûté trois milliards de shekels et nous sommes en sécurité.*» Il a également affirmé que «*quelques centaines de combattants palestiniens ont prouvé qu'il est impossible d'emprisonner pour toujours deux millions de personnes sans payer un lourd tribut.*» Il a ajouté que «*les Palestiniens de Gaza ont décidé qu'ils étaient prêts à payer n'importe quoi pour avoir un aperçu de liberté.*»

Il a conclu : «*Benjamin Netanyahu porte une très grande responsabilité dans ce qui s'est passé, et il doit en payer le prix, mais l'affaire n'a pas commencé avec lui et ne se terminera pas après son départ. Nous devons maintenant pleurer amèrement pour les victimes israéliennes. Mais nous devrions aussi pleurer pour Gaza. Gaza, dont population est majoritairement composée de réfugiés créés par Israël ; Gaza, qui n'a pas connu un seul jour de liberté.*» (1)

### Le soutien des États-Unis

Gaza, qui n'a jamais connu un seul jour de liberté, est actuellement soumise à l'un des massacres les plus odieux de l'histoire de l'humanité. Gaza est visé non seulement par l'État sioniste, mais aussi par l'ensemble de l'Occident impérialiste, dirigé par les États-Unis d'Amérique, qui ont apporté dans notre région une partie de leur arsenal de guerre : porte-avions, cuirassés, outils de destruction et d'extermination les plus modernes.

Le président étatsunien en personne s'est rendu auprès des dirigeants sionistes qui ont déclaré leur entrée en état de guerre pour déclarer sa pleine solidarité avec eux

1. Cet article publié par le quotidien israélien *Haaretz* a été traduit en français sur le blog de A.H.G. Randon dans *Mediapart* le 11 octobre 2023. Nous avons repris ici sa traduction.

2) La ligne d'armistice de 1949 ou frontière de 1967, aussi appelée ligne verte, est la ligne de démarcation entre les forces israéliennes et les forces arabes résultant des quatre accords d'armistice conclus en 1949 entre Israël et les États voisins – Syrie, Liban, Transjordanie et Égypte – à la fin de la guerre de 1948.

et son soutien absolu à leur lutte, et pour répéter comme un perroquet leurs affirmations – y compris leurs allégations basses et mensongères, selon lesquelles la roquette qui a tué des centaines d'enfants et de femmes, sans parler des hommes, et blessé des milliers d'autres, dans et autour de l'hôpital baptiste Al-Ahli Arabi, a été lancée par le mouvement du Jihad islamique, et non par l'aviation militaire sioniste.

Il s'est réuni avec leur gouvernement restreint (chargé de planifier et de suivre attentivement le cours de cette guerre). Il a aussi demandé au Congrès de donner son accord à l'octroi d'une aide 14 milliards de dollars pour couvrir leurs dépenses militaires génocidaires, montrant que les États-Unis n'ont aucun scrupule.

Dans le cadre du même processus et du même objectif, le gouvernement américain exerce son droit de veto au Conseil de sécurité pour empêcher une résolution de cessez-le-feu. Alors comment pourrait-il condamner Israël ! Tout cela, sachant que la guerre brutale actuelle contre Gaza vise, en plus d'infliger les plus lourdes pertes humaines à

la population de Gaza et à ses résistant-es, et à répéter le processus de déplacement des populations et leur transfert, comme pendant la guerre de 1948. Cette fois-ci contre les Palestiniennes de Gaza, en préparation de sa mise en œuvre ultérieure en Cisjordanie. Puis ce sera le tour des arabes au-delà de la Ligne verte (2), c'est-à-dire des Palestiniennes qui résident jusqu'à présent dans les territoires occupés. Tout cela pour réaliser le rêve historique de l'État juif, qui a été exprimé pour la première fois dans le célèbre livre de Theodor Herzl, *l'État des juifs* !

Au même moment, de grandes masses populaires se mobilisent en Occident, avec un honneur qui fait défaut à leurs gouvernements, comme le montrent les manifestations de masse dans les grandes villes américaines, britanniques, allemandes, françaises, etc., en solidarité avec le peuple palestinien et en condamnant les atrocités commises par l'armée sioniste à Gaza. Malheureusement dans la plupart des capitales et grandes villes arabes, il n'y a pas encore d'équivalent. Un équivalent qui redonnerait vie aux mouvements popu-

laires et aux processus révolutionnaires qui, pendant de nombreux mois, à partir de 2011 et jusqu'à un passé pas si lointain, bien que par intermittence, ont fait entendre la voix de millions de personnes scandant « le peuple veut le renversement du régime », avec une bravoure sans pareille. Cette fois-ci en soutien au peuple palestinien et aux combattant-es qui défendent Gaza.

### Les pays arabes ont une responsabilité

Le maximum que les gouvernements arabes aient fait dans ce sens a été de faire pression pour obtenir une maigre recommandation de l'Assemblée générale de l'ONU appelant à «*ne trêve humanitaire immédiate, durable et soutenable menant à une cessation des hostilités, tout en répondant aux besoins fondamentaux des civils de Gaza [...] en quantité suffisante.*» Ils auraient dû demander à l'Assemblée générale d'émettre une résolution contraignante – avec la procédure «union pour la paix» (3) – condamnant l'agresseur sioniste, exigeant

un cessez-le-feu immédiat et la fin définitive du siège de Gaza par Israël ainsi que le versement par ce dernier d'une indemnisation importante à la population de Gaza pour les pertes humaines et matérielles qu'il lui a causées, sous peine de sanctions sévères en cas de non-respect de la résolution. Cela s'est produit à plusieurs reprises, lorsque le Conseil de sécurité n'a

pas pu adopter de résolution à cause du droit de veto que possèdent les «cinq grands» lors de la guerre de Corée, en 1950, ou encore lors de l'agression tripartite contre l'Égypte en 1956, et en bien d'autres occasions.

Si le Royaume d'Arabie saoudite s'est trouvé contraint d'arrêter les négociations de normalisation traîtres avec l'entité sioniste – et s'est contenté de faire cela –, les autres pays ayant enclenché la normalisation n'ont rien entrepris. Tous les gouvernements des régimes arabes se sont abstenus de prendre une position ferme contre l'un ou l'autre gouvernement occidental soutenant l'agression, en particulier contre le gouvernement étatsunien qui y participe de très près. En effet, beaucoup

*Nous voulons faire revivre  
l'image le processus  
révolutionnaire qui à partir  
de 2011 et jusqu'à il n'y a  
pas si longtemps, a scandé  
le slogan «le peuple veut le  
renversement du régime»,  
et cette fois-ci en soutien  
au peuple palestinien  
et aux combattant-es  
qui défendent Gaza.*



de ces gouvernements sont complices de l'agression, d'une manière ou d'une autre, notamment le gouvernement égyptien dirigé par Abdel Fattah al-Sissi.

## Nos revendications

Face à cette réalité, et pour affronter le massacre en cours et ses objectifs finaux, extrêmement dangereux, les organisations révolutionnaires soussignées appellent les gouvernements arabes, d'une part, et les masses populaires des pays de la région, d'autre part, ainsi que tous les pays du monde, à :

Premièrement :

a) Solliciter la résolution susmentionnée, conformément à la procédure « union pour la paix », en prenant appui sur une campagne de mobilisation mondiale contre les crimes de guerre de l'État sioniste. Car le peuple palestinien endure un nettoyage ethnique et une extermination depuis plus de cent ans alors que les conspirations des grandes puissances coloniales (au premier rang desquelles la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique) visent à le priver de ses droits nationaux les plus élémentaires. Ces conspirations ont facilité l'implantation d'un État artificiel sur le territoire de ce peuple, qui continue à être déplacé, tué et déraciné de sa terre historique, et ont permis à cet État de pratiquer les formes les plus odieuses d'oppression.

b) Rompre toute relation avec l'État usurpateur et avec les États-Unis d'Amérique, et menacer de la même mesure les autres pays occidentaux qui soutiennent l'État sioniste s'ils continuent à fournir un tel soutien.

c) Priver du pétrole et du gaz les pays qui coopèrent avec l'État susmentionné et le soutiennent, dans un mouvement global similaire à ce qui s'est passé lors de la guerre d'octobre 1973. La prin-

cipale différence, cette fois-ci, est que cette mesure, et d'autres mesures contre l'agresseur principal et les pays qui le soutiennent, devraient aller de pair avec la plus grande mobilisation contre l'agression, comme contre n'importe lequel des gouvernements arabes qui ne mettrait pas en œuvre les mesures précitées.

Deuxièmement :

a) Nous appelons l'État iranien, qui prétend apporter un soutien absolu au peuple palestinien, à mettre en œuvre les mêmes mesures et, jusqu'à nouvel ordre, à fermer le détroit d'Ormuz aux pétroliers transportant ces matières vitales pour les entreprises occidentales. Prendre une telle mesure est le minimum requis pour l'absoudre de l'accusation de faire du commerce avec la douleur de nos peuples. C'est une accusation justifiée et exacte, basée sur une longue histoire d'exploitation hypocrite de la cause palestinienne.

b) Nous appelons tous les peuples épris de justice et de paix qu'ils obligent leurs gouvernements à apporter le plus grand soutien au peuple palestinien, face à ses ennemis historiques, qui sont aussi des ennemis objectifs de toute l'humanité. Cela inclut la rupture des relations, sous toutes les formes, avec l'État sioniste et, si nécessaire, avec les États-Unis et d'autres pays coloniaux occidentaux.

- Arrêt immédiat de la guerre contre Gaza !
- Ouverture des frontières pour répondre aux besoins en nourriture, en médicaments et en carburant, ainsi que pour transporter les blessés et les malades.

*Nous voulons la création d'un État démocratique et laïque, en lieu et place de l'actuel État raciste d'apartheid appelé État d'Israël, un État qui sera dirigé, sur une base d'égalité absolue, par tous ses habitants, arabes et juifs, sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique*

- Levée complète du blocus incessant de Gaza !

- Retrait des forces militaires impérialistes qui participent à l'agression et sont prêtes à intervenir pour intimider la région et instaurer une atmosphère de défaite anticipée parmi les défenseurs du peuple palestinien ainsi que parmi tous les peuples de la région hostiles à Israël et à ses protecteurs impérialistes !

Finalement, les organisations signataires de cette déclaration estiment que pour empêcher le danger du déclenchement de guerres destructrices, menaçant dans un avenir qui pourrait ne pas être si éloigné d'évoluer vers une guerre mondiale durable, il faut un accord sur le

droit au retour sur leur terre d'origine de tous les Palestiniens désireux de mettre en œuvre cette revendication historique prévue dans des dizaines de résolutions internationales, depuis la guerre de 1948. Nous revendiquons également le remplacement

de l'actuel État raciste d'apartheid, appelé État d'Israël, par la création sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique d'un État démocratique et laïque, dirigé sur une base d'égalité absolue par tous ses habitants, arabes et juifs.

Ce qui se passe actuellement dans notre région, et en particulier en Palestine, peut, selon la manière dont ce conflit sera résolu, constituer un tournant historique : soit dans le sens d'un changement du monde, dans le cadre d'un processus qui garantisse la justice et la liberté pour tous les habitant-es de la planète ; soit, au contraire, dans le sens de la création des conditions propices au déclenchement de guerres féroces qui pourraient détruire complètement les conditions de la vie humaine dans cette région. ■

5 novembre 2023



Une manifestation pro-palestienne à Sidon, dans le sud du Liban, le 17 novembre 2023. — © Mahmoud Zayyat / AFP

3) Procédure d'urgence ainsi expliquée par l'ONU : « Une fois convoquée, en vertu d'une résolution historique de 1950 largement connue sous le nom d'« union pour la paix », l'ensemble des membres de l'ONU examine immédiatement la question, en vue de formuler des recommandations appropriées sur les mesures collectives à prendre. Dans le cas d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression, cela inclut le recours à la force armée, si nécessaire, pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales »

# Où va la France de Macron ?

Par  
Henri Wilno\*

David Mulhmann est un auteur prolifique qui a écrit sur la psychanalyse, Rosa Luxemburg, Lénine, et bien d'autres choses encore (nous avouons ne pas avoir lu ces autres textes). Dans cet ouvrage, il s'attaque à une question importante à plusieurs titres : «*Où va la France ?*» (1). Les diverses analyses publiées sont en général focalisées sur un thème – les inégalités croissantes qui rongent le «lien social», le recul de l'économie française par rapport aux autres puissances capitalistes – ou bien abordent la question sous l'angle d'une éventuelle fascisation. Le sous-titre de livre de Mulhmann montre que son objet est plus global : «*Dynamique du capital et luttes sociales*» et tant lui que son préfacier, l'historien marxiste Jean-Numa Ducange, se réfèrent au livre de Marx *Les luttes de classe en France* (publié en 1850) dans lequel celui-ci retrace les différentes phases politiques de la révolution de 1848 mais aussi en analyse le substrat social et, notamment, les conflits entre les fractions de la bourgeoisie en fonction de leur place dans, justement, la dynamique du capital.

Le livre de Mulhmann est-il à la hauteur de son objectif ? Nous y reviendrons mais la tentative a le mérite d'exister. Les trois parties de l'ouvrage traitent successivement de l'économie, des luttes sociales et de l'évolution politique.

\* *Où va la France de Macron ?* de David Mulhmann, PUF, 18 euros, 2023. **David Mulhmann** est docteur en sociologie, psychanalyste. Expert au sein d'un cabinet international en stratégie, il conseille depuis vingt ans les dirigeants d'entreprise sur leurs transformations organisationnelles. Il enseigne la psychologie du travail et de l'organisation à Sciences Po Paris. Il est l'auteur de notamment de *Retour à l'origine. Le Désir de régression intra-utérine* (Desclée de Brouwer, 2017) et *Réconcilier marxisme et démocratie* (Éditions du Seuil, 2010). **Henri Wilno** est économiste, membre de la IV<sup>e</sup> Internationale en France.

1. C'est par ailleurs le titre d'un article de Léon Trotsky de novembre 1934.

2. Claude Serfati, *L'État radicalisé, la France à l'ère de la mondialisation armée*, La Fabrique éditions, 2022.

3. «Les enjeux structurels pour la France : Adapter la politique industrielle aux nouveaux enjeux» ccomptes.fr

4. Cédric Durand, «le retour de l'État néo-industriel», *Contretemps*, 27 juin 2023.

## Où en est le capitalisme français ?

Sur le premier point, Mulhmann dresse un tableau de l'évolution et des points de force de l'économie française. Son point de vue, grossièrement résumé, est le suivant : l'économie française se porte bien. Avec le concours de l'État, elle a changé de modèle en abandonnant l'objectif de construction de champions industriels nationaux dans toute une série de secteurs supposés porteurs et décisifs pour l'avenir pour devenir «*une grande puissance financiero-rentière*» (p. 52). Le capitalisme français a réussi à marche forcée une transformation profonde pour se concentrer sur la banque, les assurances, la grande distribution et quelques industries comme l'aéronautique et le luxe. Les contreparties en ont été terribles : dépérissement des autres activités industrielles, paupérisation de certains territoires, chômage et appauvrissement de larges segments du salariat. Mais, soutient l'auteur, du point de vue capitaliste, cette réorientation est une réussite.

Certes BNP Paribas et le Crédit agricole se classent parmi les dix premières banques mondiales, la famille Mulliez a des magasins sur une bonne partie de la planète, les exportations d'armement se portent bien... mais cette analyse tire un trait sur l'importance de l'industrie manufacturière dans les rapports de force entre les États, y compris dans l'Union européenne.

Comme le souligne l'économiste Claude Serfati, la France connaît une «*catastrophe industrielle*» (2) : la politique de délocalisation des grands groupes leur permet de soutenir leur rentabilité (et les dividendes distribués aux actionnaires) mais elle conduit au rabougrissement de l'industrie (y compris des capacités de recherche) et à la détérioration de la balance commerciale (et bien sûr au désastre social). La crise sanitaire a été un révélateur : depuis la pénurie de masques jusqu'à l'incapacité de l'industrie pharmaceutique à élaborer un vaccin (malgré les sommes déversées au titre du Crédit impôt recherche). La part de l'industrie dans le PIB (12,4 %, dont 10 % pour l'industrie manufacturière), de même que la part de la France dans les exportations industrielles de la zone euro, ont fortement reculé. Comme l'écrit la Cour des comptes : «*La désindustrialisation, engagée dans les années 1970, est plus marquée en France que dans la plupart*

*des pays avancés*» (3). Dans la période récente, une stabilisation s'esquisse mais il est trop tôt pour préjuger de la suite.

Pour Mulhmann, il semble que cela n'ait guère d'importance, du moins sur le plan économique. Mais, sans tomber dans le passéisme, il ne fait pas de doute que l'industrie continue d'avoir un rôle majeur dans les rapports de force entre pays capitalistes. Surtout à un moment où le monde tend à se fracturer du fait de la rivalité entre les États-Unis et la Chine, de la guerre en Ukraine et des autres développements possibles.

Certes, la mondialisation n'est pas morte mais l'étirement des chaînes de production commence à être remis en cause. Dans divers pays, à commencer par les États-Unis, la politique industrielle est de retour. Emmanuel Macron a déclaré en 2021 : «*Nous avons pensé pouvoir faire un pays sans usines*» (sans bien sûr préciser qui désigne ce «*nous*» ; en tout cas pas les travailleurs qui en ont payé le prix) et proclamé la nécessité de mettre un frein à la désindustrialisation. Mais l'ampleur de ce virage est discutable, de même que ses modalités et finalités (au regard notamment de ce qui serait nécessaire face à la crise écologique) (4).

Pour résumer les choses, plutôt que de donner une vision aussi optimiste que Mulhmann, il serait plus juste de résumer les choses en disant que, certes, de grands groupes capitalistes français se portent très bien, mais que le capitalisme français régresse en importance. Ce n'est pas négligeable pour, par exemple, apprécier les rapports de force entre France et Allemagne dans l'Union européenne : pendant longtemps, un déséquilibre économique encore limité avec l'Allemagne n'a pas empêché la France de conserver une forme de leadership politique en Europe (s'appuyant par ailleurs sur son siège au conseil de sécurité de l'ONU, son armée et son poids en Afrique). Aujourd'hui, l'impérialisme français a encore reculé sur le front économique et ne peut plus le compenser par son poids militaire tandis que la Françafrique s'est effondrée.

Enfin, cette première partie économique pêche par diverses approximations : certaines données ont quelque peu vieilli et, surtout, ce qui est dit de façon lapidaire sur les coûts salariaux français «*particulièrement élevés*» (p. 61) est caricatural : les comparaisons avec





l'Allemagne dressent un tableau différent surtout pour l'industrie (5). En résumé, il y a accord avec Muhlmann sur le constat du recul industriel français mais désaccord sur divers aspects et conséquences.

## Luttes ouvrières et mouvements sociaux

La deuxième partie du livre porte sur les transformations des luttes sociales résumées en trois séquences. La première est celle de la «centralité ouvrière». On y trouve une description (parfois un peu discutable) des mouvement grévistes entre la Libération et la fin des années quatre-vingt, de l'évolution des rapports entre la CGT et la CFDT. C'est de façon assez juste le rappel d'une époque où les mouvements ne sont pas seulement défensifs mais visent à obtenir de nouvelles conquêtes. Les années 1990 voient s'engager une nouvelle époque caractérisée par Muhlmann comme celle de «l'hybridation des revendications» où on constate des mouvements de salariés «en hybridation avec des secteurs de mobilisation périphériques» (jeunes, femmes, chômeurs). Par ailleurs, monte l'importance des grèves du secteur public.

Muhlmann rappelle les mobilisations anti-CIP, celles pour le droit à l'avortement ainsi que le développement d'Agir contre le chômage (AC!), la création de Droit devant, du DAL Et les grèves de la SNCF, des Télécoms, d'Air France... Il rappelle aussi les recompositions syndicales: la création des SUD, celle de la FSU et la fin de l'isolement anti-communiste de FO. Puis viennent les luttes des sans-papiers. Après le mouvement de novembre-décembre 1995, les grèves de salariés marquent le pas (baisse statistique

des journées non-travaillées) et les gouvernements (dont celui de Lionel Jospin) réussissent à faire passer des réformes néolibérales importantes dont la privatisation de plusieurs entreprises publiques. Les reculs affectent aussi et profondément le secteur privé avec la multiplication des «plans sociaux». Des conflits localisés importants ont certes lieu dans des entreprises privées, des grèves bénéficiant du soutien de la population, mais il n'y a pas de cristallisation nationale.

Enfin arrive la troisième séquence que Muhlmann qualifie comme étant celle du «découplage des mobilisations». Les grèves sur les salaires sont nombreuses autour de 2008. Mais après 2010, la conflictualité dans les entreprises mesurée par les différentes sources décroît globalement tout en restant significative dans les grandes entreprises financiarisées où demeure une présence syndicale réelle. Se déroulent par ailleurs d'importantes mobilisations, dont certaines ont donné lieu à des manifestations durant plusieurs mois, protestant contre des réformes anti-sociales, du CPE aux retraites. Se développeront aussi d'autres formes de mobilisation «sociales et citoyennes» hors des entreprises. En premier lieu, de par leur importance, les Gilets jaunes qui toucheront une partie significative du salariat qui, désespérant de peser sur leur entreprise, s'adresse à l'État (6). Enfin, les mobilisations territoriales: Notre-Dame-des-Landes, Sivens... Depuis le mouvement contre la loi El Khomri (qui voit l'apparition de Nuit debout), les manifestations se heurtent à une répression policière de plus en plus systématique. Durant cette période se manifestent des formes de radicalité et une volonté de modes d'action plus démocratiques.

Mais pour l'auteur, ce qui prédomine est le «découplage» entre les grèves ouvrières et les divers mouvements sociaux. L'ouvrage a été rédigé avant le dernier mouvement sur la réforme des retraites mais Muhlmann s'est exprimé sur le sujet dans diverses interventions (7): il voit, dans son échec, la confirmation des conséquences du recul des grèves. Ce recul, insiste-t-il, ne signifie pas acceptation des attaques ou disparition de résistances aux formes diverses, mais pèse sur le rapport de forces: en l'absence de mouvements sociaux très massifs et capables d'agir au niveau national (comme l'ont été le mouvement des Noirs aux États-Unis, le mouvement des femmes ou les mouvements de la jeunesse en France), les grèves dans les entreprises sont le seul moyen de faire reculer le pouvoir. Des actions déterminées de mouvements sociaux locaux, des manifestations même très massives sont impuissantes dans

le contexte actuel à faire céder, sauf sur des points annexes, un pouvoir déterminé et de plus en plus autoritaire.

La priorité énoncée par Muhlmann est de réinvestir les entreprises... mais il reconnaît que n'est pas simple. Autant, on peut souscrire à cette orientation (qui remet en cause à sa façon des stratégies mouvementistes qui prétendent contourner les lieux de travail ou croient à la convergence plus ou moins spontanée des différents mouvements sociaux), autant on peut reprocher à Muhlmann d'en rester à un niveau faisant abstraction des problèmes concrets: stratégies et émiettement syndical, évolutions structurelles du monde du travail, obstacles divers aux luttes.

## Sarkozy, Hollande, Macron : une même logique

Enfin, la troisième partie de l'ouvrage s'intitule «Une nouvelle configuration sociopolitique». Ce développement porte sur les présidences Sarkozy, Hollande et Macron et souligne leur profonde parenté autour de deux axes: des offensives majeures et résolues contre les acquis sociaux et des méthodes de plus en plus autoritaires pour briser les résistances.

L'auteur attribue à Nicolas Sarkozy «l'enclenchement de la politique néolibérale». On peut lui accorder qu'avec Sarkozy un pas supplémentaire est franchi mais, pour ce qui est de la politique néolibérale, le tournant a en fait été pris en mars 1983 sous Mitterrand (après la parenthèse de gauche de 1981-1982). À l'actif de cette deuxième phase du mitterrandisme, il y a en particulier la désindexation des salaires par rapport aux prix, tandis que, dès janvier 1983, le Premier ministre Pierre Mauroy dénonce les grèves des ouvriers de l'automobile comme des manipulations islamistes (8). Arrivent ensuite au gouvernement la droite (de 1986 à 1997) puis le PS avec Lionel Jospin (1997-2002),

5. Indicateurs du coût de l'heure de travail en Europe, *Rexecode*, «Indicateurs du coût de l'heure de travail en Europe» et «Coût du travail: comparaisons européennes» 1.7.1. [securite-sociale.fr](http://securite-sociale.fr).

6. Il y aurait matière à discussion à partir de la surestimation par Muhlmann de l'antisémitisme parmi les Gilets jaunes: si l'antisémitisme est souvent utilisé à tort pour discréditer des mouvements sociaux et des courants politiques, à l'inverse sa rémanence et ses poussées sont parfois sous-estimées à gauche).

7. Voir «De Sarkozy à Macron, la radicalisation néolibérale», *Mediapart* et aussi «Macron, où est-elle passée, ta mondialisation heureuse?», avec David Muhlmann, *La société Louise Michel* ([societelouisemichel.org](http://societelouisemichel.org)).

8. Voir «Lusine PSA d'Aulnay sous influence islamiste? Un argument qui remonte à 1983», *Libération*.

puis encore la droite qui mettent en route la libéralisation du secteur public puis les privatisations totales ou partielles – le gouvernement Jospin a été particulièrement zélé en la matière (9) – tandis que la fiscalité est réformée dans un sens anti-redistributif et que s’engagent les attaques contre les retraites (réforme Balladur de 1993). À cette époque, les politiques gouvernementales se couvrent encore de quelques couleurs sociales (ainsi, en dépit de leurs modalités, les 35 heures sous Jospin) et des reculs ont lieu face à des mobilisations : bien qu’adoptées par le Parlement, deux mesures visant à baisser le salaire minimum des jeunes sont abrogées en 1994 (le CIP) et en 2006 (le CPE) et une partie des dispositions du «Plan Juppé» sont retirées en 1995.

Si le tournant néolibéral est décidément engagé, il va bien s’accroître dans la nouvelle période. Mulhmann résume en trois chapitres l’ensemble des mesures gouvernementales favorisant les fortunes, les hauts revenus et les entreprises. Le démantèlement des usines s’accroît sous Sarkozy même si des mobilisations opiniâtres ont pu retarder des fermetures (ainsi la lutte de Ford à Blanquefort). Hollande procède à des réformes sociétales (mariage pour tous, PMA) mais comme le souligne à juste titre l’auteur, il se situe dans la continuité de Sarkozy en articulant mesures de régression sociale et dispositif de plus en plus autoritaire. En 2012, au nom de la compétitivité des entreprises, est mis en place le CICE (crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi) qui distribue aux entreprises des milliards d’euros sans aucune contrepartie, l’éventuel impact sur l’emploi est dérisoire même selon les évaluations officielles et le million d’emplois annoncé par le président du Medef, Pierre Gattaz, ne se concrétise en rien. Plusieurs lois vont s’attaquer aux droits collectifs et individuels des salariés culminant dans la loi El Khomri (2016). D’un autre côté, l’austérité budgétaire s’accroît au détriment des services publics (notamment des hôpitaux où les

9. Voir «Le gouvernement Jospin est celui qui a le plus privatisé», Les décodeurs, *Le Monde*.

10. Gérard Davet et Fabrice Lhomme, *Un Président ne devrait pas dire ça*, Stock, 2016.

11. Claude Serfati, ouvrage précité.

12. Sur l’hypothèse fasciste, voir Ugo Palheta *La possibilité du fascisme*, la Découverte, 2018.

13. «Les sauts ! Les sauts ! Les sauts !».

14. Sur l’importance de l’analyse en termes de classe, voir le petit livre récent d’Etienne Pénissat, *Classe*, Anamosa, 2023.

15. Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L’illusion du bloc bourgeois*, Raisons d’agir, édition de 2018.

16. Voir par exemple l’entretien publié par *Mediapart* le 17 octobre 2023, «L’échec de Syriza en Grèce a pesé sur toute la gauche radicale européenne».

suppressions de lits se multiplient.)

Face aux contestations, l’état d’urgence instauré en réponse aux terribles attentats de 2015-2016 (Charlie-hebdo, Hyper Cacher, Bataclan, Nice) est bien commode. Hollande ne s’en cache pas : «*Imaginons qu’il n’y ait pas eu les attentats, on n’aurait pas pu interdire les zadistes pour les empêcher de venir manifester. Cela a été une facilité apportée par l’état d’urgence, pour d’autres raisons que la lutte contre le terrorisme, pour éviter qu’il y ait des échauffourées. On l’assume parce qu’il y a la COP.*» (10)

En 2017, sur la base de l’effondrement du PS, de la crise de la droite arrive un «homme providentiel», Emmanuel Macron, qui se pare des plumes du changement – son livre-programme publié à la veille des présidentielles de 2017 ne s’intitule rien moins que *Révolution* – mais va pérenniser et accroître les deux axes de ses prédécesseurs. Mulhmann décrit en détail les différentes facettes de la politique macronienne qui, pour s’imposer, utilise tous les dispositifs autoritaires qu’offre la Constitution de 1958. Macron joue les bateleurs tant sur le plan national qu’international.

Sur le plan national, sa méthode est toujours la même : représenter la mobilisation sociale en «*désordre informel, aveugle et dangereux*» (p. 219), ce qui justifie la répression policière et judiciaire. Il faut avouer que, malgré un pouvoir qui (surtout après 2022) apparaît politiquement fragilisé, la méthode Macron fonctionne face aux divers mouvements sociaux et lui permet de faire passer une kyrielle de réformes anti-sociales. Macron a certes échoué à se doter d’un parti politique stabilisé mais la Constitution lui permet un exercice solitaire du pouvoir appuyé sur une camarilla de technocrates qui font des allers-retours avec le privé et quelques politiciens qui n’ont d’existence que par la faveur du «Prince».

Mulhmann souligne au début de sa conclusion qu’une «*nouvelle réalité socio-économique, politique et idéologique s’est imposée*» (p. 229). Pour lui, on a assisté «*d’un côté au renforcement de la dictature de classe au sens précis de l’autonomisation du pouvoir financier et des décisions stratégiques d’entreprise*», d’autre part au tournant autoritaire de l’État avec un déplacement du pouvoir vers l’exécutif et les instances non élues et enfin à l’affaiblissement des luttes ouvrières au profit d’un mouvement social certes radical mais émiétté. Dans cette transformation, le pouvoir politique a joué un rôle essentiel. Sans écarter définitivement pour l’avenir l’hypothèse fasciste, l’auteur, à l’instar de Claude Serfati (11), la rejette au profit de

celle de la poursuite du durcissement autoritaire de l’État existant (12).

Dans cette situation, tout en critiquant la gauche qui s’est ralliée à l’ordre du capital (celle qui ne l’a pas fait est absente de son livre), Mulhmann insiste dans son livre et ses interviews, sur la nécessité, outre les luttes et le militantisme notamment en direction des entreprises, d’un vaste travail de réflexion de d’élaboration (et de formation dans les organisations). Face à l’évolution structurale du pouvoir capitaliste en France, «*sans stratégie politique de rupture, l’épuisement des forces sociales et le pourrissement de la situation sont inévitables*» (p.252). Ce qui fait abstraction des possibilités, comme l’a écrit Daniel Bensaid, que «*la ligne droite se brise dans les bifurcations et les tournants brusques*» (13).

Au total, le livre de Mulhmann a le mérite important de rappeler les différentes étapes qui nous ont mené à la situation présente et de remémorer les mesures prises en faisant le lien entre transformations économiques et politiques. Il a raison de dire qu’on ne construit pas une perspective politique seulement en dénonçant la montée des inégalités et les dernières mesures de l’adversaire. Sa lecture est sans doute utile. Cependant, le livre souffre d’au moins trois défauts importants. Tout d’abord, une déficience totale d’analyse de l’impérialisme français, du recul de son poids dans le monde (et notamment en Afrique) et de son ralliement au «grand-frère» étatsunien (sur ces points il faut se reporter aux ouvrages de Claude Serfati). Ensuite, une absence quasi-totale d’analyse réelle des classes sociales tant du côté des fractions de la bourgeoisie que de l’évolution du prolétariat (14). Mulhmann ne répond en rien au problème de viabilité du projet Macron qui, comme le formulent Amable et Palombarini est «*liée à sa capacité d’agréger une partie suffisante des classes moyennes à un noyau dur constitué par les catégories les plus favorisées*» (15). Enfin, une autre absence criante d’analyse concerne tant les directions syndicales et leurs stratégies que les forces politiques : une très courte note parlant de «*la débâcle des formations de gauche*» (p.133) est la seule mention de l’élection présidentielle de 2022. Il n’y a donc rien à propos de la France insoumise ; pourtant, le développement d’un réformisme de gauche est un phénomène non négligeable quoiqu’on pense de son devenir possible – les expériences étrangères, notamment celles de Syriza et Podemos n’incitent pas à l’optimisme (16). D’autant qu’il contraste avec la faiblesse et la dispersion organisationnelle de la gauche révolutionnaire. ■

# Exploitation de classe transnationale et État policier mondial

Entretien  
de Federico Fuentes avec  
William I. Robinson\*

*Au cours du siècle dernier, nous avons vu le terme «impérialisme» utilisé pour définir différentes situations et, à d'autres moments, être remplacé par des concepts tels que la mondialisation et l'hégémonie. Vous avez vous-même écrit que «l'image classique de l'impérialisme en tant que relation de domination extérieure est dépassée». Pourquoi ? Cela signifie-t-il que le concept d'impérialisme dans son ensemble est également dépassé ?*

● Le colonialisme et l'impérialisme sont des processus historiques par lesquels le capitalisme mondial s'est étendu à partir de son berceau d'origine, l'Europe occidentale, et a conquis le monde. De par sa nature, le capitalisme est un système en expansion vers l'extérieur. Il doit sans cesse conquérir de nouveaux espaces et repousser les frontières de l'accumulation, en marchandisant tout et en anéantisant tout ce qui se trouve sur son chemin. Par impérialisme, nous entendons cette violente expansion du capital vers l'extérieur, avec tous les mécanismes politiques, militaires et idéologiques que cela implique. Compte tenu des profondes transformations qu'a connues le capitalisme mondial au cours du dernier demi-siècle, il est on ne peut plus clair que nous

devons repenser la manière dont nous comprenons l'impérialisme à l'ère de la mondialisation capitaliste.

Dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, écrit en pleine Première Guerre mondiale, Lénine a fait valoir que la conflagration était une bataille entre États européens pour des zones d'influence coloniales afin de s'assurer, en concurrence avec des États rivaux, des matières premières, des réserves de main-d'œuvre, des marchés et des débouchés pour les excédents de capital accumulés. Il était clair que ce conflit entre États exprimait un conflit sous-jacent plus fondamental entre des classes capitalistes organisées au niveau national. Par conséquent, l'essence de l'impérialisme était la rivalité entre ces classes capitalistes nationales pour le contrôle du monde.

Mais Lénine analysait le capitalisme mondial à un moment antérieur de son évolution continue et sans limites, où les classes capitalistes étaient organisées au niveau national. Le monde que lui et sa génération de marxistes révolutionnaires observaient est très différent du monde dans lequel nous vivons. L'idée prédominante parmi les militants de gauche est que Lénine a avancé

une théorie de l'impérialisme basée sur l'État-nation ou le territoire. C'est fondamentalement faux. Il a avancé une théorie basée sur les classes. Une nation ne peut pas exploiter une autre nation – ce n'est qu'une réification absurde. L'impérialisme a toujours été une violente relation de classe, non pas entre les pays, mais entre le capital mondial et le travail mondial ; un projet de classe porté, cependant, par une économie mondiale politiquement divisée en juridictions nationales.

Notre défi en tant que marxistes est de comprendre l'évolution de la relation entre les classes (et le capital) et l'État dans le contexte de l'exploitation de classe transnationale. L'organisation mondiale du capital a changé au cours du siècle dernier en raison de la transnationalisation des principales fractions du capital. Ce phénomène a été si largement documenté empiriquement qu'il ne devrait plus être controversé. La classe capitaliste transnationale (CCT), en tant que fraction hégémonique du capital à l'échelle mondiale, n'est pas liée à un territoire et, bien qu'elle doive s'appuyer, et se confronter, sur des États, elle ne s'identifie pas à un État-nation en particulier.

Mais le capital transnational ne se limite pas au capital du «Nord» ou de la «Triade» (Japon, Amérique du Nord et Union européenne, NDLR). Il comprend la montée en puissance des conglomérats d'entreprises transnationales des pays

anciennement colonisés qui exportent désormais leurs capitaux dans le monde entier, comme le faisaient les puissances impériales européennes à l'époque de Lénine. Le conglomérat transnational Vale, basé au Brésil et qui est l'une des plus grandes sociétés

minières intégrées au monde, a cessé d'être une société «brésilienne» au XXI<sup>e</sup> siècle. Il a des activités sur tous les continents et exploite des dizaines de milliers de travailleurs dans les régions traditionnelles d'Amérique du Nord et d'Europe. Mais il existe d'innombrables autres exemples. Le conglomérat Tata, basé en Inde, est le plus grand employeur (et donc le plus grand l'exploiteur capitaliste de main-d'œuvre) en Grande-Bretagne. Les entreprises basées en Chine opèrent sur tous les continents, y compris

*Lénine n'a pas avancé une théorie de l'impérialisme basée sur l'État-nation ou le territoire, mais sur les classes sociales.*

\* William I. Robinson est professeur de sociologie, d'études mondiales et d'études latino-américaines à l'Université Santa Barbara de Californie. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Can Global Capitalism Endure?* (Clarity Press; 2022), *The Global Police State* (Pluto Press, 2020) et *A Theory of Global Capitalism: Transnational Production, Transnational Capitalists, and the Transnational State* (John Hopkins University Press; 2004). Federico Fuentes est journaliste de *Links* – journal international pour le renouveau socialiste. Cet entretien a d'abord été publié par *Links* le 19 octobre 2023. (Traduit de l'anglais par JM).

## Mondialisation capitaliste

en Amérique du Nord, où elles exploitent les travailleurs étatsuniens et canadiens. Les transnationales basées au Mexique investissent dans toute l'Amérique latine et l'Amérique du Nord et au-delà, exploitant des travailleurs de toutes les nationalités. Les capitalistes du Golfe exportent des capitaux dans le monde entier. En outre, lorsque nous analysons la structure du capital mondial, nous constatons un degré très élevé d'intégration transnationale, notamment par le biais des circuits de la finance mondiale et des investissements croisés des entreprises.

D'un point de vue économique, l'impérialisme est caractérisé historiquement par l'appropriation des ressources et l'exploitation de la main-d'œuvre au-delà des frontières nationales, ainsi qu'au retour de la plus-value dans ces frontières. Aujourd'hui, cela couvre le monde entier, et ce n'est plus la structure antérieure où le capital colonial métropolitain se contentait de siphonner la plus-value des colonies et de la reverser dans les coffres coloniaux.

L'impérialisme n'a rien d'intrinsèquement occidental – mais pas historiquement. Historiquement, il a eu une identité occidentale parce que le capitalisme est né en Occident et s'est développé à partir de là. Nous sommes aujourd'hui dans une nouvelle ère du capitalisme mondial. De nombreux marxistes perdent de vue le fait que, historiquement, l'impérialisme est identifié à une relation économique facilitée par des processus extra-économiques (politiques, militaires, etc.). Ils se concentrent uniquement sur les processus extra-économiques, tels que l'interventionnisme américain dans le monde, sans montrer leur relation avec l'exploitation de classe transnationale telle qu'elle se produit réellement. Par exemple, les États-Unis soutiennent des gouvernements répressifs en Amérique latine, alors que dans ces mêmes pays, les investisseurs chinois ou d'autres investisseurs transnationaux exploitent la main-d'œuvre mais n'interviennent pas



Le 26 juin 2022, sommet du G7 à Scholss Elmau. © CC BY 4.0

politiquement pour soutenir des États répressifs. Quelle est la relation entre l'intervention américaine et l'exploitation capitaliste chinoise ? En tant que socialistes, ne devrions-nous pas nous opposer non seulement à l'intervention politique (et parfois militaire), mais aussi à l'exploitation de classe qu'elle rend possible ?

Le capital mondial contrôle les ressources et exploite la main-d'œuvre mondiale par le biais d'un système de production, de finance et de services intégré à l'échelle mondiale. Comment devons-nous comprendre les processus politiques et militaires qui facilitent ces relations mondiales d'exploitation ? En tant que socialistes, nous nous opposons à l'impérialisme parce qu'il est le vecteur capitaliste barbare de la dépossession, de l'exploitation, de l'oppression et de la dégradation. Nous ne pouvons pas nous opposer à l'impérialisme tout en acceptant ou en excusant l'exploitation capitaliste. Je suis encore en train d'examiner ces questions et je n'ai pas toutes les réponses. Il est clair que nous avons beaucoup à repenser, mais je peux déjà dire beaucoup de choses.

***Vous avez parlé d'une classe capitaliste transnationale. Comment voyez-vous l'évolution de la relation entre cette classe et les États-nations ? Cette classe capitaliste transnationale peut-elle fonctionner avec succès sans un ancrage institutionnel et un soutien politique de la part d'une puissance impérialiste ?***

● Le capital ne peut se reproduire ou se développer sans l'État. Cela a été vrai tout au long de l'histoire du capitalisme

mondial et reste vrai aujourd'hui. À l'ère de la mondialisation, le monde doit être ouvert au capital transnational et le rester. Toutes les menaces à sa liberté d'exploitation et d'accumulation doivent être supprimées. Comment peut-il y parvenir ? Il lui faut des instruments politiques, militaires et économiques, allant des coups d'État et des interventions militaires aux sanctions économiques, en passant par les programmes d'ajustement structurel, les accords de libre-échange, les mécanismes de la dette et de l'effet de levier financier, la guerre juridique, etc. En parlant de l'ancrage de la classe capitaliste transnationale (CCT) dans les États, nous devons nous concentrer sur deux aspects : premièrement, la manière dont la CCT a cherché à imposer son pouvoir de classe au cours des quatre dernières décennies de mondialisation capitaliste par le biais d'un réseau dense d'institutions nationales et supranationales dans le monde entier ; et deuxièmement, le rôle prépondérant joué à ce jour par l'État étatsunien dans la mondialisation capitaliste.

En ce qui concerne le premier aspect, dès les années 1970, avec la formation de la Commission trilatérale et du Forum économique mondial, une élite transnationale émergente a cherché à développer des réseaux transnationaux pour coordonner les politiques et imposer les conditions de la mondialisation capitaliste à l'échelle mondiale. J'ai présenté le concept d'appareils d'État transnationaux, *non pas* comme un «gouvernement mondial», mais comme une abstraction analytique qui se réfère aux réseaux flexibles d'institutions internationales et transnationales *agissant ensemble* avec les États nationaux. Par le

2. La Commission trilatérale est un organe privé de concertation et d'orientation de la politique internationale des pays de la triade (États-Unis, Europe, Japon). Voir «Pouvoirs opaques de la Trilatérale», Olivier Boiral, *le Monde diplomatique*, novembre 2003.

3. Voir : W.I. Robinson, «Debate on the New Global Capitalism : Transnational Capitalist Class, Transnational State Apparatuses, and Global Crisis», *International Critical Thought*, Volume 7, n°2 (2017), pp. 71-189.

biais de ces institutions, la classe capitaliste transnationale tente d'exercer son pouvoir de classe sur les classes ouvrières mondiales, en tirant parti du pouvoir structurel du capital transnational par rapport au pouvoir direct des États. J'ai déjà largement abordé ces questions ailleurs (3). Mais, par exemple, lorsque le FMI impose comme condition de prêt la dérégulation des marchés du travail locaux ou l'application de l'austérité fiscale pour garantir la stabilité macroéconomique exigée par la finance transnationale, le FMI agit en tant qu'institution étatique (transnationale) dans la mesure où l'État capitaliste établit les conditions pour que l'exploitation ait lieu, dans ce cas au sein du système capitaliste mondial plus large.

En ce qui concerne le second aspect, la plupart des marxistes d'aujourd'hui partent du principe que l'intervention et l'agression des États-Unis dans le monde – si nous voulons appeler cela de l'impérialisme, très bien, mais pas sans réserve – doivent être comprises comme une concurrence avec d'autres puissances. Mais rappelons que les Britanniques et les Français ont fermé leurs empires coloniaux au cours des siècles précédents aux capitalistes d'autres pays. Cependant, au cours des dernières décennies, la mondialisation capitaliste menée par les États-Unis a cherché à ouvrir le monde aux capitaux de tous les pays, quelle que soit leur origine nationale. Lorsque les États-Unis ont envahi et occupé l'Irak au début du XXI<sup>e</sup> siècle, ils ont ouvert le

pays aux investisseurs mondiaux. En fait, les deux premiers conglomérats pétroliers qui ont profité de la couverture militaire américaine pour investir en Irak ont été la société française Total et la compagnie pétrolière d'État chinoise – alors même que les gouvernements français et chinois s'étaient opposés à l'invasion. Les entreprises privées et publiques chinoises contrôlent la majeure partie de la production de cobalt au Congo (en exploitant brutalement les mineurs congolais et en pillant le pays). Ce cobalt est renvoyé vers des circuits industriels en Asie où les

iPhones et autres équipements électroniques sont fabriqués par des capitaux transnationaux et commercialisés dans le monde entier.

Des expressions telles que «intérêts nationaux» (comme dans «défense des intérêts américains») sont dénuées de sens et n'ont pas leur place dans l'analyse marxiste. Ce que nous voulons vraiment dire, c'est quels sont les *intérêts de classe* qui se cachent derrière ce que fait l'État étatsunien dans le monde ? Au cours des quatre dernières décennies, cet État a servi de ce point d'ancrage impérial auquel vous faites référence. Il agit comme l'instrument le plus puissant de l'arsenal du capitalisme mondial par lequel la masse des pauvres et des travailleurs du monde est contenue et contrôlée, le monde est ouvert au pillage des entreprises transnationales et les États qui empêchent l'accumulation sans entraves du capital sont attaqués.

Cependant, aujourd'hui les choses changent rapidement. Il y a une crise générale du capitalisme. Tout effort d'unité capitaliste transnationale est sapé par l'escalade de la crise du capitalisme mondial. Les appareils d'État transnationaux s'effondrent. Les règles commerciales de l'Organisation mondiale du

commerce (OMC) ne sont pas respectées par l'État national étatsunien qui les a défendues avec tant de force au plus fort de la mondialisation néolibérale. L'escalade des conflits géopolitiques est davantage liée aux défis

lancés à l'ordre capitaliste mondial et à la concurrence entre les élites étatiques, confrontées à des crises croissantes d'accumulation, de légitimité politique, de reproduction et de contrôle sociaux, qu'à la concurrence entre les groupes capitalistes nationaux. Aucun État national, aussi puissant soit-il, n'a actuellement la capacité de servir de point d'ancrage pour stabiliser l'économie mondiale ou contrôler l'accumulation mondiale. Nous sommes dans une période de chaos mondial sans centre politique cohérent pour stabiliser le capitalisme mondial.

*À la lumière des changements intervenus au cours du siècle dernier, quel est le poids relatif des mécanismes d'exploitation impérialiste aujourd'hui, par rapport au passé ?*

● Il s'agit d'une question très importante. Le capitalisme mondial est toujours organisé par une division internationale du travail et une structure centre-périphérie de relations de classe transnationales forgée par des siècles de colonialisme et d'impérialisme. L'exploitation de la main-d'œuvre est plus intense dans l'ancien tiers-monde et la sauvagerie absolue du capital y est plus visible. Mais voici le point clé : la plupart des gens de gauche considèrent que l'intensité accrue de l'exploitation, ou la surexploitation selon la définition de certains théoriciens marxistes, ne profite qu'aux capitalistes des pays centraux ou, pire encore, qu'elle profite aux nations.

Mais qui surexploite les travailleurs dans l'ancien tiers-monde ? La plupart des gens de gauche considèrent que l'exploiteur est une «nation impérialiste». Il s'agit d'une réification dans la mesure où les nations ne sont pas et n'ont jamais été des macro-agents. Une nation ne peut pas exploiter ou être exploitée – ce sont les classes qui exploitent et sont exploitées. Avec la montée de puissants contingents de la classe capitaliste transnationale dans de nombreux pays de l'ancien tiers-monde, les capitalistes transnationaux du monde entier sont en mesure de tirer profit des conditions de surexploitation là où elles existent. Les capitalistes transnationaux du Mexique, du Brésil, de l'Argentine, de l'Inde, du Nigeria, etc. – des nations qui seraient prétendument «opprimées» – sont en mesure de surexploiter les travailleurs dans leur propre pays et dans les pays voisins, tout comme les capitalistes des États-Unis, de l'Union européenne ou d'ailleurs. En d'autres termes, ce ne sont pas (ou plus) seulement les capitalistes du noyau central qui, en poursuivant des stratégies d'accumulation, bénéficient de l'accumulation combinée et inégale du capital à l'échelle mondiale et dans des espaces et des juridictions politiques distincts. La relation entre la structure noyau-périphérie de l'économie mondiale et le capitalisme mondial ne peut être comprise dans des termes correspondant aux siècles précédents. Elle ne peut surtout pas être comprise dans des termes suggérant que certains capitalistes des régions

***Aucun État national, aussi puissant soit-il, n'a actuellement la capacité de servir de point d'ancrage pour stabiliser l'économie mondiale ou contrôler l'accumulation mondiale. Nous sommes dans une période de chaos mondial sans centre politique cohérent pour stabiliser le capitalisme mondial.***



## Mondialisation capitaliste

périphériques, qui seraient opprimés par le capital métropolitain, seraient prêts à rejoindre des alliances de classe avec les travailleurs et les paysans des pays où ils résident (mais où leur capital ne réside pas nécessairement).

D'autre part, les États de l'ancien tiers-monde doivent gérer les tensions et les conflits liés au sous-développement. Il s'agit notamment d'inégalités et de privations plus marquées, ainsi que de conflits sociaux plus aigus. Les États plus puissants du noyau traditionnel sont mieux équipés pour déplacer les contradictions aiguës de la crise vers les pays de la périphérie historique. Cependant, le capital transnational est une relation de classe interne dans le monde entier. La contradiction globale capital-travail sous-tend la contradiction «Nord-Sud».

*Dans vos écrits, vous avez également fait référence à la montée d'un État policier mondial qui dépend de plus en plus de l'accumulation militarisée. Pourriez-vous préciser ce que vous entendez par là ?*

● L'État policier mondial renvoie aux systèmes de guerre, de contrôle social de masse, de surveillance et de répression de plus en plus omniprésents. Il vise à contenir les classes ouvrières mondiales et à criminaliser l'humanité excédentaire à une époque où les inégalités mondiales et les privations de masse n'ont jamais été aussi aiguës, où les rangs de la main-d'œuvre excédentaire grossissent de manière exponentielle et où la rébellion populaire éclate partout. Les groupes dirigeants se tournent vers l'autoritarisme, la dictature, voire le fascisme, à mesure que les mécanismes consensuels de domination s'effondrent. Si les États se livrent une concurrence féroce pour repousser les frontières de l'accumulation mondiale, tous les capitalistes de la planète ont besoin d'un État policier mondial pour contrôler et discipliner les classes ouvrières et populaires. Chaque État capitaliste est au service de ce mandat.

Mais l'État policier mondial fait également référence à l'accumulation militarisée et à l'accumulation par la répression. L'objectif politique de contrôle et de domination va de pair avec l'objectif économique d'accumulation. Le problème du capital excédentaire est endémique au capitalisme, mais au cours des deux dernières décennies, il a atteint des niveaux



Réunion de l'OTAN en 2010. © Master Sgt. Jerry Morrison, U.S. Air Force - Domaine public

extraordinaires. La classe capitaliste transnationale a cherché désespérément des débouchés pour écouler ses excédents accumulés. Historiquement, les guerres ont fourni un stimulus économique essentiel et ont servi de débouchés pour le capital excédentaire accumulé, mais l'État policier mondial a quelque chose de qualitativement nouveau. Comme je l'ai montré dans mon livre de 2020, *The Global Police State*, l'économie mondiale est devenue profondément dépendante du développement et du déploiement de systèmes de guerre, de contrôle social et de répression comme moyen de réaliser des profits et d'accumuler du capital face à la stagnation chronique et à la saturation des marchés mondiaux.

Au cours des dernières décennies, les États ont connu une fusion sans précédent de l'accumulation privée et de la militarisation de l'État. Les soi-disant guerres contre la drogue et le terrorisme, le contrôle de masse des populations immigrées et réfugiées, l'incarcération de masse, les murs aux frontières etc. sont des entreprises extrêmement rentables confiées à des sociétés. Toute une série de groupes capitalistes ont développé un intérêt à générer et à entretenir des conflits sociaux et à étendre les systèmes de guerre, de répression, de surveillance et de contrôle. Les guerres de basse et de haute intensité, les conflits larvés, les troubles civils, le maintien de l'ordre etc. ont contribué à maintenir l'économie mondiale à flot. Pour ce faire, il faut inventer une menace après l'autre, de la «drogue» au «terrorisme» et, plus récemment, à la nouvelle guerre froide initiée par les États-Unis. Alors que l'ordre international de l'après-Seconde Guerre mondiale s'effondre, la donne change. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la réaction des

États-Unis et de l'OTAN ont ouvert la voie à une militarisation plus poussée de l'économie et de la société mondiales. Elle a légitimé l'expansion des budgets militaires et de sécurité, ainsi que la surveillance et la répression dans le monde entier, et pas seulement en Amérique du Nord et dans les pays de l'OTAN.

*Après la chute de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, la politique mondiale semblait dominée par des guerres visant à renforcer le rôle de l'impérialisme étatsunien en tant que seule hégémonie mondiale. Toutefois, ces dernières années, un changement semble s'opérer avec le déclin des États-Unis et la montée en puissance simultanée de la Chine. D'une manière générale, comment comprendriez-vous la dynamique actuelle du capitalisme mondial ?*

● Les ordres politique et économique mondiaux sont gravement désynchronisés. Nous avons une économie intégrée au niveau mondial qui fonctionne dans le cadre d'un ordre international d'après-guerre – un ordre anachronique et totalement incapable de stabiliser le système. L'architecture politique et économique de l'ordre international d'après-guerre s'effondrait déjà avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette invasion ainsi que la réponse politique, militaire et économique radicale de l'Occident, ne furent que le *coup de grâce* (4). Les États-Unis ne sont plus le marché de dernier recours et ne peuvent plus continuer à servir de fournisseur de liquidités de dernier recours. Le contrôle politique accordé à l'État américain par une économie mondiale libellée en dollars est en contradiction avec la multipolarité politique croissante et avec le

4. En français dans l'original anglais.



commerce mondial et l'intégration économique. L'utilisation de monnaies alternatives est un signe des transformations en cours. Cependant, alors que l'hégémonie américaine s'effrite, aucun nouvel État-nation ne peut, du moins à l'heure actuelle, fournir l'autorité ou la structure nécessaire pour stabiliser l'économie mondiale désormais inextricablement intégrée.

Entre-temps, nous devons reconnaître la raison pour laquelle les capitalistes basés en Chine et dans d'autres nations, qui exportent aujourd'hui leurs capitaux dans le monde entier, peuvent investir en Amérique latine, en Afrique et ailleurs sans avoir recours à la force militaire ou organiser des coups d'État. C'est parce que cinq siècles de colonialisme et d'impérialisme ont déjà ouvert le monde au capital transnational. Jusqu'à récemment, la machine impérialiste étatsunienne l'a maintenu ouvert. Pour prendre un exemple : le Vietnam a été bombardé par les États-Unis pour le ramener à l'âge de pierre. Il a été complètement détruit par les impérialistes français et américains, puis soumis à des sanctions dévastatrices. Le pays n'a alors eu d'autre choix que de s'ouvrir au capital transnational et de s'intégrer dans les nouveaux circuits de l'accumulation mondiale. Ainsi, les capitalistes chinois, occidentaux, indiens, saoudiens, mexicains et brésiliens, tout comme les capitalistes vietnamiens, peuvent commercer et investir au Vietnam et exploiter la main-d'œuvre vietnamienne. Le noyau occidental traditionnel a déjà fait le sale boulot. Cette analyse est peut-être très difficile à avaler pour certains à gauche, mais elle n'en est pas moins vraie.

***Le conflit croissant entre les États-Unis et la Chine semble indiquer la fin de la mondialisation et un tournant vers le protectionnisme et les blocs commerciaux rivaux. Comment peut-on mieux comprendre cette rivalité croissante ? À la lumière de cela, comment voyez-vous le concept de multipolarité promu par certains à gauche ?***

● Si, par mondialisation, nous entendons la montée d'un capital véritablement transnational et l'intégration de chaque pays

dans un système mondialisé de production, de finance et de services, nous n'assistons certainement pas à la fin de la mondialisation capitaliste. Nous assistons plutôt à son intensification, ainsi qu'à sa reconfiguration géopolitique. En effet, le commerce des biens intermédiaires constitue plus de la moitié du commerce mondial et, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le commerce mondial a atteint un niveau record en 2021. Aucune économie nationale ou régionale ne peut survivre sans s'intégrer dans l'économie mondiale. Comme je l'ai déjà dit, les bourgeoisies nationales des grands pays, et même de nombreux petits pays de l'ancien tiers-monde, se sont engagées dans un processus de transnationalisation rapide. On assiste à une nouvelle vague massive d'exportations de capitaux hors de pays tels que la Chine, l'Arabie saoudite, la Turquie et d'autres.

Même si elle le voulait, pour continuer à accumuler du capital et du pouvoir à l'échelle mondiale la classe capitaliste transnationale est trop dépendante d'une économie mondiale ouverte et intégrée pour se replier dans les limites des économies nationales. Les gestionnaires d'entreprise de l'économie mondiale sont empêtrés dans des

***Au cours des dernières décennies, les États ont connu une fusion sans précédent de l'accumulation privée et de la militarisation de l'État.***

restructurations géographiques en fonction de la manière dont les vents politiques façonnent les opportunités et les contraintes de l'accumulation dans le monde. Les capitalistes transnationaux (y compris les capitalistes transnationaux chinois) délocalisent de la Chine vers le Vietnam, par exemple, en raison des contraintes imposées par l'État chinois à leur liberté, de la pression exercée par l'État étatsunien ou, le plus souvent, simplement pour bénéficier d'une main-d'œuvre moins chère. Certains capitalistes transnationaux basés en Chine investissent également dans ce que l'on appelle la renaissance industrielle aux États-Unis, directement ou indirectement, en investissant au Mexique pour contourner les barrières tarifaires et les restrictions politiques.

Nous devons donc nous concentrer sur la contradiction entre une économie mondialement intégrée et un système de domination politique et de reproduction capitaliste basé sur les États-nations. Cette contradiction devient de plus en plus aiguë. Elle contribue à l'escalade des

tensions internationales et plonge les États du monde entier dans une spirale de crises de légitimité. Le capital transnational n'a qu'un seul objectif : l'accumulation sans fin. Mais les États doivent faire face aux retombées de la crise du capitalisme mondial. Ils doivent atteindre la légitimité et reproduire la formation sociale nationale des pays qu'ils gouvernent, empêcher l'ordre intérieur de se fracturer, soutenir la croissance, maintenir la stabilité et le contrôle social, et rivaliser avec d'autres États pour attirer les capitaux transnationaux mobiles. Les États doivent maintenir des balances commerciales positives, alors que les capitaux transnationaux ne s'en soucient pas tant qu'ils sont en mesure de commercer et d'investir librement. Contrairement aux capitalistes mondiaux, les élites étatiques et politiques reproduisent leur statut au sein de l'État-nation et dans ses relations avec les autres États et le système international. Dans les États nationaux les plus puissants, ces élites cherchent à s'agrandir. D'un point de vue théorique, les États et les élites étatiques, pour se reproduire, doivent reproduire le capital. Bien que les États subissent la pression du capital pour servir son impératif d'accumulation, ils subissent également la pression des classes ouvrières et populaires, en particulier lorsque la lutte des classes et les conflits politiques s'exacerbent, comme nous le voyons actuellement.

Tous les États nationaux n'ont pas les mêmes capacités à jongler avec ces contradictions déstabilisantes tout en reproduisant le capital. Les plus forts tentent de sublimer et d'externaliser les tensions sociales et politiques vers d'autres pays et régions. L'État chinois, soucieux de contenir la montée du mécontentement, a récemment annoncé que son objectif était de réduire les inégalités. Mais l'État chinois doit également reproduire le capital à l'intérieur de la Chine. Les mandats contradictoires des États peuvent les mettre en conflit les uns avec les autres et avec le capital transnational. À mesure que la crise capitaliste mondiale s'intensifie, elle pousse les États à se tourner vers le nationalisme, le populisme et le protectionnisme, qu'il s'agisse du protectionnisme étatsunien ou des mesures représ-

5. "The Unbearable Manicheism of the 'Anti-Imperialist' Left" («L'insupportable manichéisme de la gauche "anti-impérialiste"»), *The Philosophical Salon*, 7 août 2023.

# Mondialisation capitaliste

sives de l'État chinois à l'encontre des milliardaires de la technologie.

En outre, il existe des fractions capitalistes locales, nationales et régionales qui n'ont pas la même capacité que les capitalistes transnationaux et qui se disputent les politiques locales et le contrôle régional. Cependant, la tentation est ici de faire une distinction inappropriée entre «capital national» et «capital impérialiste», ce qui est une confusion analytique et idéologique totale. Le capital n'a qu'une seule intention, celle d'exploiter le travail pour s'accumuler. Certains capitaux sont capables de le faire à travers de multiples frontières et dans le système mondial au sens large. D'autres sont plus limités dans leur champ d'action, mais ils entrent dans les circuits mondiaux par le biais du système financier et d'autres mécanismes d'intégration. La question de savoir si des fractions plus locales et nationales du capital sont en mesure d'influencer les États dans leur intérêt ou dans leur concurrence avec le capital transnational relève d'une étude empirique.

L'impulsion vers le nationalisme, le populisme et le protectionnisme provient d'États confrontés aux conditions déstabilisantes de la mondialisation capitaliste et de la crise, mais rien ne prouve que la classe capitaliste transnationale (CCT) soutienne ce protectionnisme. Les principaux conglomérats capitalistes basés aux États-Unis et en Chine ont connu, au cours des dernières décennies, un processus continu de pénétration et d'intégration croisée qui s'est en fait approfondi même dans le contexte de la nouvelle guerre froide. Les États des États-Unis et de la Chine ont pris des mesures pour compromettre cette intégration, contre la volonté de la CCT. Il n'est pas surprenant que la Chambre de commerce des États-Unis se soit opposée aux droits de douane et autres restrictions à la libre circulation des capitaux transnationaux. La CCT veut avoir accès au monde entier sans ingérence de l'État.

Le protectionnisme est une politique des États visant à attirer les investissements transnationaux et à apaiser les troubles politiques intérieurs. Les capitalistes transnationaux investissent là où ils trouvent les meilleures conditions pour faire des profits. Les subventions publiques se multiplient dans le monde entier pour attirer les capi-

taux transnationaux à la recherche d'opportunités d'investissement. Les gouvernements de Trump et de Biden ont tous deux cherché à attirer les investisseurs transnationaux par des subventions, des crédits d'impôt et des droits de douane. Cela a déclenché des guerres de subventions et de protectionnisme avec l'UE et la Chine. Biden a limité les investissements dans les entités chinoises actives dans les semi-conducteurs, la microélectronique et les systèmes d'intelligence artificielle. Mais les géants transnationaux de la technologie ne soutiennent pas ces politiques. Elon Musk, Tim Cook et Bill Gates font partie de la flopée de dirigeants d'entreprise très en vue qui se sont rendus en Chine ces derniers mois pour discuter de leur présence accrue dans ce pays.

Nous évoluons vers une politique mondiale multipolaire ou polycentrique au sein d'une économie mondiale intégrée unique avec plusieurs centres d'accumulation transnationale intense. Il s'agit notamment du bloc de libre-échange nord-américain, de l'Union européenne et d'une région économique asiatique sino-centrée. Comme je l'ai noté dans un essai de l'été 2023 (5), le pluralisme capitaliste mondial émergent peut offrir une plus grande marge de manœuvre aux luttes populaires dans le monde entier. Cependant, un monde politiquement multipolaire ne signifie pas que les pôles émergents du capitalisme mondial sont moins exploitants ou oppressifs que les centres établis. Naturellement, je simplifie les choses. Il existe de nombreux niveaux de médiation et de considérations politiques au-delà de ces grandes généralisations.

***Voyez-vous des possibilités de jeter des ponts entre les luttes anti-impérialistes au niveau international ? À quoi devrait ressembler un internationalisme du XXI<sup>e</sup> siècle qui soit à la fois anti-impérialiste et antifasciste ?***

● Nous sommes confrontés à un empire du capital mondial. Je ne pense pas que les luttes anti-impérialistes puissent être séparées des luttes anticapitalistes. Pour parler en termes généraux, l'État des États-Unis en tant qu'institution reste la plus grande menace pour les peuples du monde. Et je ne vois pas pourquoi un socialiste penserait que pour s'opposer à l'interventionnisme étatsunien, il faut fermer les yeux sur l'exploitation et l'oppression capitaliste dans d'autres pays du monde, ou ne pas soutenir ceux qui résistent

à cette exploitation et à cette oppression. Pourquoi la gauche devrait-elle soutenir l'un ou l'autre pays ou bloc capitaliste au lieu d'un internationalisme prolétarien revitalisé basé sur le soutien aux luttes de la classe ouvrière et populaire dans chaque pays et bloc ?

Le nationalisme vise à masquer les intérêts de classe transnationaux et alimente la concurrence entre les classes ouvrières de différents pays. Comme Rosa Luxemburg l'a noté (6) il y a longtemps, il s'agit d'un instrument servant à trahir la classe ouvrière, d'un outil de politique de classe contre-révolutionnaire. L'hyper-nationalisme progresse dans le monde entier – aux États-Unis, en Chine, en Russie, en Inde et en Turquie, par exemple. Il s'accompagne souvent d'une composante ethnique, précisément à un moment où le capitalisme mondial est confronté à une grave crise et où le mécontentement des masses s'accroît. Les socialistes doivent combattre ce nationalisme. Le fascisme est toujours fondé sur un nationalisme militariste et chauvin et constitue une réponse aux crises capitalistes. Nous nous trouvons dans une situation tragique dans le monde entier, où un dégoût populaire pour le statu quo capitaliste mondial et une rébellion de masse d'en bas éclatent partout alors que la gauche socialiste organisée est faible ou inexistante dans de nombreux pays. L'absence d'un message et d'un projet socialistes clairs permet aux populistes autoritaires, aux fascistes et aux bellicistes de manipuler les griefs légitimes des secteurs populaires confrontés au désespoir.

Nous sommes à un moment historique urgent. Le capitalisme mondial traverse une crise structurelle de suraccumulation, une crise politique de légitimité des États, d'hégémonie capitaliste et de conflits internationaux, ainsi qu'une crise environnementale de l'écosystème planétaire. Notre survie ne tient qu'à un fil. Le plus grand danger immédiat auquel nous sommes confrontés, outre l'effondrement de la biosphère, est le fascisme et la troisième guerre mondiale. L'effondrement des ordres hégémoniques au cours des époques précédentes du capitalisme mondial a été marqué par l'instabilité politique, par d'intenses luttes sociales et de classes, par des guerres et des ruptures dans le système international établi. Cette fois-ci, cependant, les enjeux sont plus importants. ■

Le 19 octobre 2023

6. Rosa Luxemburg, *La question nationale et l'autonomie* (1909), Le Temps des Cerises, Paris 2001.

# Erich Wollenberg et la tragédie du prolétariat allemand

Par  
Jean Batou

**E**rich Wollenberg (1892-1973) est un témoin privilégié du tournant le plus tragique de l'histoire du mouvement ouvrier allemand : sa défaite sans combat face à Hitler.

Le compte à rebours final a commencé le 20 juillet 1932 avec la dissolution par décret du gouvernement de l'État libre de Prusse, le plus grand État allemand, présidé par le social-démocrate Otto Braun. L'absence de riposte à ce coup de force orchestré par le chancelier Franz von Papen représente un test grandeur nature. Le SPD a capitulé et les communistes n'ont pas levé le petit doigt.

Hitler comprend que les directions des partis social-démocrate (SPD) et communiste (KPD) ont renoncé à toute résistance sérieuse. Six mois plus tard, le 30 janvier 1933, le président Hindenburg le nomme chancelier. Dans la nuit du 27 au 28 février, le Reichstag est en feu. Les communistes sont abusivement mis en cause. Les libertés constitutionnelles sont suspendues par décret.

L'article que rédige Erich Wollenberg

en août 1934, publié par l'hebdomadaire de l'opposition de gauche allemande en exil, *Unser Wort*, dresse un acte d'accusation contre la politique désastreuse de la direction du Parti communiste allemand, dictée par Staline. En refusant de façon suicidaire une politique de front unique avec la social-démocratie, il a capitulé devant le danger mortel du nazisme.

La biographie d'Erich Wollenberg reste à écrire. Il est le chef de la sécurité du Conseil d'ouvriers et de soldats de Prusse orientale lors de la révolution de novembre 1918, puis le commandant de l'Armée rouge du Nord de la République bavaroise des conseils au printemps 1919. Condamné à deux ans de prison, il s'évade trois fois avant d'être libéré en 1922. En 1923, il dirige l'édition orientale du journal communiste, *die Rote Fahne*, et participe au soulèvement révolutionnaire de 1923.

Dès avril 1924, il se réfugie à Moscou, où il sert comme officier dans l'Armée rouge. Après un bref séjour clandestin en Allemagne, il revient en URSS où il anime le cabinet militaire de l'Institut Marx-Engels, puis enseigne l'histoire du mouvement ouvrier occidental à l'École Lénine internationale.

De retour en Allemagne en 1931 au bénéfice d'une amnistie, il commande l'organisation militaire clandestine du Parti communiste, le Roter Frontkämpferbund, dont il dirige le journal. Lâché par la direction du Parti, il est sévèrement blessé dans une confrontation avec les nazis, en juillet 1932, un événement qu'il rapporte dans son article. Journaliste au *Rote Fahne*, il se montre de plus en plus critique par rapport à la ligne du Parti. D'après Pierre Broué, il serait même alors rentré en contact avec le fils de Trotsky, Léon Sedov, à Berlin.

Convoqué à Moscou, fin 1932, il est exclu du Parti en avril 1933, mais échappe à la répression stalinienne en réussissant à gagner Prague en juillet 1934. Il s'adresse à Trotsky et organise un réseau oppositionnel dans le Parti communiste tchèque. Poursuivi par les agents d'Hitler et de Staline, il est finalement arrêté à Paris par la Gestapo en 1940. Il parvient cependant encore une fois à s'évader et à gagner le Maroc, où il est interné par les autorités de Vichy. Libéré en 1942, il sert dans l'armée américaine puis vit à Paris, à Munich, puis à Hambourg, où il devient écrivain et journaliste. Il meurt à Munich, le 6 novembre 1973. ■

## «Aux membres du KPD ! Aux combattants du Front Rouge ! Aux sans-parti, aux travailleurs communistes oppositionnels !»

Par  
Erich Wollenberg\*

Chers camarades et amis,

Depuis 1918-1919, je lutte au coude à coude avec vous dans les rangs du Parti communiste allemand (KPD) et du Roter Frontkämpferbund (RFB) (2) contre le système capitaliste, contre la République de Weimar et le fascisme, pour la dictature du prolétariat, pour la victoire du socialisme. En avril 1933, la commission internationale de contrôle du Komintern (IKK) m'a exclu du Parti à la demande de Fritz Heckert au motif d'activité oppositionnelle envers la direction et à la politique du KPD.

Vous, mes anciens camarades de lutte, avez le droit d'exiger de moi des explications sur les raisons qui m'ont poussé à me séparer du Parti. Je considère moi-même comme mon plus grand devoir humain et révolutionnaire de vous donner ces explications, de rendre compte devant vous, en toute franchise et sans réserve, de mon activité politique et de mes divergences avec la direction du Parti.

Vous pouvez penser que je le fais un peu tard et que j'ai laissé passer plus d'un an après mon exclusion du Parti. Mais j'ai été retenu à Moscou contre ma volonté, sur ordre de Heckert, Ulbricht, Pieck et des autres dirigeants du KPD dans l'émigration.

\* Jean Batou est professeur d'histoire. Il a exercé à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne en 1998. Il est militant anticapitaliste, féministe et écologiste. Il a traduit et préparé le texte de Erich Wollenberg, publié en août 1934 dans *Unser Wort* juste après son arrivée à Prague en provenance de Moscou. *Unser Wort* succède à *Die permanente Revolution*, interdit par les nazis. C'est le journal de l'Internationale Kommunisten Deutschlands (IKD), section allemande en exil de l'Opposition de gauche internationale, puis de la Ligue communiste internationaliste (LCI). Il paraît à Prague, puis à Paris dès septembre 1933, comme bimensuel d'abord, puis comme hebdomadaire dès janvier 1934, ce que Trotsky salue comme «un réel succès» (*Œuvres*, tome 3, Paris, EDI, 1978, pp. 213-16).

2. L'Union des combattants du Front rouge (RFB) est une organisation militante antifasciste liée au KPD. Créée en 1924 et interdite en 1929, elle poursuit dès lors ses activités dans la clandestinité.

# Histoire

La centrale du KPD m'y avait déjà «transféré à titre punitif» en décembre 1932 pour activité oppositionnelle, bien que j'eusse demandé à plusieurs reprises de façon pressante à rester en Allemagne pour ne pas abandonner mes camarades de lutte communistes à la dictature hitlérienne menaçante.

À Moscou, ma demande répétée de retourner en Allemagne a été abruptement rejetée par la centrale d'émigration du KPD. Tout particulièrement après mon exclusion du Parti, Heckert a essayé par tous les moyens de m'isoler complètement du prolétariat allemand sur le plan politique et de me faire taire en m'offrant un poste de fonctionnaire tranquille et bien payé en province en Russie.

Je ne pouvais pas continuer à assumer mon éloignement de votre lutte héroïque et d'une difficulté sans précédent, ceci pour moi-même, pour vous et pour le prolétariat allemand. J'ai donc quitté l'Union soviétique de ma propre initiative.

J'ai eu besoin de quelques petites semaines pour m'informer en Allemagne et dans les pays voisins de la situation politique du «Troisième Reich» et des courants qui se font jour dans le camp du communisme. Je m'adresse maintenant à vous en vous priant de m'écouter en camarades et d'en tirer les conséquences avec un sens des responsabilités communiste et une fermeté révolutionnaire : *soit contre moi, soit contre la direction et la politique qui, j'en suis convaincu, ont causé la honteuse défaite du prolétariat allemand et qui empêchent aujourd'hui les forces révolutionnaires de se ressouder pour lutter et vaincre le fascisme et l'asservissement capitaliste.* (3)

## Ma trajectoire politique et ma première opposition

Tout d'abord, il me faudra dire quelques mots de mon passé politique.

3. Les passages en italique sont repris de l'original dans l'ensemble du texte.

4. Theodor Leipart est président de la Confédération générale des syndicats allemands (ADGB) depuis 1921.

5. Ernst Thälmann est président du KPD, de 1925 à 1933.

6. Il s'agit d'un référendum pour la dissolution du parlement de Prusse, à majorité sociale-démocrate et centriste, lancé par les Casques d'acier (organisation paramilitaire ultra-conservatrice d'anciens combattants et de membres des corps francs) et soutenue par le Parti nazi et le Parti communiste. Il échoue, le 9 août 1931.

7. Le 24 août 1930, le comité central du KPD publiait la «déclaration de programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand», où les sociaux-démocrates allemands sont entre autres dénoncés comme des «agents volontaires des impérialistes français et polonais» (sic!).

Septembre 1918, adhésion à l'USPD à Königsberg, comme lieutenant et blessé de guerre. Participation à la Révolution de novembre dans les rangs de la Ligue Spartacus. Avril 1919, direction d'une partie de l'Armée rouge en Bavière. Mai 1919 - mars 1922, prison et forteresse avec de brèves interruptions, suite à trois évasions réussies. 1922, rédacteur à la *Rote Fahne* de Berlin et de Königsberg. 1923, dans l'illégalité, participation aux combats de la Ruhr, puis dirigeant politico-militaire dans le sud-ouest de l'Allemagne. 1924, menacé d'une condamnation à mort, envoyé comme émigré politique en Russie, où je suis resté jusqu'au printemps 1931, avec une seule interruption (un an de travail illégal en Allemagne).

Mars 1931, retour en Allemagne à la faveur de ladite «amnistie pour crimes de sang». Jusque-là, informé de façon unilatérale par la presse du Parti communiste et les rapports du Comité central du KPD au Komintern, je pensais que, dans les grandes lignes, le Parti communiste, sa direction et sa politique étaient sains.

Lors d'un bref séjour à Königsberg, j'avais pu constater que la direction du Parti était un appareil sclérosé et qu'elle n'avait pas de contact vivant avec les cadres du parti et les larges masses travailleuses. De nombreux travailleurs communistes et les combattants du Front rouge de la ville m'ont demandé de faire pression sur le Comité central pour qu'il remédie à cette situation.

À Berlin, un camarade de premier plan m'a assuré que la centrale était au courant des «conditions de travail malsaines» en Prusse orientale et qu'elle allait bientôt prendre des mesures. Pour autant, bien entendu, rien n'a été fait.

En tant que membre de la direction fédérale du RFB illégal et rédacteur en chef du *Roter Front*, j'ai eu l'occasion de connaître la plupart des grandes organisations régionales du KPD et des Unions régionales du RFB à l'occasion de fréquents voyages pour donner des instructions, de réunions publiques de masse et de conférences illégales, de cours de formation, d'excursions, etc. Là, j'ai dû constater que les symptômes du mal que j'avais observés en Prusse orientale au sein du Parti (crise de confiance, bureaucratisation de l'appareil, etc.), se retrouvaient partout. Si j'avais cru au début que le mauvais choix de quelques responsables d'un district (la Prusse orientale) était responsable du climat malsain qui régnait là-bas dans l'organisation du

Parti, je me suis rendu compte de plus en plus clairement que la politique du Parti était erronée sur toute une série de questions centrales et que la direction de l'ensemble du parti était rongée par le bureaucratisme et l'opportunisme.

Les principales causes des symptômes du mal me semblaient être les suivantes :

## 1. Bureaucratisation de la vie du parti

Les révolutionnaires professionnels étaient remplacés par des fonctionnaires du Parti bien payés qui n'avaient plus aucun lien vivant avec les «simples» membres et les masses ouvrières laissées-pour-compte. Un byzantinisme écœurant régnait au sein de la direction du Parti (autocongratulation). À l'intérieur et à l'extérieur du Parti, en particulier dans la confrontation avec les ouvriers révolutionnaires critiques et oppositionnels, *les méthodes de persuasion de Lénine avaient été remplacées par la matraque de Staline.*

## 2. Politique erronée à l'égard de la social-démocratie et des nazis

Le slogan du «social-fascisme» n'a pas seulement masqué aux masses le danger du véritable fascisme, du fascisme hitlérien, il a aussi largement contribué à renforcer et à réhausser la muraille de Chine que les dirigeants du SPD avaient érigée entre les ouvriers communistes et sociaux-démocrates. La politique syndicale de la centrale, avec l'Opposition syndicale révolutionnaire (RGO), a complètement éliminé l'influence des révolutionnaires au sein des syndicats réformistes et les plus grandes organisations de masse du prolétariat allemand ont été entièrement abandonnées aux Leipart (4) et à leurs semblables. L'orientation selon laquelle «*le SPD était l'ennemi principal*» ou que «*la lutte principale devait être dirigée contre le SPD*», avait si bien vidé le cerveau des dirigeants du KPD qu'ils ignoraient et niaient la progression du fascisme hitlérien. En février 1932, par exemple, le camarade Thälmann (5), lors de la session plénière du Comité central du KPD, déclarait que «*rien ne serait plus fatal qu'une surestimation opportuniste du fascisme hitlérien*». Cette évaluation politique erronée des forces de classe empêchait nécessairement tout progrès vers un véritable front unique antifasciste, qui devait naturellement viser principalement les nazis.

Comment le KPD pouvait-il gagner des ouvriers sociaux-démocrates au front unique en déclarant *«il faut d'abord vaincre la SPD, ensuite seulement on pourra battre les nazis»* ? Les bureaucrates du Parti n'ont pas compris que, au contraire, le SPD ne pouvait être battu que si nous battions les nazis «d'abord» et sans fléchir, afin que les ouvriers sociaux-démocrates, «jusqu'au dernier d'entre eux», reconnaissent que, par nos actes, nous, les communistes, étions les meilleurs combattants contre le fascisme. La participation au «référendum» fasciste, que nous avons désigné sous le nom de *«Référendum rouge»*, a contribué de manière extraordinaire à la confusion de la classe ouvrière et apporté de l'eau au moulin des nazis (6), de même que lorsque nous avons cru combattre le fascisme en nous comportant de manière encore plus nationaliste que les nazis (*Programme de «libération nationale»* (7), etc.).

### 3. Embourgeoisement parlementaire du parti

L'opportunisme parlementaire le plus superficiel supplantait de plus en plus la politique communiste, révolutionnaire, visant à gagner les masses pour conquérir le pouvoir. La bureaucratie du parti, sous le slogan de la lutte contre la terreur individuelle, menait en réalité une lutte contre la capacité de défense du prolétariat. La direction du Parti dénonçait publiquement comme «terreur individuelle» toute lutte défensive des ouvriers, voire la simple possession d'armes ou la préparation d'explosifs pour des combats révolutionnaires futurs. En réalité, parmi les ouvriers communistes, généralement conscients de l'importance de la lutte révolutionnaire de masse, il n'y avait pas de tendances sérieuses à la terreur individuelle, mais une volonté très sérieuse de lutter réellement contre le fascisme.

Dans la bureaucratie du Parti, cette volonté ne se manifestait que par une phraséologie radicale. *Des préparatifs adéquats en vue de l'illégalité n'avaient*

*même pas été entrepris, de sorte que, par exemple, le principal dirigeant du Parti, le camarade Thälmann, s'était contenté d'une résidence «illégal», utilisée depuis dix ans déjà à de telles fins et donc connue depuis longtemps, non seulement d'une grande partie des permanents actuels et des ex-permanents du Parti, mais aussi de la police.* La situation était encore pire pour ce qui était des préparatifs de l'illégalité pour l'ensemble du Parti. Ses organes moyens et inférieurs, en raison du slogan selon lequel «le fascisme était déjà là depuis longtemps», que le fascisme hitlérien n'était pas pire que le «fascisme de Severing» (8) ou le «fascisme de Brüning» (9), n'avaient absolument aucune idée de l'ampleur de la terreur sous le véritable fascisme, celui de Hitler. La bureaucratie du parti évaluait tout sous l'angle de la captation et du comptage des suffrages parlementaires.

Elle était aussi éloignée de la pensée révolutionnaire et de prise du pouvoir que de la reconnaissance des souffrances que le fascisme impose à la classe ouvrière. En revanche, la centrale, satisfaite d'elle-même, célébrait une *«victoire électorale»* après l'autre. Elle comptait les bulletins de vote du KPD, les comparait triomphalement aux bulletins de vote du SPD et se cachait la tête dans le sable comme une autruche devant les bulletins de vote des nazis.

C'est ainsi que le Parti communiste allemand a pu, sous une direction bureaucratique et parlementaire et avec une politique erronée et non léniniste, célébrer une «victoire parlementaire» après l'autre, tandis que les nazis préparaient leurs forces pour l'assaut – et la centrale des fonctionnaires émigrés du KPD continue sans relâche ce jeu absurde, comme si la victoire d'Hitler, l'assassinat de milliers des meilleurs combattants révolutionnaires, les camps de concentration, l'écrasement du Parti, l'anéantissement des syndicats, les camps du service du travail obligatoire, etc., n'existaient pas.

Ce que Marx et Engels disaient, après la défaite de la révolution de 1848-1849, des dirigeants de ce grand mouvement,

s'applique parfaitement aux bureaucrates du KPD: *«Ce sont les mêmes gens qui, sous prétexte d'une activité sans répit, non seulement ne font rien eux-mêmes, mais cherchent encore à empêcher que quelque chose soit fait en général, sauf le verbiage; les mêmes gens qui, [...] par leur crainte d'accomplir un acte quelconque entravaient le mouvement à chaque pas et l'ont amené à la fin à la défaite; les mêmes gens qui voient bien la réaction [le fascisme, E. W.] et s'étonnent énormément de s'apercevoir qu'ils sont dans une impasse où ni la résistance ni la fuite ne sont guère possibles».* (10)

La politique erronée et la pétrification bureaucratique de la direction du KPD avaient poursuivi l'œuvre de trahison de la classe ouvrière menée par la direction du SPD et conduit le prolétariat allemand dans une telle impasse, durant l'hiver 1932-1933, que ni résistance ni fuite n'étaient possibles. Hitler avait la partie facile.

Camarades!

Ce sont les principaux désaccords politiques qui ont motivé mes critiques, puis ma lutte oppositionnelle contre la direction du KPD.

À l'aide de quelques exemples concrets, je voudrais encore vous décrire mes confrontations avec la direction du parti et les événements qui ont conduit à mon exclusion.

### Le RFB et la direction du parti

J'ai eu mes premières divergences en tant que membre de la direction fédérale du RFB. Le développement sain du RFB en une véritable organisation de défense prolétarienne a été empêché par l'attitude ambiguë de la direction du Parti. En 1929, la centrale n'avait pas seulement saboté les luttes de mai (11), elle avait même poussé un soupir de soulagement lorsque Severing avait interdit le RFB. La centrale voulait profiter de l'occasion pour

8. Carl Severing, membre du SPD, ministre de l'Intérieur de l'État libre de Prusse de 1920 à 1926 et de 1930 à 1932, mais aussi ministre allemand de l'Intérieur, de 1928 à 1930.

9. Heinrich Brüning, membre du Zentrum, chancelier d'Allemagne du 30 mars 1930 au 30 mai 1932. Il gouverne essentiellement par décret en contournant le parlement.

10. Marx et Engels, «Le manifeste des trois de Zurich» (3<sup>e</sup> partie de la lettre circulaire à Bebel, Liebknecht, Bracke et autres, des 17-18 septembre 1879), in : Marx et Engels, *Œuvres choisies*, tome 3, p. 94. Erich Wollenberg ne cite pas l'original allemand de façon tout à fait exacte, mais nous en avons repris la traduction française.

11. Allusion à la répression sanglante des manifestations de rue du 1<sup>er</sup> Mai, interdites par la police de Berlin sous le contrôle du SPD, qui avait fait 33 morts.



Boycott -- das ist unsere Antwort auf Hitlers "Wahlfreiheit" !

"NOTRE PAROLE" Journal hebdomadaire Paris, 4. Augustwoche 1934

Unser Wort

Wochenzeitung der Internationalen Kommunisten Deutschlands

Jahrgang 2 Paris, 4. Augustwoche 1934 Nummer: 30 (45)

Aktive Einheitsfront oder Liquidatorium?

Die deutsche Arbeiterbewegung... Die Einheitsfront... Die Liquidation...

Erich Wolfenbergs An die Mitglieder der KPD

Die Einheitsfront... Die Liquidation... Die KPD...

MINNEAPOLIS

Die Arbeiterbewegung... Die Einheitsfront... Die Liquidation... Die KPD...

lorsque quelques membres du Rote Jungfront (13) se sont laissés entraîner dans des actions de fermeture inutiles (14) -- conséquence de l'inaction à laquelle les condamne la politique du parti -- la centrale a ordonné de désarmer l'ensemble du Rote Jungfront. Après de longues négociations, cet ordre ne fut certes pas annulé, mais il ne fut pas non plus exécuté.

Toutes les tentatives pour améliorer la formation politique et technique des camarades du RFB échouèrent face à la résistance de la centrale, qui prit prétexte de mon arrestation, en novembre 1931, et de l'ouverture d'une procédure de haute trahison contre moi pour «poursuite des activités du RFB» pour m'éloigner de la direction fédérale après la levée de ma détention préventive (en mars 1932) et m'affecter comme rédacteur politique à la Rote Fahne.

La direction du sous-district de Wedding a saboté la décision et, lorsqu'elle a finalement organisé la réunion dans la salle Pharus, à la mi-juin 1932, elle a si mal préparé les choses que seuls 300 à 400 camarades étaient présents au début de la réunion, dont 50 hommes chargés de la protection de la salle, tandis que 400 hommes des SA se trouvaient dans la cour, auxquels la direction du sous-district voulait interdire l'entrée avec l'aide de la police. Elle n'avait laissé entrer dans la salle que l'intervenant nazi avec deux SS (16) comme protection. Comme il ne s'agissait pas de «convaincre» trois fonctionnaires nazis endurcis, j'ai laissé entrer les 400 prolétaires SA dans la salle, malgré les protestations de la direction de l'assemblée. La soirée de discussion s'est déroulée avec succès, sans perturbations sérieuses, et la décision a été prise à l'unanimité de discuter à fond de la question la plus importante pour les prolétaires SA, «le NSDAP et le monde du travail», lors d'une nouvelle assemblée du KPD.

Comme la direction «oubliait» de poursuivre la campagne, Goebbels passa à la contre-attaque et organisa une réunion, le 2 juillet, dans la salle Pharus, pour laquelle un certain nombre de SS furent mobilisés en raison de l'attitude chancelante des SA de Wedding.

Walter Ulbricht me donna l'ordre de prendre la parole à cette réunion en tant que conférencier. J'acceptai avec plaisir, mais j'exigeai qu'une protection suffisante soit accordée aux orateurs. Le secrétaire de la direction du sous-district de Wedding m'expliqua que ce n'était pas possible dans le court laps de temps imparti (il n'était qu'une heure de l'après-midi!), qu'il ne pouvait rien faire d'autre que d'appeler les cellules du parti à manifester à 20h30 dans la Müllerstrasse (le rassemblement nazi était prévu à 19h30). Cela revenait à laisser l'orateur communiste sans protection et à envoyer les ouvriers communistes sous les matraques en caoutchouc de la police de Severing, dans la Müllerstrasse (17), ce qui n'avait aucun sens. Ma protestation auprès d'Ulbricht n'a eu aucun succès; il m'a expliqué que les préparatifs effectués par la direction du sous-district de Wedding étaient tout à fait suffisants et que je n'avais pas le droit de rassembler moi-même une équipe dans le Wedding ou dans un autre sous-district pour protéger l'orateur.

Je me suis donc rendu seul à la réunion nazie, où plus de 800 SA et SS étaient présents. On ne m'a pas laissé parler, malgré les assurances données au début. Dans son

liquider complètement le RFB en lançant le mot d'ordre suivant : «Les camarades du RFB entrent tous dans le parti!». Ce n'est que lorsque la liquidation du RFB a échoué en raison de la résistance de ses combattants que la centrale a donné l'autorisation de maintenir illégalement cette organisation.

Le comportement de la direction du Parti pendant et après les combats de mai 1929 explique que certains prolétaires mal formés du RFB aient été victimes de la démagogie nazie et soient passés à la SA (12). La petite guerre menée par la direction du Parti contre l'activisme du RFB a pris les formes les plus diverses. Par exemple, 12. SA est l'abréviation de Sturmabteilung ou Section d'assaut, organisation paramilitaire du Parti nazi fondée en 1920.

- 13. Le Rote Jungfront (Front de la jeunesse rouge) était l'organisation de jeunesse du RFB.
14. Allusion probable à la campagne pour la fermeture des tavernes contrôlées par les nazis dans les quartiers populaires de Berlin, en particulier en septembre-octobre 1931, dans laquelle la Jeunesse communiste joue un rôle de premier plan (cf. Eve Rosenhaft, Beating the Fascists, Londres, etc., Cambridge U. P., 1983).
15. La salle Pharus (en réalité les salles Pharus, parce qu'il y avait plusieurs salles dans le même immeuble) était située dans le quartier ouvrier de Wedding à Berlin. Elle était «le domaine incontesté du KPD» (Joseph Goebbels, Combat pour Berlin, 1931).
16. La SS ou Schutzstaffel (escadron de protection) a été créée en avril 1925, initialement comme troupe de protection de Hitler.
17. La Müllerstrasse est la rue qui donne accès à la salle Pharus, dans le quartier de Wedding à Berlin.

Le parti et le rassemblement nazi dans la salle Pharus-Berlin (15)

Au sein de la rédaction du Rote Fahne, les frictions étaient permanentes, notamment avec le secrétaire de district du KPD et membre de la direction centrale restreinte Walter Ulbricht, qui se laissait encenser comme le «leader historique du prolétariat berlinois». Ulbricht ne s'intéressait qu'à la lutte contre les «sociaux-fascistes» et s'opposait donc à la mise en œuvre d'un large combat idéologique de masse contre les nazis.

J'avais pris contact avec de nombreux prolétaires SA dans le Wedding et j'avais obtenu d'eux l'assurance qu'ils se rendraient à une réunion du KPD avec un co-orateur nazi (une heure de temps de parole) et qu'ils ne tenteraient pas de perturber la réunion.

Le secrétaire adjoint de district -- un brave camarade révolutionnaire qui se trouve aujourd'hui entre les mains des bourreaux fascistes -- a profité de l'absence temporaire d'Ulbricht pour ordonner à la direction du sous-district de Wedding de lancer une campagne de masse pour gagner les partisans nazis induits en erreur en organisant une telle réunion de discussion.

discours de clôture, par des mensonges éhontés, l'orateur nazi a provoqué une atmosphère de pogrom contre moi. À la sortie, les SS m'ont attendu, m'ont assommé, m'ont volé ma serviette et m'ont frappé à coups de couteau, de matraque et de talon. Gravement blessé à la tête et au visage, j'ai été transporté à l'hôpital par des camarades du RFB, à moitié inconscient, où l'on a constaté entre autres une commotion cérébrale.

Ulbricht a répondu à ma protestation contre le comportement criminel de la direction du sous-district de Wedding par une procédure du Parti contre moi ! J'aurais porté atteinte à l'autorité du Parti de deux manières : en critiquant la direction du sous-district et donc indirectement «le chef du prolétariat berlinois, le camarade Walter Ulbricht lui-même» ; et en me faisant battre par des nazis, moi, un responsable du KPD, dans le «Wedding rouge», ce qui ne pouvait avoir qu'un mauvais effet sur les ouvriers. Lorsque j'avais vu que j'étais seul, je n'aurais tout simplement pas dû aller dans la salle Pharus, en dépit de l'ordre de la centrale.

Pendant ce temps, Goebbels avait fait glisser des «plans d'assassinat communistes» dans ma serviette volée et, avec son «agression», il initia une violente campagne d'assassinat et de pogrom contre moi. Cela a conduit à mon arrestation temporaire. Le soir où j'ai été libéré de la préfecture de police, je me suis retrouvé devant le tribunal du Parti qui m'a réprimandé «pour mon comportement indiscipliné» (critique de la direction du sous-district et d'Ulbricht) et m'a interdit de poursuivre mes activités politiques dans le Wedding.

## Les dirigeants historiques du KPD le 20 juillet

Le 20 juillet 1932, la centrale du KPD publiait un large appel contre la «terreur individuelle» dans la *Rote Fahne*. Il contient ce que les bureaucrates du Parti ont écrit de plus éhonté sous ce masque, en réalité contre la capacité de défense du prolétariat.

La centrale avait reçu des informations sur la décision imminente de von Papen (18). Dans sa peur mortelle de l'activité des ouvriers, d'une lutte défensive du prolétariat, dans l'article de la *Rote Fahne*, la centrale stigmatisait toute possession d'armes comme «terreur individuelle» et menaçait les contrevenants «d'exclusion immédiate du parti». Les dirigeants du KPD n'avaient pas d'autres soucis à la veille du 20 juillet. Ils quittèrent Berlin. Thälmann

se rendit à Leipzig et Wilhelm Pieck monta tranquillement dans le train pour Brunswick, le 20 juillet au matin, après avoir acheté à la gare le journal annonçant la destitution de Severing, etc. Walter Ulbricht, le «leader du prolétariat berlinois» ne s'occupait pas des ouvriers berlinois, mais dirigeait depuis sa résidence clandestine le déménagement des dossiers poussiéreux et de tous les beaux appels à voter qui étaient évacués de la Karl Liebknechtshaus par camion.

Pendant ce temps, plus d'un million d'ouvriers berlinois se retrouvaient sans chef dans les rues. Le front unique entre le Rot Front et la Reichsbanner était établi «en bas», c'est-à-dire parmi les masses ouvrières (19). Des éléments de la Schupo fraternisaient avec les ouvriers, d'autres étaient complètement désemparés et incapables d'agir.

Le 20 juillet, le prolétariat allemand tenait encore une fois le gouvernail de l'histoire entre ses mains. Il a laissé passer cette brillante occasion en raison de la trahison ouverte de la direction du SPD et de l'échec catastrophique de la direction du KPD. Le 20 juillet fut un jour décisif dans la lutte entre la révolution et la contre-révolution en Allemagne. Le 30 janvier 1933, Hitler a récolté facilement ce que Franz von Papen (20) avait pu semer sans ambages le 20 juillet.

Après la victoire d'Hitler, Fritz Heckert (21) s'est moqué à Moscou de ces «petits-bourgeois du Parti» qui «avaient perdu la tête à cause du 20 juillet». Ce n'est pas nous qui, le 20 juillet et depuis lors, tempêtons contre la direction et la politique du KPD, qui avions «perdu la tête», mais le 20 juillet avait montré que la révolution allemande était «sans tête», que le prolétariat allemand, sans direction révolutionnaire, courait à la catastrophe.

## Deux expressions à retenir

La réponse qui m'a été donnée, le 20 juillet, par l'un des fonctionnaires de Wedding sur la situation dans laquelle se trouvait le Parti, est caractéristique de l'effondrement du parti de Liebknecht : «Pour nous, cela va tout à fait bien. J'ai convoqué les secrétaires de cellule et les responsables de l'agit-prop et leur ai expliqué que tout restait comme avant, que Severing restait l'ennemi principal. Ils l'ont compris. Ainsi, chez nous, il n'y a aucun risque de s'écarter de la ligne du parti».

«Aucun risque de déviation» par rapport à la ligne du Parti qui voyait dans le SPD «l'ennemi principal» contre lequel le «principal coup» devait être porté – voilà ce qui était

également décisif, le 20 juillet, pour les petits et grands fonctionnaires du parti. Lorsqu'en avril 1933, à Moscou, j'ai cité les paroles du fonctionnaire de Wedding lors de ma procédure d'exclusion devant la «plus haute instance du parti», Heckert s'est exclamé sous les applaudissements des autres membres de la Commission de contrôle de l'Internationale communiste : «Cet homme avait absolument raison. Severing était alors, même le 20 juillet, l'ennemi principal. Que Severing soit chassé par nous ou par von Papen, c'était la même chose. Dans les deux cas, cela représentait une victoire des ouvriers».

Depuis le 20 juillet, j'aurais considéré comme un crime de continuer à me taire. Il n'y avait pas de groupe au sein de la centrale qui puisse constituer un noyau sain pour la création d'un nouveau, d'un véritable parti communiste. Le groupe d'opposition de l'époque, Neumann-Remmele (22), était compromis par le passé politique de ses dirigeants. Il comprenait, outre de brillants révolutionnaires comme Eugen Schönhaar (23), assassiné par Göring, un Willi Münzenberg (24) dont l'affairisme n'a d'égal que son manque de caractère politique. La critique que la fraction Neumann-Remmele adressait à la politique de la centrale était en partie tout à fait juste, en partie totalement erronée. La fraction n'avait pas de programme, et elle a dû se désintégrer lamentablement lorsque la centrale a fait monter les enchères.

Le point de cristallisation du nouveau parti communiste luttant dans l'esprit

18. Il est question ici de la destitution par décret présidentiel, sur décision du chancelier Franz von Papen, le 20 juillet 1932, du gouvernement de l'État libre de Prusse, mis dès lors sous tutelle du gouvernement du Reich. La Prusse est alors le plus grand État allemand, présidé par le social-démocrate Otto Braun. L'absence de réponse du mouvement ouvrier à ce coup d'État constitutionnel est généralement considérée comme l'événement majeur qui ouvre la voie à la prise du pouvoir par les nazis.

19. «Rot Front» renvoie ici au RFB. La «Reichsbanner» est une organisation militante républicaine des partis et syndicats qui soutiennent la République de Weimar, formée en partie d'anciens combattants à l'initiative de la social-démocratie.

20. Franz von Papen est un politicien monarchiste, exclu du Zentrum pour avoir provoqué la chute du gouvernement Brüning, le 30 mai 1932. Il est chancelier du Reich, du 1<sup>er</sup> juin au 3 décembre 1932.

21. Fritz Heckert est membre du bureau politique du KPD et responsable des questions syndicales, il est aussi député au Reichstag et délégué au Comité exécutif de l'Internationale communiste.

22. Heinz Neumann et Hermann Remmele jouent un rôle important dans la soumission de la direction du KPD à Staline. À partir de 1931, ils développent cependant des divergences avec l'orientation du Parti, à laquelle ils reprochent de sous-estimer le danger nazi.

## Histoire

de Lénine et de Liebknecht ne pouvait reposer, au sein du KPD, que sur les ouvriers révolutionnaires.

Cette constatation m'a incité à rompre la discipline du parti après le 20 juillet et à nouer des liens d'opposition avec des fonctionnaires du parti et du RFB de niveau moyen et inférieur, ainsi qu'avec des membres «ordinaires».

### Comment les «leaders historiques» ont vu venir Hitler...

La centrale m'a donné l'ordre de partir pour Moscou après avoir constaté que la faim (j'avais été licencié sans préavis, après le 20 juillet, malgré ma maladie et mon illégalité) ne pouvait pas m'abattre. Suite à des demandes répétées de pouvoir rester en Allemagne, j'ai fait traîner mon départ pour Moscou d'octobre à décembre 1932. Finalement, je me suis rendu à Moscou avec l'accord de mes amis politiques. Mon intention était d'informer mes camarades sur place de la situation réelle en Allemagne, puis de rentrer en Allemagne au plus tard deux ou trois mois après, en supposant que Hitler ne serait pas encore arrivé au pouvoir d'ici là.

L'exigence de mon voyage à Moscou était un leurre : je prêchais devant des oreilles sourdes. «L'Allemagne n'est pas l'Italie», me disait-on. «Hitler ne pourrait pas arriver au pouvoir tout seul», affirmait-on en se référant au fameux mot selon lequel le SPD et les nazis sont des «jumeaux»; «le fascisme était un bloc informe de ces deux organisations (SPD et NSDAP)»; et «la bourgeoisie ne pourrait pas se maintenir aux commandes sans ce bloc [du SPD et du NSDAP, E.W.]» (Staline, cité par *Die Internationale*, février 1932, p. 68).

Le 30 janvier 1933 dans la soirée, arriva un télégramme chiffré de la centrale du KPD informant le Komintern qu'elle avait reçu «de source absolument sûre l'information selon laquelle un gouvernement

*hitlérien n'entrerait pas en ligne de compte dans un avenir prévisible».*

Le lendemain, les faux prophètes de la centrale du KPD et du Komintern avaient une nouvelle recette. Désormais, l'instauration du gouvernement hitlérien n'était qu'un «*signe de la montée révolutionnaire du prolétariat et de la faiblesse de la bourgeoisie*». Fin février, quelques jours avant la provocation de l'incendie du Reichstag, Fritz Heckert célébrait au comité du Parti de Moscou la «*formidable avancée communiste en Allemagne*», constatait que «*les nazis n'avaient pas de base sociale*» (!), que «*le gouvernement hitlérien était sur le point de s'effondrer*», etc. Triomphant, il se référait à Frick (25) qui avait déclaré devant des représentants de la presse qu'«*un parti aussi puissant que le parti communiste ne pouvait pas être interdit, mais seulement combattu idéologiquement*». Lui, et avec lui toute la centrale, ils prenaient pour argent comptant la ruse de guerre des nazis et aidaient ainsi les Hitler, Göring, Frick à endormir la vigilance du prolétariat allemand.

### Les méthodes de Heckert pour exclure

Heckert ayant été approuvé sans discussion, ce n'est que le lendemain que j'avais pu expliquer à des camarades dirigeants de la section allemande du Komintern que «le discours de Heckert, une moquerie éhontée à l'égard des prolétaires allemands, le ferait descendre de l'estrade s'il osait parler de la même manière en Allemagne». C'est maintenant un certain Karl Schmid qui a reçu mission de fournir des «preuves» de mon activité fractionnelle. Il n'a pas réussi à présenter des faits et a donc inventé des «*déclarations fractionnelles hostiles au parti*» de ma part. Heckert a dès lors demandé l'ouverture d'une procédure du Parti contre moi. Le 7 avril 1933, la Commission internationale de contrôle (IKK) m'a exclu du parti pour «*lutte contre le KPD, opinions hostiles au Parti et calomnies contre la direction du Parti en tant qu'agent objectif de l'ennemi de classe*». Pour justifier mon exclusion, l'IKK a invoqué, outre le «dossier Karl Schmidt» mensonger, les faits suivants : ma critique de la direction du sous-district de Wedding et du discours de Moscou de Heckert, ainsi que ma contribution à une lettre de février 1933, par laquelle Karl Friedberg, un vieux spartakiste, attirait l'attention de Staline sur le pourrissement de la direction du Parti, sur la politique désastreuse du KPD et sur la catastrophe imminente, demandant au diri-

geant du Komintern d'intervenir, au moins en dernière minute, pour infléchir le cours des événements allemands en provoquant un changement à la direction du KPD et un revirement de sa politique.

### Camarades et amis !

La centrale des fonctionnaires émigrés du KPD voulait me séparer définitivement de vous, de votre lutte pour le socialisme en m'excluant du Parti. Mais en réalité, mon chemin s'est séparé du Parti du 20 juillet et du 30 janvier, du Parti qui mène le prolétariat allemand de catastrophe en catastrophe, parce que je ne voulais pas me séparer de vous, de votre lutte pour le socialisme. La victoire de Hitler a mis à nu la force du réformisme et du centrisme dans le mouvement ouvrier allemand et ceci dans des proportions effrayantes. Elle a montré que non seulement le SPD, mais aussi le KPD, étaient devenus des partis réformistes et centristes. Ce que le plus grand stratège de la révolution prolétarienne, Friedrich Engels, a enseigné, s'applique à la direction du KPD : «*Celui qui en temps de révolution commande une position décisive et la livre, au lieu de forcer l'ennemi d'en tenter l'assaut, mérite, sans exception, qu'on le traite de traître*». (26) Les responsables du KPD ont livré sans combat toutes les positions décisives du prolétariat allemand à ses pires ennemis, les fascistes. Ils doivent être traités comme des *traîtres*, selon les mots d'Engels.

La principale leçon politique et organisationnelle que le prolétariat allemand doit tirer de la victoire hitlérienne et de l'effondrement du fier mouvement ouvrier est la suivante :

*La condition préalable à la libération de la classe ouvrière du fascisme et du joug du capital est sa libération de la politique de banqueroute d'une direction faillie, incompétente et autocratique.*

Mais ce n'est que la première étape. Le prolétariat allemand ne peut vaincre que s'il forge un véritable parti *bolchevique* dans la lutte contre le fascisme et l'asservissement au capital, dans la lutte contre l'ennemi intérieur de la classe ouvrière, le réformisme et le centrisme.

En avant vers le Nouveau Parti Communiste !

En avant vers la IV<sup>e</sup> Internationale communiste !

La tête haute ! Regardons devant nous ! L'avenir nous appartient ! ■

1<sup>er</sup> août 1934

23. Karl Eugen Schönhaar est arrêté à l'automne 1933 et abattu par la Gestapo, le 1<sup>er</sup> février 1933, lors d'une prétendue «tentative d'évasion».

24. Willi Münzenberg a été membre de la Ligue spartakiste, puis du KPD, dont il est élu membre du comité central en 1924. Il anime l'Internationale communiste de la jeunesse avant de devenir l'un des principaux propagandistes du Komintern.

25. Wilhelm Frick est ministre de l'Intérieur du Troisième Reich, depuis le 30 janvier 1933.

26. Friedrich Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, 1851-52, chap. XIII. Erich Wollenberg ne cite pas l'original allemand de façon tout à fait exacte, mais nous en avons repris la traduction française.

# Débats du Comité international

Par  
Antoine Larrache  
et Léon Crémieux\*

La réunion du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est tenue du 21 au 25 octobre. Elle a rassemblé plus de 80 camarades de plus de 30 pays des différents continents. C'était la première réunion en présence physique depuis l'épidémie de Covid. Les deux dernières années, les réunions avaient eu lieu en visioconférence, ce qui avait permis de rassembler un très grand nombre de camarades, puisqu'il n'y avait pas l'obstacle des visas et des coûts de transport, mais il faut reconnaître que les réunions physiques sont d'une qualité humaine et politique bien supérieure. Nous avons pu accueillir de nouvelles organisations observatrices, du Brésil, d'Irlande, des États-Unis. Une vingtaine d'organisations n'ont pas pu participer, notamment en raison des politiques de restriction de visas.

La réunion s'est tenue dans le contexte d'une situation internationale particulièrement complexe, celle d'une crise multidimensionnelle dont les guerres en Ukraine et en Palestine, mais aussi au Myanmar et les situations aux Philippines, en Indonésie, en Inde, moins connues en Europe, montrent l'ampleur de la violence.

Mais la rencontre de militant·es de tant de pays qui mènent les batailles pour un autre monde, discutant des moyens de faire évoluer le rapport de forces, produit des dynamiques humaines et militantes qui permettent d'envisager une contre-offensive.

La discussion a été structurée par quatre grands débats, dans la perspective du congrès mondial qui doit avoir lieu en 2025. Le premier concernait le manifeste écosocialiste qui propose un programme révolutionnaire adapté à la période actuelle, le second l'analyse de la situation mondiale, le troisième la construction des mouvements de masse et le quatrième les tâches de construction de l'Internationale.

## Vers un programme actualisé pour le renversement du capitalisme

La réunion a débuté par une discussion concernant la préparation d'un

manifeste écosocialiste de la IV<sup>e</sup> Internationale que nous souhaitons adopter lors du prochain congrès. Il s'agit, à partir de l'analyse de la situation mondiale, de formuler des perspectives révolutionnaires adaptées à la période. Le texte est un outil pour discuter au sein de l'Internationale, entre ses sections mais aussi à l'intérieur de chaque section, puis de se tourner vers l'extérieur, de redonner de la force à un projet alternatif au capitalisme. En effet, malgré la crise profonde et multidimensionnelle du système, malgré les grandes mobilisations qui existent dans le monde, il n'y a pas aujourd'hui d'alternative positive, de projet qui rassemble le prolétariat. Nous voulons contribuer à reconstruire une telle perspective, en donnant des éléments sur la société que nous voulons.

Le manifeste rappelle la démarche transitoire qui a prévalu dans notre tradition, faisant le lien entre d'un côté les revendications immédiates, les préoccupations des masses, et de l'autre la remise en cause du capitalisme, de la propriété privée des moyens de production et de l'État, par le biais d'une série de mots d'ordre, de projets concrets qui tracent la voie vers une autre société. Pour chaque élément, il s'agit de réfléchir à une démarche permettant la mobilisation, l'auto-activité du prolétariat, son émancipation, une démarche de réappropriation sur le plan politique et culturel autant que matérielle.

C'est le cas pour ce qui concerne les mots d'ordre sociaux, des salaires à la protection sociale, et dans tous les domaines.

Le document en cours de rédaction a détaillé les mots d'ordre concernant la nécessité d'un programme mondial de décroissance juste, écosocialiste, la réorganisation du travail et de la production, l'égalité ; un programme de développement anti-impérialiste dans les pays dominés ; ainsi qu'une actualisation de la stratégie de prise du pouvoir, faisant le lien entre les résistances sociales, les expériences alternatives à Mindanao, au Rojava, au Chiapas, et la nécessité d'une stratégie de renversement de l'ordre établi, d'une prise du pouvoir par le prolétariat, basée sur l'auto-organisation,

l'auto-émancipation comme but mais aussi comme stratégie pour permettre les changements sociaux.

## Une situation de crise profonde du système

Après une journée de réunions continues et l'habituelle réunion non mixte des femmes, la plénière a redémarré avec un échange liant les différents éléments de la situation : pandémie et crise écologique, crise économique et ses conséquences sur les luttes sociales, montée de l'extrême droite et des courants néofascistes ou ultra-autoritaires dans différents pays, et bien sûr les guerres. La montée de l'autoritarisme est analysée dans ce cadre : *« les fractions de la bourgeoisie du monde entier ont émergé et se sont développées pour soutenir le néofascisme en tant que solution politico-idéologique capable de durcir les régimes, de contrôler les mouvements de masse d'une main de fer, d'imposer des ajustements brutaux et des dépossessions afin de récupérer le taux de profit. »* Tandis que la crise économique constitue potentiellement les prémices de nouvelles crises de paiement de la dette au niveau régional, voire mondial, avec les conséquences que cela aurait sur les classes populaires.

Les guerres actuelles sont un signe de la *« reconfiguration de l'ordre géopolitique mondial »* en cours. Celle-ci tend à se structurer autour de l'affrontement entre le bloc dirigé par les États-Unis et celui en construction autour de la Chine. D'autres puissances impérialistes jouent un rôle important, en particulier l'Union européenne, et la Russie avec la guerre en Ukraine. Mais l'élément clé est la capacité de la Chine à contester la domination des impérialistes occidentaux dans leurs sphères d'influence historiques. Le CI écarte les orientations campistes qui peuvent exister dans certains courants, qui prétendent que la Russie ou la Chine

\* Antoine Larrache et Léon Crémieux sont membres du Conseil politique national du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale, Antoine Larrache est également rédacteur d'*Inprecor*.



joueraient un rôle objectivement progressiste face au bloc occidental. En réalité, les affrontements entre les impérialistes n'apportent que des malheurs aux peuples et, tout en nous opposant à l'OTAN et à tous les accords impérialistes, nous soutenons les luttes des peuples opprimés en Ukraine, au Soudan, en Palestine, etc.

Quelques semaines après l'offensive du 7 octobre, le CI a voté une motion faisant le lien entre Ukraine et Palestine, parce que nous dénonçons aussi bien les offensives militaires de la Russie que d'Israël, et nous défendons le droit des peuples à se libérer, les armes à la main, même si nous ne partageons pas l'orientation politique du gouvernement ukrainien et du Hamas.

### Reconstruire les mouvements sociaux face à l'exploitation et aux oppressions

Le débat suivant concernait l'intervention dans les mouvements sociaux. Pour l'essentiel il s'agissait, dans la période actuelle de crise du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, de discuter de la nécessité pour les révolutionnaires de contribuer à la reconstruction de la conscience de classe et de ses organisations. Ce qui signifie construire les organisations pour elles-mêmes, pour ce qu'elles apportent au rapport de forces et à la structuration du prolétariat, notamment en s'aidant mutuellement, en étant le creuset des revendications anticapitalistes transitoires et de l'auto-organisation.

L'introduction et la discussion ont également mis en garde contre les dangers d'institutionnalisation – c'est-à-dire d'intégration à l'appareil d'État ou aux compromis avec la bourgeoisie – et de bureaucratisation.

Il s'agissait aussi de définir des principes pour notre intervention dans ces mouvements sociaux. En plus de contribuer à les construire sincèrement, d'aider à ce qu'ils se coordonnent, nous intervenons pour défendre des principes démocratiques, pour combattre la fragmentation et le gauchisme et pour avancer, dans le respect des rythmes de débats, des mots d'ordre politiques remettant en cause le système. Les syndicats sont le principal outil d'organisation du prolétariat, mais nous avons également discuté de l'intervention dans les mouvements féministes – particulièrement dynamiques depuis quelques années –, les mouvements paysans, indigènes, écologistes, antiracistes, LGBTQI, des personnes handicapées, et devons poursuivre d'ici le congrès la discussion, notamment sur les mouvements de jeunes, pour les services publics, contre la dette et contre la guerre.

### Renforcer l'Internationale et ses sections

La dernière discussion abordait les tâches de construction de l'Internationale. Il s'agit, partant du contexte politique mondial, de la nécessité comme de la possibilité de faire apparaître un projet alternatif à l'échelle internationale, de renforcer la visibilité de l'Internationale et de ses positions. Nous avons franchi quelques étapes avec la mise en place du site [fourth.international](http://fourth.international), principalement en anglais, en français et en castillan, mais aussi une actualisation très régulière en arabe notamment.

Nos sites d'actualité *Punto de vista internacional*, *International Viewpoint*, *Inprecor*, notre participation à différentes autres revues en ligne, ainsi que l'édition de livres, nous permettent de promouvoir des prises de position et des analyses sur différents sujets. Nous avons décidé de renforcer notre présence avec la mise en place d'équipes de travail plus régulières.

Enfin, le document et le débat ont fait état du travail de renforcement des instances comme le Bureau exécutif, le secrétariat – désormais largement international grâce à la visioconférence –, les coordinations régionales, les commissions thématiques. Il rappelle aussi les efforts nécessaires dans la formation, avec les écoles construites autour des instituts d'Amsterdam, de Manille et d'Islamabad, dans le travail jeune et dans la reconstruction de campagnes d'action internationales, en retrait depuis le recul du mouvement altermondialiste.

Enfin, nous avons repris les discussions sur la nécessité d'actions positives pour les femmes – et les autres personnes souffrant de l'oppression patriarcale – avec les réunions non mixtes, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, la préoccupation de renforcer la présence des femmes dans les instances. Ces discussions ne sont pas simplement théoriques, elles lient les questions de principes avec des discussions concrètes sur les problèmes que nous rencontrons et comment les résoudre. Avec la volonté également d'étendre ces préoccupations à l'ensemble des sphères opprimées.

On peut dire ainsi que, après la pandémie qui a, de fait, freiné une série d'activités de l'Internationale, ce Comité international a été l'occasion de reprendre le chemin d'une adaptation de l'Internationale aux évolutions de la crise du capitalisme, aux acquis des luttes sociales et à l'actualisation de son projet politique et militant. Il est maintenant de notre responsabilité collective, en tant qu'instances de direction et comme militant-es de base, de faire fructifier ces débats, les alimenter, les percuter de nos expériences, pour renforcer le rôle de notre organisation dans le combat pour l'émancipation humaine. ■

Le 22 novembre 2023